n° 424
JUN
2014

4,60 € - 7 FS

silence

LENT, LÉGER... LE VOYAGE

TÉLÉPHONIE MOBILE : MENACES SUR NOTRE SANTÉ

FUKUSHIMA : DRAME ET ILLUSIONS DES FERMIERS BIO

écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

l'Acipa, collectif d'opposant-e-s au projet d'aéroport

Quel bilan tirez-vous de la manifestation du 22 février 2014, des élections municipales et en particulier de l'accord PS-EELV à la mairie de Nantes ?

Cette manifestation organisée à un mois des élections municipales, s'est concrétisée par une mobilisation jamais vue à Nantes - 540 tracteurs venus des Pays de la Loire et de Bretagne, 50 000 personnes venues de la France entière dans 71 cars - donnant un signal extrêmement fort au gouvernement sur le sujet de Notre-Dame-des-Landes et plus largement sur les grands projets inutiles imposés. Si nous avons condamné les dégradations et violences, nous avons dénoncé les manipulations orchestrées et surtout les nombreux blessés, dont 3 très gravement à l'œil, suite aux violentes charges des forces de police.

Quelles sont les perspectives de la lutte pour les mois à venir (rassemblement de cet été, poursuite de la ZAD, recours juridiques, installation d'agriculteurs) ?

L'arrivée de Ségolène Royal à l'Écologie est plutôt une bonne nouvelle pour nous car elle a porté à plusieurs reprises l'idée d'une remise à plat du dossier et a confirmé le nouvel accord politique. Cependant, nous resterons très vigilants ! Nous demandons des expertises prévisionnelles réellement indépendantes sur les PEB (Plan d'Exposition au Bruit) et l'aménagement de Nantes-Atlantique. Ceci pour arriver à l'abandon définitif du projet de NDL par l'abrogation de la DUP (Déclaration d'Utilité Publique) de 2008. La mobilisation de tous est nécessaire lors du rassemblement annuel des opposants les 5 et 6 juillet prochains* qui sera militant, politique et festif - meeting politique, tables rondes, nombreux forums et débats et une vingtaine de concerts - et axé sur la sauvegarde des terres agricoles et la défense de l'Environnement. Il se déroulera sur les terres de la ferme de Bellevue occupée

depuis 1 an et demi et remise en fonctionnement de manière collective. Sur la ZAD, des relations constructives s'installent entre les nouveaux habitants et les personnes qui y vivent depuis plus longtemps. Des installations pérennes de maraîchage ou d'élevage se sont concrétisées et la zone vit au rythme des saisons... Vigilance, là aussi, car il faut empêcher la poursuite des destructions de fermes ou de maisons (d'où plusieurs réoccupations ces derniers mois) et veiller à ce que des travaux de grande ampleur ne démarrent malgré les promesses politiques. Sur le plan juridique, le suivi des recours est assuré par plusieurs cabinets d'avocats et nous veillerons à ce qu'ils puissent aller à leur terme. En parallèle, les affaires judiciaires en cours prennent aussi beaucoup d'énergie et de temps aux militants locaux.

Qu'est-ce qui pourrait mettre un terme définitif à ce grand projet inutile qui traîne maintenant depuis bientôt cinquante ans ?

Il traîne parce qu'il n'a pas de réelle justification et que la mobilisation citoyenne ne cesse de croître ! Seul l'abandon définitif du projet par l'abrogation de la DUP de 2008 satisfera les opposants. La volonté politique affichée de respecter le déroulement des procédures juridiques en cours est un premier pas. Il doit être complété par la mise en place des expertises indépendantes demandées et conduire naturellement à la remise en cause très profonde du dossier ! Le bon sens doit l'emporter ! Optimiser l'actuel aéroport Nantes Atlantique est forcément plus avantageux que de créer un aéroport de toutes

pièces dans un bocage où vivent des familles et dont la biodiversité est exceptionnelle ! Nous comptons aussi sur l'application stricte de la Loi sur l'Eau : rappelons que le collège d'experts scientifiques a invalidé totalement la méthode de compensation proposée par l'état et AGO/Vinci, que le Conseil National de la Protection de la Nature vient de donner un avis défavorable à la destruction du campagnol amphibie vivant sur la zone et que l'Europe vient de lancer une procédure d'infraction contre la France... Tout cela plaide en faveur de l'abandon de ce projet inutile et destructeur !

ACIPA, BP5, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél : 06 71 00 73 69.

*Liens utiles:

<http://notredamedeslandes2014.org>
<https://www.facebook.com/events/522230841227691>
<http://acipa-ndl.fr>

LE JAPON SOMMÉ D'ARRÊTER LA CHASSE À LA BALEINE DANS L'ANTARCTIQUE

POUTINE À LA RECONQUÊTE DES TERRITOIRES RUSSOPHONES

LA FEUILLE DE PAIE BIENTÔT SIMPLIFIÉE

MAÏGRÉ LA GIFLE, HOUANDE MAINTIÈNT LE CAP

■ DOSSIER

Lent, léger... le voyage

5 Du possible, sinon j'étouffe...

Jean Petit

7 Habitants – touristes : quelle frontière ?

Pascal Lluch

10 L'itinérance à vélo

Delphine Boutonnet

13 1750 km à pied, ça use, ça use... les souliers

Delphine Boutonnet

15 D'autres façons de voyager lentement

Delphine Boutonnet

Dossier coordonné par Delphine Boutonnet

■ CHRONIQUES

16 Les jeux en argile (Michel Scrive)

17 À Tours, l'éducation populaire se pratique en coopérative (Flora Chauveau - Reporterre)

18 Nancy : Tous en selle ! Un atelier participatif et solidaire dans ma ville (Christine Chabaud - On passe à l'acte)

19 BD : Les bonnes recettes de M^{lle} Olive (Sylvain Moizie)

20 La contamination sourd, l'Etat reste sourd, mais... (Monique Douillet)

25 La société du plutonium (Dominique Lalanne)

■ ARTICLES

28 Les téléphones portables menacent notre santé

Hervé Krief

32 Quand un Arabe devient Palestinien

Tal Dor et Marcello Weksler

34 Kanopé, une héroïne au sein de la forêt amazonienne

Louise Joor

36 Roms : une enfance française, du bidonville à l'école... quand l'État le permet

Nadia Djabali

38 Drame et illusions des fermiers bio à Fukushima

Alain Sousa

48 Pau : Village Emmaüs Lescar

■ BRÈVES

- 16 Alternatives • 18 Vélos • 19 Agri-bio
- 20 Nucléaire • 21 Énergies • 22 Climat
- 22 OGM • 23 Environnement
- 24 Femmes, hommes, etc. • 24 Nord/Sud
- 25 Paix • 26 Politique • 26 Annonces
- 27 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

QUOI DE NEUF ?

■ VENEZ NOUS VOIR LES 19 ET 20 JUIN !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Prochaines expéditions : 21 et 22 août, 18 et 19 septembre, 16 et 17 octobre...

■ AG DE S!LENCE LE SAMEDI 14 JUIN

L'assemblée générale de l'association S!lence se tiendra le samedi 14 juin dans nos locaux. Accueil à partir de 9h30. Le matin, nous ferons les bilans de l'année 2013 puis nous discuterons de la ligne éditoriale. Après un repas partagé, nous discuterons des perspectives d'avenir concernant la revue et les activités qui s'y greffent (groupes locaux, co-éditions, liens avec d'autres réseaux...), les conditions de travail et le renouvellement de notre conseil d'administration. L'AG est ouverte à tous, mais seul(e)s les adhérent(e)s peuvent voter. S'inscrire avant, si possible, au 04 78 39 55 33.

Prochain dossier : Alternatives en Mayenne et Sarthe

■ NOTRE-DAME-DES-LANDES

Silence cherche des volontaires pour tenir un stand pendant le rassemblement estival à Notre-Dame-des-Landes, les 5 et 6 juillet 2014 et éventuellement pour être présents lors des actions de convergences qui se dérouleront à partir du 28 juin. Merci de contacter Nicolas Cassagnau, relais de Nantes au 09 81 11 15 52.

■ SEMIS DE PRINTEMPS

Avec notre numéro d'avril 2014, nos abonnés ont reçu une feuille de présentation de l'opération "Semis de printemps" accompagnée de cinq exemplaires d'un dépliant de présentation de la revue. Cette opération consiste pour chaque abonné à diffuser ces dépliants et, si possible, à collecter de nouveaux abonnements... Au 30 avril 2014, nous avons reçu 65 nouveaux abonnés. L'opération se poursuit jusqu'à l'été et nous vous communiquerons les résultats à la rentrée.

ÉDITORIAL

Comment je décide de ne pas saboter la planète lorsque je pars en vacances

"Qui veut voyager loin ménage sa monture" nous dit-on. Oui, mais aujourd'hui ce n'est pas suffisant. Encore faut-il ménager sa planète... et ses habitants !

Chaque été, nous sommes nombreux à partir en transhumance pour voir si l'herbe est plus verte ailleurs. Mais comment faire lorsque nous ne voulons pas participer au gaspillage énergétique ni polluer plus que de raison pour satisfaire notre envie de voyager ?

Le déplacement pour nous rendre à notre destination et en revenir est de loin la partie la plus polluante de nos vacances, d'autant plus si nous utilisons des moyens de transports motorisés, tels que l'avion ou la voiture.

Il n'est nulle question dans ce dossier de dire que partir en vacances, c'est pas bien ! Au contraire, nous faisons ici l'apologie de l'itinérance lente, merveilleux moyen pour être en rythme avec soi-même et avec la nature. Tout est affaire d'équilibre entre notre envie de dépaysement, notre besoin d'aventure et de sécurité, notre capacité à nous ouvrir à l'autre, à l'inconnu ou au contraire à la confrontation avec soi-même.

A travers divers témoignages, on comprend bien que ce n'est pas tant la destination qui importe, que le chemin choisi et la manière de s'y rendre.

Et l'on se rend compte qu'il n'est pas nécessaire d'aller très loin ni très vite pour s'émerveiller ou vivre l'aventure. On peut même voyager sans sortir de chez soi !

Alors sortons des sentiers battus et partons tranquillement à la découverte d'autres voyages.

Delphine Boutonnet ■

D. R.

La sieste fait partie du chemin

Raphaël Troquet

Vélo + bateau, une solution écologique

Raphaël Troquet

L'accueil des voyageurs à vélo réserve des surprises

D. R.

Voyage en canoë sur le Cher

Raphaël Troquet

Sortir des sentiers battus

◀ Marcher avec un âne permet de faciliter les rencontres sur le chemin

Du possible, sinon j'étouffe...

Le monde s'est refermé. La capacité effective de se déplacer sur toute la planète clôt par là même une ouverture, celle du possible, de la rencontre, du hasard.

L'INDUSTRIE TOURISTIQUE PROSPÈRE EN garantissant l'absence d'imprévu. Le touriste ne risque rien, sinon de choisir un prestataire de service plutôt qu'un autre. Le voyage d'agrément est devenu une forme morte de déplacement, plus rien n'y survient.

LES CONSÉQUENCES DU TOURISME MONDIALISÉ

Cette fermeture n'est pas le seul écueil du tourisme mondialisé. Les conséquences, écologiques tout d'abord, sont nombreuses : pollutions atmosphériques (5 % des émissions de gaz à effet de serre en 2007), détérioration des espaces naturels ou encore exploitation des ressources. Sur le plan économique, le tourisme rapporte des sommes colossales (mille milliards de dollars en 2011), mais contrairement à ce que l'on croit, l'argent dépensé au Sud bénéficie d'abord aux pays du Nord. Ce sont les investisseurs ou les agences de voyage (situés au Nord) qui dégagent les plus gros bénéfices. Finalement, le tourisme tend à réduire les pratiques historiques et sociales à de simples produits commerciaux. Les singularités culturelles d'un lieu et d'une population, afin d'être assimilées rapidement et facilement par les touristes, sont simplifiées et décontextualisées. C'est ce qu'on appelle la *folklorisation* de la culture.

DE LA POSSIBILITÉ DE VOYAGER

Face à ces différentes apories, il ne faudrait pas conclure à l'impossibilité de voyager. Bien au contraire. Seulement, il nous faut élaborer des voyages qui respectent la planète et ses habitants, en tenant compte des conséquences de nos actes. "Il faut parler de la création, nous explique Gilles Deleuze, comme traçant son chemin entre des impossibilités [...]. Si un créateur n'est pas pris à la gorge par un ensemble d'impossibilités, ce n'est pas un créateur. Un créateur est quelqu'un qui crée ses propres impossibilités, et qui crée du possible en même temps." Ainsi, les impasses du tourisme mondialisé dessinent en creux les chemins à explorer.

DIMINUER L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Parmi les multiples pistes existantes, la diminution de l'empreinte écologique nous semble incontournable. Le transport joue sur ce point un rôle déterminant car le touriste produit 90 % de son impact environnemental lors de son déplacement. L'avion et la voiture étant les principaux facteurs de ce résultat, c'est d'abord aux plus riches de prendre leur responsabilité. Plus le transport est lent et collectif, plus le bilan carbone est faible. Privilégier les modes de transport les moins polluants, c'est préférer la lenteur à la précipitation, et c'est le meilleur moyen de porter un autre regard sur ce qui nous entoure.

►
Nuit à la belle étoile en famille en Grèce lors d'un voyage à vélo depuis la France

Repliq&il Trapet

Ces choix sembleront d'une simplicité affligeante à certains et une entrave insupportable à d'autres. Le problème n'est pas seulement personnel, il est aussi politique : les pratiques individuelles préjudiciables écologiquement devraient être débattues collectivement. Malheureusement, dans bien des cas, seul l'aspect économique est pris en compte.

de ses déplacements, faire des rencontres pour manger ou se chauffer. Sortir de la marchandise, c'est passer sous les capteurs, échapper au pouvoir politique et économique pour n'être ni détecté ni productif.

FAIRE CONFIANCE

Le troisième aspect essentiel repose sur la confiance. De façon quasiment mécanique, moins il y a d'argent et plus il y a de l'humain. Des solutions comme les réseaux d'hébergement chez l'habitant, l'autostop ou le camping sauvage démontrent que l'argent et les rapports humains s'excluent. Dans ces trois situations, il faut à chaque fois faire confiance aux gens qui nous accueillent ou nous transportent, supposer que tout se passera bien et qu'on ne se fera pas agresser pendant la nuit. Sans risque, il ne peut pas y avoir de confiance. Une fois les premières appréhensions levées, les rencontres se révéleront d'une très grande richesse et les "risques" bien peu de choses en comparaison.

Ces quelques pistes – parmi tant d'autres – permettraient d'éviter les impasses du tourisme conventionnel tout en réenchantant nos pérégrinations annuelles. Certes, le chemin est semé d'embûches, mais les possibilités du voyage existent toujours. Les *terras incognitas* ne sont plus à chercher sur une carte mais bien dans notre tête, car la plus grande défaite réside dans la combinaison de la peur et du conformisme. C'est précisément en période de crise que de tels renversements sont envisageables ! Sortir de la peur et du conformisme, c'est éviter les sentiers battus pour se laisser surprendre au gré des hasards et des rencontres, faire du voyage une création plutôt qu'un produit de consommation.

Jean Petit ■

« "Les *terras incognitas* ne sont plus à chercher sur une carte mais bien dans notre tête." »

Jean Petit

SORTIR DE LA MARCHANDISE

Le second point consiste à éviter, autant que faire se peut, les structures touristiques marchandes. Cela implique une nouvelle représentation du voyage, où l'imagination et la débrouille remplacent les échanges monétaires. Que reste-t-il hors des guichets ? Que puis-je voir sans payer ? Qui vais-je rencontrer n'ayant rien à me vendre ? Ces interrogations, si l'on recherche à les éprouver réellement, permettent de faire un pas de côté. Le même pas de côté que dans la bande dessinée *L'AnOI(1)*, celui qui permet d'éviter la queue devant les guichets et de sonner à la porte de son voisin. Dépenser de l'argent ne garantit rien de plus sur le plan humain, intellectuel ou encore culturel, que de voyager sans le sou. L'argent offre autre chose : sécurité, accès à la marchandise et confort.

Sortir de la marchandise, c'est opérer un renversement, concevoir son milieu d'une toute autre manière. C'est habiter le territoire et non plus consommer l'espace : regarder un abribus ou une maison désaffectée comme un endroit pour dormir, supporter les regards suspicieux lors

Jean Petit est l'auteur de *Du tourisme*, éditions du Petit véhicule (20, rue de Coudray, Nantes), 2013.

(1) Gébé, *L'AnOI*, Editions du Square, 1972

◀ Gîte d'accueil paysan en Ardèche : Pour certains paysans, l'accueil à la ferme ou en gîte constitue un utile complément de revenu en même temps qu'un lien

Habitants - touristes : quelle frontière ?

Il n'y a pas qu'une seule manière de voyager. Si l'article précédent invite à inventer les chemins de la rencontre en sortant des sentiers battus, celui-ci propose une réflexion sur les nouvelles manières de construire le lien entre touristes et habitants, sans négliger l'organisation et la préparation de son périple. Un acteur de ce tourisme "de partage" analyse cette évolution à partir de son territoire, le Trièves, en Isère.

L'ORGANISATION DU TOURISME DANS LES territoires ruraux, enjeu économique majeur, doit tenir compte d'une évolution rapide des modes d'organisation des séjours des visiteurs. Au grand bénéfice des habitants comme de ces derniers, pour peu que les instances locales sachent tirer partie de ces mutations.

Si le modèle "tout compris" en résidence hôtelière a encore de beaux jours devant lui, le tourisme diffus sur les territoires est en pleine expansion. De nombreux visiteurs cherchent aujourd'hui la rencontre, la découverte de l'espace de vie, donc le territoire qui saura mettre ces valeurs en avant. Aujourd'hui, les institutions, comme les comités départementaux du tourisme, organisent ce nouveau tourisme, tandis que les initiatives venant des habitants se multiplient depuis plusieurs années. En effet, l'avènement des sites internet auto-administrés puis des réseaux sociaux et, enfin, la multiplication des appareils mobiles connectés, modifient profondément l'organisation des séjours. L'internaute construit lui-même ces derniers à partir d'éléments qu'il va trouver sur la toile. Il ne consulte plus seulement les sites officiels des territoires ou ceux des gros opérateurs touristiques : il dispose aussi des

avis d'autres internautes sur une chambre d'hôte dans un "coin perdu" disposant à peine d'une page web. Et les avis des consommateurs sont en passe de devenir plus importants que le contenu même du site internet...

Un autre élément devenant essentiel pour le choix de la destination, et que l'on peut maintenant rendre visible en temps réel, est tout ce dont peut profiter le visiteur : ce qui va se passer sur le territoire lorsqu'il y sera. Tout ce qui fait la vie du territoire devient aussi l'offre à destination des visiteurs ; elle est même la valeur ajoutée essentielle pour le choix de nombreux touristes.

QUELLES SONT CES INITIATIVES DES HABITANTS ?

L'économie collaborative, nouveau vocable qui peut paraître rébarbatif, exprime bien les mutations que vit aussi le monde du tourisme, à toutes les échelles : des habitants s'organisent pour recevoir les visiteurs et leur montrer leur pays, leur parler de leurs activités. Ce sont par exemple les *greeters* (de nombreux groupes existent en France et partout dans le monde) (1) et les réseaux d'hébergement chez l'habitant. On trouve aussi

(1) Voir encadré sur les greeters page 9.

Les modes de transport les moins polluants

Pour connaître vos dépenses en kilogrammes d'équivalent pétrole et vos émissions de CO₂, le site officiel à consulter est celui de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), qui propose une calculatrice simple à utiliser : www.ademe.fr/eco-comparateur/. Il existe d'autres classements avec des chiffres qui varient quelque peu.

Nous pouvons sans risque classer les moyens de transports selon leur émission de CO₂ (par ordre croissant)* :

La marche ; Le vélo ; Le tramway, le métro et le R.E.R ; Le train ;
Le ferry ; Le bus ; La moto ; La voiture ; Le camion ; L'avion

* Il y a de grosses variations pour la plupart des transports motorisés, selon le modèle, la puissance et le type de trajet, mais ce classement est le plus couramment utilisé.

Toutefois, il fait la part belle aux moyens de transport électriques, ce qui pose problème car l'énergie électrique française est produite principalement à partir du nucléaire. Notons également que le train, tout comme le transport routier, nécessite une infrastructure importante qui n'est pas sans effets sur l'environnement.

Par contraste, le vélo, la voile (malgré leurs constructions et infrastructures) et surtout la marche ont un impact beaucoup plus limité.

D.B.

de nombreuses formules d'échange de maisons ou de partage de voitures. Evoquons également les vélos mis à disposition des visiteurs de Mens par l'association *ReCycleArt*. Tout ceci, accessible depuis n'importe quel lieu du monde, favorise la venue de visiteurs qui se sentiront presque instantanément intégrés dans la vie locale. La rencontre est réelle, et le bénéfice mutuel. Recevoir chez soi des étrangers à son territoire, à soi-même, est bien aussi une manière de voyager.

Aujourd'hui, dans le Trièves, la proportion de nuitées dans des lits non marchands est de plus de 60 % (amis, maison de famille, etc.). Et cette "population" de touristes est totalement oubliée...

La taxation des nuitées marchandes ne devrait pas être un chantier prioritaire du service de tourisme.

LA VIE DU TERRITOIRE, POUR LES HABITANTS OU LES VISITEURS ?

La convergence entre l'usage du territoire par les habitants et celui du visiteur est une réalité, elle doit être organisée. Dit autrement, l'habitant profite de l'offre touristique, les services et activités à disposition des habitants s'adressent aussi aux visiteurs. Les besoins culturels et récréatifs des habitants ne sont pas moins importants que ceux que peut désirer un visiteur, et leur promotion doit être identique à celle visant un public extérieur.

Il s'agit donc bien de mettre les acteurs, visiteurs comme visités, au centre du schéma de développement du tourisme.

L'écotourisme est une composante de ce tourisme en train d'émerger.

La dispersion des visiteurs aujourd'hui est devenue totale, et il n'y a plus de frontière touristique entre les villes, les sites majeurs ou les stations de ski et les territoires ruraux. Et un habitant peut décider seul de recevoir des visiteurs, là où il habite, où qu'il soit. Le tourisme se réinvente, et l'habitant peut d'ailleurs devenir touriste de son propre territoire. Visiteur et ambassadeur, habitant et ambassadeur ; à la fois créateur et destinataire de l'offre, il n'y a pas de frontière entre le visiteur et le visité.

ORGANISONS-LE !

On le voit, développer le tourisme ne passe pas forcément par la création de toutes pièces d'une image et d'une offre qui rendraient le territoire attractif, en dépensant des millions, ce qui

(2) Voir encadré "Comment voyager sans sortir de chez soi", page 12.

(3) Villes de vacances clôturées, sous bulle et payantes pour attirer un tourisme de consommation de masse. Voir *Silence* n° 413, "Résister aux grands projets inutiles", p. 16 : "Chambarand dans les Chambarans".

◀
Table d'accueil paysan
en Bretagne

est aussi une artificialisation au même titre que créer des infrastructures dédiées au tourisme, de type *Center Parc* (3).

Ce tourisme d'articulation, celui qui correspond aux critères d'un tourisme doux, respectant les capacités d'accueil d'un territoire – soit à la fois le souhait des habitants et les faibles capacités en lits d'accueil – ne demande pas des moyens très importants, mais plutôt des compétences d'organisation, de gouvernance, d'intelligence collective, de mise en réseau des acteurs, et de mise en lisibilité, autant pour la population que pour les visiteurs, de tout ce qui fait l'offre du territoire.

L'office de tourisme intercommunal (OTI), en étant aussi au service des habitants, améliore la visibilité du territoire, son attractivité. Ce tourisme, que l'on nomme parfois tourisme de partage, correspond à un mouvement de fond de son évolution.

Pascal Lluch

Contact : pascal@randopays.com. Accompagnateur en montagne (38710 Saint-Jean-d'Hérans), vice-président de *Voyageurs et Voyageistes Ecoresponsables* (association nationale). ■

Les greeters, un lien entre l'habitant et le visiteur

Le mouvement des *Greeters* ("hôtes" en anglais) a vu le jour à New York en 1992. En France, le mouvement a été lancé par le groupe de Nantes, rapidement suivi par Lyon et Paris. Le réseau international des hôtes, ou *Global Greeter Network*, a été créé en 2005 et compte 15 000 adhérents dans le monde (Europe, Amériques et Australie). Il sert de plateforme d'échanges pour les différentes associations, chaque unité restant indépendante dans son fonctionnement.

Les hôtes proposent aux visiteurs de leur faire découvrir leur ville dans un esprit de convivialité, comme ils le feraient avec des amis. Ce service est entièrement gratuit et fonctionne sur la base du bénévolat.

Les visiteurs peuvent remplir un questionnaire dans lequel ils indiquent entre autres leurs centres d'intérêt, ce qu'ils connaissent de la ville, ce qu'ils souhaitent découvrir... L'association propose alors un rendez-vous avec un hôte qui accompagnera les visiteurs pendant quelques heures.

Les volontaires s'inscrivent sur le site des hôtes de leur ville et remplissent un questionnaire résumant leurs intérêts et connaissances de la ville. Ces habitants s'engagent alors à ne pas être de simples guides mais des accompagnateurs, hors des sentiers battus par le tourisme classique. Les visiteurs/euses contactent les villes adhérentes qui leur affectent des hôtes adaptés à leurs demandes.

Aujourd'hui en France, 21 communes, communautés de communes ou départements ont adhéré au GGN. Pour devenir hôte, il faut contacter l'association proche de chez soi.

■ Fédération France Greeters : www.francegreeters.fr

◀ Le voyage à vélo permet de faire des pauses bien loin des autoroutes du tourisme

▶ Partir sur les routes en vélo en famille, c'est possible !

L'itinérance à vélo

A l'heure de prendre quelques vacances et de changer d'horizon, je me suis mise à rêver d'une autre façon de voyager, plus écologique, plus proche de la nature et aussi plus en phase avec mon besoin de ralentir la cadence. Aussi, avant de me lancer dans l'aventure, j'ai mené l'enquête...

TRAITONS RAPIDEMENT CES QUESTIONS techniques et financières qui ne sont pas le cœur du sujet. De nombreux adeptes du cyclotourisme ont de simples vélos sur lesquels ils accrochent deux paires de sacoches. Celles-ci peuvent être bon marché. Dans ce cas, les affaires sont roulées dans des sacs poubelle pour en assurer l'étanchéité. Bien sûr, il faut un vélo sur lequel on se sente bien et qu'on teste avant le grand départ, sur une journée ou un week-end. Mais finalement, les vrais freins au voyage à vélo sont plutôt de l'ordre des idées reçues.

CET INCONNU QUI NOUS FAIT PEUR

Frédéric Rollet, de l'association *Pignon sur Rue* (1) à Lyon et coordonnateur nationale de l'AF3V (2), connaît bien les résistances et les peurs liées au voyage à vélo.

"C'est surtout la peur de l'autre, de l'inconnu qui nous freine. Quand on voyage à vélo ou à pied, on est plus tributaire de l'autre parce qu'on a souvent besoin de demander un renseignement ou de l'aide, et cela demande un effort. Cette réaction est amplifiée lorsqu'on voyage à l'étranger et qu'on ne connaît pas la langue ni les codes sociaux locaux".

Marc ne s'embarrasse pas de ce genre de peur. Il est parti de Savoie sur un vélo électrique solaire afin de rejoindre la capitale du Kazakhstan, Astana, au bout de deux mois et demi. "Je suis parti dans le cadre du projet

Suntrip (3), mais j'ai rapidement voyagé seul, de mon côté, car je n'aimais pas l'état d'esprit de cette aventure." Marc, la cinquantaine, explique qu'il ne parle pas un seul mot d'anglais ni d'allemand ni d'aucune autre langue que le français. "Avec les gestes et le regard, on arrive très bien à se faire comprendre. J'avais sur moi des photos de ma famille, ça rassure. Tous les soirs, je demandais à être hébergé et je me suis souvent fait inviter à manger. Dans la plupart des pays, les gens sont tellement accueillants !"

A LA PORTÉE DE TOUS

Le cyclotourisme est à la portée de tous. Bien sûr, comme pour l'itinérance à pied, il faut être un minimum en bonne santé. "Sur du plat, tout le monde peut le faire. Il ne faut pas douter de ses capacités physiques. Le cyclotourisme ne nécessite pas d'effort violent et le corps se fait petit à petit à cet effort. Le mieux, c'est de prévoir son itinéraire, ne pas trop se charger et éviter les côtes. Il y a 10 ou 15 ans, c'était moins facile mais maintenant, il y a plein d'itinéraires balisés, et c'est en constante augmentation." Frédéric a voyagé de nombreuses fois avec ses enfants alors qu'ils n'avaient pas plus de 6 ans. "Avec des enfants de cet âge, on peut déjà faire 30 km de plat en une journée sans problème. Par contre, pour les adultes qui accompagnent, c'est plus fatiguant car il faut s'occuper du bivouac, des repas..."

(1) Pignon sur rue, association de promotion du vélo et des modes des modes actifs de l'agglomération lyonnaise, 10, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél. : 04 72 00 23 57, www.pignonsurru.org

(2) AF3V, association française de développement des véloroutes et des voies vertes, www.af3v.org, 30, avenue Eugène Gazeau, 60300 Senlis, tél. : 09 63 29 52 52

(3) Suntrip se présente comme "le premier rallye pour vélos solaires, avec itinéraire libre" : <http://thesuntrip.com/>

Raphaël Trapet

Il donne quand même quelques conseils de base pour un voyage réussi. "Il faut bien sûr savoir réparer un pneu crevé et réviser un peu son vélo. Avant le départ, je conseille d'essayer le vélo avec les sacoches pleines. C'est un coup de main à prendre. Si vous partez à plusieurs, il est très important de bien vous mettre d'accord pour que chacun respecte le rythme des autres. On voit trop souvent des hommes loin devant et des femmes loin derrière. C'est le meilleur moyen pour se dégouter du cyclotourisme. Une astuce toute simple lorsqu'on traverse une zone montagneuse : prendre le train pour les monter. En effet, lorsque c'est possible, combiner le vélo avec le train est très pratique pour aller loin et haut."

Sinon, il existe de nombreux parcours en France qui sont quasi plats : le long des canaux, sur d'anciennes voies ferrées... On peut les retrouver sur le site de l'AF3V, auprès des offices du tourisme ou dans les guides.

Cependant, on ne peut pas tout prévoir, même en étant jeune et plutôt sportif comme Simon, qui a dû un jour abandonner son vélo en cours de route. "J'avais sans arrêt mal au genou et je n'arrivais plus à avancer. Je me suis arrêté pendant un mois et demi à Budapest avant de décider de laisser mon vélo chez une personne qui m'avait accueilli et de partir en stop."

POUR LE PLAISIR

Quand je leur demande pourquoi ils ont choisi le vélo, ils sont tous unanimes : "C'est pour le plaisir !" Frédéric explique que, trop souvent, on pense que c'est difficile alors que la plupart du temps, ce n'est pas le cas. "Pour moi, partir une semaine ou des mois, c'est pareil. Dès que je suis sur mon vélo, je ressens un grand sentiment de liberté." C'est aussi l'avis de Simon : "Lorsqu'il n'y a pas de technologie, c'est plus humain. Et se déplacer comme ça sans consommer, c'est vraiment un plaisir." Marc partage cet avis : "C'est bon de prendre son temps,

de se laisser aller, de s'approprier son voyage en allant lentement. Je n'avais ni téléphone, ni internet, ni GPS. Je voyageais avec une simple carte routière. J'ai aussi vraiment apprécié de voyager seul, de choisir mon parcours en fonction de mes envies et de mes capacités physiques."

FAIRE DES RENCONTRES

A vélo, plus qu'à pied, on a le choix d'être au contact des autres ou dans sa bulle. Il est possible de rester toute la journée sur sa selle sans adresser la parole à personne. On peut aussi faire le choix de s'arrêter à tout moment pour demander un renseignement, ce qui est bien souvent un prétexte à discussion.

Frédéric précise qu'il n'y a pas que des humains que l'on rencontre lorsqu'on pédale. "On voit aussi beaucoup d'insectes et d'animaux le long de la route. On est tellement discret, silencieux, on a vraiment l'impression de se fondre dans le paysage, de faire partie de l'environnement."

Quant à Marc, il se nourrit du hasard des rencontres : "Dans les pays de l'Est, c'est très facile de se faire accueillir, parfois on a même du mal à partir. En France, les gens sont plus méfiants, mais j'arrivais quand même à me faire héberger dans une grange ou un garage. Le vélo ouvre des portes. Du coup, je ne suis jamais servi de ma toile de tente."

Simon a également fait l'expérience, à plusieurs reprises, de cette hospitalité chaleureuse. "J'étais en Autriche. Il faisait très froid et il pleuvait sans cesse. J'ai rencontré une jeune fille qui m'a dit que son père était le président d'un club d'aviron. Quand j'ai eu son père au téléphone, je lui ai dit que j'étais à vélo et que je ne savais pas où passer la nuit. Il m'a répondu d'une voix très chaleureuse qu'il allait arranger quelque chose pour moi. Ils m'ont ouvert la cuisine, les vestiaires pour hommes et m'ont laissé dormir dans la salle de sport, sur les tapis."

Pour aller plus loin

■ Rodolphe Christin a écrit de nombreux ouvrages de référence sur la critique du tourisme, dont *Manuel de l'antitourisme*, Ed. Yago, 2008, *Le Tourisme, émancipation ou contrôle social ?* (collectif), Ed. du Croquant, 2011, *Passer les bornes, sur le fil du voyage*, Ed. Yago, 2010.

■ Franck Michel a lui aussi écrit de nombreux ouvrages de référence sur le sujet, notamment *Routes, éloge de l'autonomie*, PUL, 2009, *Voyages pluriels*, Livres du monde, 2011, *Du voyage et des hommes*, Livres du monde, 2013.

Ils ont tous les deux écrit pour Silence.

■ www.voyageurs-du-net.com : site qui parle de voyages aux quatre coins du monde, donc avec une forte probabilité d'usage de l'avion, mais qui porte aussi un regard critique sur le voyage et présente des alternatives.

■ *Manuel du voyage à vélo*, Cyclo-camping international, Paris, 2013, 220 pp., 15 euros

■ Un blog de voyage à la voile et à vélo à travers l'Amérique Latine, parmi d'autres : <http://larevanchedescigales.org>

■ Silence n° 283, "Routes et dérives du voyage", n° 324 "Voyages au pays de chez soi", n° 388 "Ça marche !", n° 391 "Après la vélorution"

➤
Le vélo, un transport
de tout repos...

➤➤
Voici un excellent
repas de voyage quand
on compte sur les
épiceries locales pour
se ravitailler !

Replisobél Tropet

D.R.

Comment voyager sans sortir de chez soi... ou presque

Découvrir le monde en accueillant des voyageurs
chez soi.

N'ayant guère le temps ni les moyens financiers de voyager, nous avons trouvé une autre solution pour parcourir le monde : nous accueillons des voyageurs.

Cela a commencé simplement par connaissance.

Nos enfants ne sont pas toujours chez nous et nous avons deux chambres vides une semaine sur deux. Aussi, il nous est arrivé d'accueillir pour une nuit ou plus des amis, ou les amis de nos amis. C'est à cette occasion que nous avons hébergé pendant

une semaine un jeune Allemand, puis, lors d'une soirée, une famille d'Australiens. Dès lors, nous avons trouvé que ces rencontres nous apportaient le dépaysement dont nous avons envie. Nous avons donc décidé de chercher à accueillir des voyageurs chez nous, et plus particulièrement des étrangers.

Pour ce faire, il existe des sites sur internet qui relient les gens entre eux.

D.B.

En voici une liste non exhaustive :

- Réseau Servas, d'inspiration pacifiste : www.servas-france.org, tél : 02 99 71 26 79 (environ 15 000 membres dont 1500 en France)
- Pasporta servo, pour les espérantophones : www.pasportaservo.org
- <https://fr.warmshowers.org> plus particulièrement le site dédié aux cyclotouristes.
- Autres réseaux : www.couchsurfing.org, www.hospitalityclub.org, www.globalfreeloaders.com, www.stay4free.com, www.travelhoo.com. Difficile de les utiliser sans être internaute...
- voir également le dossier du n°293 de *Silence* "L'hébergement solidaire" téléchargeable sur notre site.

PRENDRE LE TRAIN : PAS SI SIMPLE...

Partir de chez soi à vélo ne permet pas d'aller très loin, sauf à partir très longtemps. Aussi, de nombreux cyclotouristes tentent de combiner le train et le vélo pour se rendre dans une autre région ou un autre pays. Alors que cette pratique est en plein développement, il est de plus en plus difficile de prendre le train en France avec son vélo. La SNCF ayant supprimé de nombreux trains de nuits, certains trajets de longue distance n'existent tout simplement plus. "Finalement, le gros de notre budget vacances passe dans le train, le reste c'est camping et popote", affirme Claire. Et elle ajoute : "Je regrette parfois de ne pas pouvoir aller à tel ou tel endroit, mais on a fait le choix de ne pas céder à la tentation de louer une voiture, alors on va là où c'est possible en train, en bus ou à pied !"

Le voyage à vélo reste un véritable objet de satisfaction, une incitation à la flânerie, à la vie nomade. "Voyager dans l'effort rend sain de corps et d'esprit", estime Marc. Pour Frédéric, "quand on descend de son vélo, on a envie de se détendre, on savoure son repos. Quand on descend d'une voiture, on est plutôt tendu. De même, le vélo oblige à être à l'écoute de son corps, c'est assez agréable".

Et d'ajouter : "À un moment donné, il est difficile d'expliquer ce que l'on ressent. Il faut l'essayer, le vivre!"

Delphine Boutonnet ■

◀
Le plaisir n'est pas le même après une marche ou un trajet en bus

1750 km à pied, ça use, ça use... les souliers

"La lenteur de la marche, sa régularité, cela allonge considérablement la journée. Et en ne faisant que mettre un pied devant l'autre, vous verrez que vous aurez étiré démesurément les heures. De sorte qu'on vit plus longtemps en marchant, au sens où dans la marche, le temps ralentit, il prend une respiration plus ample." (1)

CETTE CITATION, MICHEL, RETRAITÉ, l'expérimente depuis qu'il est tout petit en ne se déplaçant qu'à pied ou presque. Aussi, c'est tout naturellement qu'il s'est mis à randonner. Il a fait son premier voyage en partant tout simplement de chez lui, direction : Compostelle. C'est aussi ce qu'a fait André sur 1750 kilomètres en 2 mois et demi. *"J'ai choisi cette destination parce que le parcours est réputé particulièrement beau, ce que j'ai pu amplement vérifier ; et c'est vrai que pour ma part, l'aspect religieux du pèlerinage avait aussi son intérêt, ne serait-ce que pour les merveilleux édifices visités en chemin, spécialement en Espagne sur le 'Camino Frances' qui passe par Pampelune, Burgos et autres vieilles citadelles historiques. C'était aussi la première fois que je me rendais en Espagne, et cela m'a beaucoup plu."*

POURQUOI CHOISIR DE VOYAGER À PIED

"Si j'ai choisi la marche, c'est uniquement pour le plaisir", nous dit Michel. "Marcher donne l'impression d'être léger, on a besoin de peu de choses" et puis "quand tu marches, les gens sont très accueillants. La marche rapproche les personnes, les remet à un niveau humain, nous rend plus humbles". André est parti à pied pour avoir le temps

de savourer son voyage, se confronter à ses limites et mieux se retrouver avec lui-même. *"C'est plutôt pour faire une expérience humaine authentique, en premier lieu, que par souci écologique ou économique, mais cela n'exclut pas ces aspects."*

Faire une randonnée de quelques jours, c'est bien mais, selon Michel, *"le fait de choisir une destination ou simplement une direction, sans prévoir ni itinéraire, ni date de retour précise, d'être autonome pour le couchage et la nourriture procure un sentiment de liberté immense. Lorsque tu pars longtemps, ça apporte durablement un changement intérieur de rythme, tu prends plus de recul sur tout. Cette façon de voyager fait disparaître la pression d'être obligé d'arriver à tel endroit à telle heure"*. C'est aussi pour cette raison que ni Michel ni André n'ont fait appel à des sites d'hébergement gratuits.

PAS BESOIN D'ÊTRE UNE AVENTURIÈRE

Cependant, cette façon de voyager demande un certain lâcher-prise qui n'est pas évident pour tout le monde. André avait tellement chargé son sac à dos qu'il lui a fallu en abandonner la moitié du contenu dès le premier soir. Claire, qui voyage avec son compagnon,

(1) Frédéric Gros, philosophe, auteur de *Marcher, une philosophie*, Carnets Nord, 2008

► Des rencontres éphémères au long du chemin, comme de petites bouffées d'humanité partagée

D.R.

D.R.

Pour aller plus loin

Quelques sites en faveur du tourisme de randonnée en France et en Europe :

- Association GTA (grande traversée des Alpes), 6, rue Clot Bey, 38000 Grenoble, www.grande-traversee-alpes.com (malgré ses "Raids VTT")
- Association Sur les pas des Huguenots, communauté de communes du pays de Dieulefit, 8, rue Garde-de-Dieu, 26220 Dieulefit, <http://surlespasdeshuguenots.eu>
- Plusieurs sites sur Compostelle : www.chemin-compostelle.info, tél. : 02 33 66 80 43, et www.chemincompostelle.com

ressent le besoin de préparer minutieusement son voyage. "Nous passons, il est vrai, pas mal de temps sur internet pour organiser notre voyage. Je ne suis pas une aventurière et, pour pouvoir profiter de mon voyage sans prise de tête, j'aime étudier avant le départ les possibilités de transport en commun, les villages où nous pourrions faire des courses et les campings où nous pourrions dormir. Il est aussi tout à fait possible de voyager à pied et de dormir chez l'habitant ou dans des gîtes si on a envie d'un peu de confort."

PAS FACILE DE BIEN CONSOMMER

"J'ai quand même l'impression qu'on ne peut pas aussi bien se nourrir lorsqu'on est itinérant. Pas facile de trouver toujours du bio ou d'acheter éthique, même si on essaye d'aller au marché", déplore Claire. André confirme que les courses sont souvent sommaires et qu'il "n'a pas été un modèle du bien-manger durant son pèlerinage, même s'[il] estime n'avoir pas fait d'excès et [s]'être souvent contenté de peu". Même si ce n'est pas l'idéal, Michel pense que c'est quand même une bonne chose que de faire ses courses dans les petits commerces des villages car ils rendent bien service et il faut les préserver, le marché restant la meilleure alternative pour faire ses achats. Michel regrette que tous les marcheurs n'aient pas cet état d'esprit : "Même sur un chemin comme celui de Compostelle, il y avait des marcheurs qui se précipitaient dans les supermarchés à la moindre occasion pour faire leur plein de nourriture".

ETRE EN BONNE CONDITION PHYSIQUE SUFFIT

"Il me semble que cette manière de voyager est largement accessible ; certaines personnes le font même sans argent, au bon cœur des gens. Seulement, il faut être en bonne condition physique, même s'il est vrai que c'est aussi le chemin qui nous la procure. Les risques de se blesser sont réels, donc entraînement

préalable et bon équipement sont un vrai atout pour y arriver", explique André. C'est aussi ce que pense Michel : "Il suffit d'être en bonne santé, on peut vraiment marcher à tout âge. Et puis, lorsqu'on marche, on ressent moins les perturbations annexes, on est plus à l'écoute de son corps."

LA MARCHÉ : UN PAS VERS LA SPIRITUALITÉ ?

Lorsque je demande si le fait de voyager à pied permet d'être en cohérence avec ses idées, les réponses sont unanimes. "Pour moi, quand on se sent heureux, c'est qu'on est en cohérence avec ses idées : j'ai été très heureux durant ce pèlerinage mais cela a nécessité un combat personnel, surtout au cours des premières centaines de kilomètres. Après, cela a été de mieux en mieux, et les quelques contusions au pied n'y ont rien changé", avoue André. Selon Claire, "même si parfois c'est un peu dur, j'éprouve toujours une grande satisfaction à être mieux connectée à la nature et à moi-même. Il y a forcément quelque chose de l'ordre du spirituel. C'est peut-être parce que j'ai le sentiment de réaliser vraiment quelque chose". Michel ressent la même chose : "Je me sens en totale cohérence avec mes idées lorsque je voyage à pied de la sorte. Quand tu marches longtemps, même s'il pleut, ça ne perturbe pas tout parce que tu es dans la durée. Un jour que je marchais seul en Italie, il a plu sans cesse. Je me suis arrêté, je me suis assis contre un arbre, bien à l'abri sous mon poncho et j'ai fait la sieste. J'étais heureux."

Delphine Boutonnet ■

D'autres façons de voyager lentement

Il existe d'autres façons de se déplacer à un rythme naturel que le vélo ou la marche. Il est par exemple possible de longer les côtes en kayak ou de descendre une rivière dans un canoë ou sur un radeau. Ou encore de voyager en voilier.

POUR MA PART, J'AI VÉCU IL Y A UNE VINGTaine d'années une expérience dont je garde un excellent souvenir. Je suis partie avec ma sœur pour descendre la Dordogne en canoë sur 130 km.

Nous étions un petit groupe d'une douzaine de personnes. Nous avons stocké nos vêtements et nos affaires bien à l'abri dans des bidons accrochés à nos embarcations. Nous avons étudié notre parcours à l'avance et prévu des étapes allant de 10 à 30 km par jour. Chacun soir, c'était bivouac en bordure de rivière. Nous allions tour à tour faire des courses, le plus souvent en autostop. Pendant dix jours, nous avons vécu au fil de l'eau. Nous montions notre campement après avoir demandé, dans la mesure du possible, l'accord au propriétaire du terrain. Nous prenions un bain dans la rivière et nous laissions sécher au soleil. Par chance, la météo a été clémente pendant ces dix jours. Lorsque la berge le permettait, nous faisons un feu. La nuit était belle et je me sentais libre.

Marie, jeune femme passionnée d'équitation, me raconte son court périple à cheval en plein hiver dans les Pyrénées. "Nous étions quatre filles. Les organisateurs du circuit nous ont accueillies chez eux. Nous avons déjeuné à la table familiale, c'était très sympathique. Nous sommes ensuite parties à cheval dans la neige. Nous dormions dans des gîtes, tout était soigneusement organisé." Elle m'explique qu'il n'est pas si facile de randonner à cheval

pendant plusieurs jours en France. Il faut prévoir ses étapes pour que les chevaux puissent manger, boire et brouter dans un pré. La plupart des centres équestres proposent plutôt des balades en étoile. Son rêve serait de partir à l'étranger comme l'a fait Virginie, qui a chevauché en Patagonie pendant plusieurs mois, seulement accompagnée de ses chevaux et de son chien.

Quant à Olivier et Sonia, ils sont partis sans date de retour avec leur fils de trois ans, à pied, accompagnés de deux ânes, pour porter leurs bagages et leur enfant. "Un dernier mot : oser ! Le plus dur est de prendre la décision. Ensuite, les choses s'enchaînent et le voyage commence..."(1)

Delphine Boutonnet ■

De très nombreuses associations et structures régionales proposent des randonnées à cheval. La Fédération française d'équitation (FFE) propose chaque année un guide Cheval nature, annuaire officiel des établissements et associations de tourisme équestre en France. www.ffe.com/tourisme/Publications/Cheval-Nature, tél. : 02 54 94 46 00.

La Fédération nationale ânes et randonnée regroupe soixante professionnels de la randonnée avec un âne. Contact : www.ane-et-rando.com, tél. : 06 33 976 91 54

(1) Magazine Carnets d'aventures n° 27, www.expemag.com.

Alternatives

» **Maine-et-Loire**

Soutenir L'Embarquement

Lieu d'activités variées (expositions, concerts, lectures, festivals...) équipé d'infrastructures écologiques (chauffe-eau solaire, phytoépuration, compost, toilettes sèches), restaurant biologique local et végétarien, lieu d'expression associative (agriculture bio, écologie politique, féminisme...), *L'Embarquement*, à Mur Erigné, au sud d'Angers, se trouve aujourd'hui en danger. Sans subventions, salariant quatre personnes, cet espace a été l'objet de réactions très fortes d'incompréhension suite à l'organisation en 2013 d'un "ladyfest", un festival féministe non-mixte, et sa cuisine a été incendiée volontairement le 23 mars 2014. Avec la venue d'une nouvelle municipalité ouvertement hostile à son projet, l'équipe de *L'Embarquement* appelle à la soutenir et à s'impliquer (pétitions, dons, temps et compétences...). *L'Embarquement, association Vaisseau tomate, 231 Couesne, 49350 Gennes, Sofian' Naït Bouda, sofnaït@gmail.com, tél. :06 42 87 79 64, <http://lembarquement.canalblog.com>.*

Combien de communautés alternatives en Europe ?

Eurotopia est un guide annuel des communautés qui développent un mode de vie alternatif. Ce guide publié en Allemagne, écrit en anglais, explique, dans son édition 2014, avoir contacté 2050 groupes par courriels et formulaires de contact sur des sites internet... et avoir eu 600 réponses. Sur celles-ci, 429 ont été reprises dans le guide, après avoir vérifié la nature du projet, son dynamisme réel... 77 groupes se définissent comme des "écovillages" (dont 13 ont moins de 10 habitants), 19 comme des "habitats groupés", 42 comme "communautés"... 326 sont situés en milieu rural. Le plus gros groupe est Ökopolis en Russie (6000 personnes) puis GWL-Terrain aux Pays-Bas (1400 habitants)... Au total, l'enquête fédère 16 110 personnes.

Concernant la spiritualité, 64 se disent "chrétiens", 36 "chrétiens et œcuméniques", 160 disent avoir une démarche spirituelle, 25 faire de l'ésotérisme et 144 groupes ne prennent pas cette question en compte.

293 groupes prennent leur décision au consensus, 332 se disent écologiques, 201 biologiques, 258 ont un jardin partagé, 134 sont végétariens, 42 végétariens, 156 en permaculture. 42 accueillent des handicapés. 22 revendiquent l'amour libre. 75 se veulent non-fumeurs et 14 sont "sans téléphone mobile". Evidemment, on ne connaît pas les groupes qui refusent internet puisque l'enquête s'est faite par ce biais ! Environ un quart des groupes annoncent dépasser 50 % d'autoproduction alimentaire, environ un tiers ne dépasse pas 10 %. Environ la moitié des personnes des groupes ont un travail à l'extérieur.

Ce guide est évidemment incomplet : il y a 160 groupes recensés en Allemagne, pour 44 en Grande-Bretagne, 19 seulement en France et aux Pays-Bas, 17 en Italie et au Danemark, 14 en Espagne, 11 en Russie, 10 en Autriche et en Suède, 6 en Belgique...

On peut commander le livre sur le site : <http://www.eurotopia.de/>

» CHRONIQUE : Les jeux écolos

Le jeu est bien plus qu'un loisir. C'est une pratique culturelle et un territoire d'enjeux, qui en dit beaucoup sur nos modes de vie : jouer pour consommer ou pour prendre son temps ? Jouer pour mettre en échec ou pour faire ensemble ? Acheter un jeu en plastique ou fabriquer soi-même avec des matériaux naturels... Ce cahier de recettes pratiques, j'espère, vous donnera envie de jouer écolo.

Les jeux en argile

Sous nos pieds, pas si loin, s'étend l'argile à l'infini... Et, depuis longtemps, les enfants et les adultes ont façonné l'argile, souvent pour des objets utilitaires : briques, tuiles, poteries, etc.

L'argile a aussi été source d'inspiration dans la fabrication de jouets et de figurines. Les archéologues ont retrouvé des figurines, des hochets, des trompes et des sifflets en argile datant de l'âge de fer et de l'âge de bronze.

Les ocarinas, qui sont relativement connus, sont des instruments en terre cuite ou en écorce de fruits, qui permettent de faire des sons grâce à une cavité et des trous.

En Provence, il existe une longue tradition de la "Tarâïette". Ce sont des dinettes en terre cuite pour les enfants et des sifflets en forme d'oiseaux remplis d'eau, avec lesquels vous pouvez produire le son du rossignol en soufflant par l'embouchure.

L'anthropologue Christine Armengaud, dans son livre *Jouets de plantes* nous présente ce jeu traditionnel : la fabrication d'un mouton en argile, dans lequel on pique des fleurs de clématite pour faire le pelage. Je vous conseille d'accrocher les pattes du mouton avec un peu de barbotine (kaolin) pour que la liaison soit plus solide.

Au Mali, les enfants mélangent l'argile trouvée au bord des rivières avec du son de riz pour lui donner plus de solidité. Ils intègrent des feuilles, plumes, écorces... pour construire des scènes de la vie quotidienne.

Pour cuire l'argile, la rendre solide et durable, voici deux exemples de fours de cuisson artisanaux, à la manière de nos ancêtres...

Recette de Christine Armengaud

Vous prenez un tonneau métallique, au fond duquel vous mettez 20 cm de sciure de bois, sur laquelle vous placez deux ou trois pièces. Vous recouvrez de sciure sur 10 cm, vous posez d'autres pièces et ainsi de suite. Aux trois quarts du tonneau, vous mettez des copeaux de bois, presque jusqu'en haut, vous placez tout en haut du papier journal tordu, vous allumez et... c'est tout.

La cuisson se fait toute seule, et la combustion fait peu à peu descendre le foyer. Attention à ne pas défourner avant que les pièces ne soient bien froides.

Pas de peinture sur les pièces puisqu'elles vont cuire à l'étouffée, sans oxygène, et vont ressortir noires. Si vous préférez le noir brillant, vous pouvez polir vos pièces quand elles ont la consistance du cuir (par exemple avec un galet) et les frotter ensuite avec un lainage quand elles sont sèches, avant la cuisson, pour refermer la surface de la terre qui ainsi devient brillante.

Recette de Tinaig Clodoré Tissot

Après une semaine de séchage de vos pièces, creusez un trou de 20 centimètres dans le sol. Mettez un lit de broussaille, puis posez vos poteries dessus. Recouvrez de broussailles et de bois, puis mettez des mottes de terre fraîche avec des aiguilles de pin pour conserver la

David K.

chaleur. Recouvrez les pièces en meule. Allumez le feu en hauteur et à la base. Attendez que le feu soit éteint et qu'il n'y ait pas de vent pour sortir vos pièces.

Enfin, je vous avais déjà proposé la piste du jeu de la barbotine dans une chronique précédente, avec le plaisir tactile du kaolin avec lequel ont fait des figures éphémères sur une planche de bois.

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive

5, rue de la Paix, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

- ♦ <http://arpublique.eklablog.com/recent>
- ♦ *Jouets de plantes*, Christine Armengaud, Éditions Plumes de Carottes, 2009.
- ♦ *Archéo Musique*, Tinaig Clodoré Tissot, éditions Lugdivin, 2009.

Saïda sème et essaime la Permaculture en Médoc

Saïda Slama-Duprat grandit dans une ferme de montagne, à Saint-Laurent-du-Var. Son père, ouvrier, produit ce dont sa famille a besoin (lait, viande, légumes), et vise l'autonomie énergétique : récupération d'eau de pluie, éclairage à la bougie, chauffage au bois...

Grilles / Masticard

Par la suite, elle vit sous une yourte et produit presque l'intégralité de ses besoins alimentaires. Ce mode de culture lui paraît éreintant et contre-nature. Elle change alors de voie pour devenir animatrice de l'éducation populaire.

Une nouvelle approche de l'agriculture, plus intelligente...

En 2004, Saïda rencontre Denis Fayolle-Lussac, permaculteur en Médoc. La permaculture est, selon elle, un bien grand mot qui recouvre pourtant des choses simples et pleines de bon sens : beaucoup d'observation, des gestes simples, du travail, de la récupération, de la patience, agir avec la nature, pas contre.

Après avoir passé cinq années avec Denis à découvrir les pratiques les plus simples, plus écologiques et moins épuisantes, elle se forme auprès de Steve Read, de l'Université populaire de permaculture (1), puis à la ferme du Bec Helloin (2).

En 2011, elle crée l'association *Permaculture Médoc*, afin de diffuser ses savoirs et savoir-faire. Elle entretient deux terrains, expérimente, crée, reçoit du public tout en continuant à travailler avec les enfants des écoles.

Elle leur apprend à devenir autonomes dans leur pratique du jardin et à aiguïser leur sens de l'observation. Ces outils pédagogiques sont très précieux pour les enseignants, qui, à leur tour, seront en mesure d'adapter les cours de sciences ou de géographie.

Une association autofinancée, peu de moyens, des réticences...

Depuis 2012, Saïda accueille des groupes de jeunes du service civique, qu'elle considère comme les agriculteurs et formateurs de demain. Deux fois par semaine Mégane, Jordan, Raphael, Oussama, viennent travailler sur les terrains de l'association et échanger avec Saïda et les bénévoles qui les encadrent.

Les difficultés rencontrées lorsqu'on choisit de pratiquer une agriculture saine sont nombreuses. Ces pratiques encore peu reconnues et peu répandues ne font pas l'unanimité et parfois même dérangent. Saïda se fait régulièrement voler des plantes ou des outils.

Elle s'autofinance entièrement, vit des produits qu'elle cultive et des ateliers qu'elle anime. Les financements publics sont infimes par rapport aux sommes investies dans le secteur de l'agro-alimentaire. Les réglementations de tous ordres ne permettent pas toujours de développer tous les projets. Mais l'association recherche et crée en permanence des partenariats.

Elle a pour projet, dès la rentrée 2014, d'enseigner la permaculture aux élèves d'écoles agricoles. Elle voudrait aussi promouvoir les outils permaculturels auprès du cercle viticole du Médoc (agronomes, chefs de cultures...). Il reste en effet beaucoup à faire en matière de formation et d'information. C'est dans cette optique que Saïda continue perpétuellement à se former à l'étude du sol, à l'agronomie et à expérimenter de nouvelles techniques.

Marie Monguillon et Anne de Boyer

■ Permaculture Médoc, 8, rue des Blancs Manteaux, 33590 Grayan-et-l'hôpital, www.permaculturemedoc.fr.

- (1) Université populaire de permaculture, Kerzello, 22310, Plufur, tél. : 06 32 71 76 09, <http://permaculturefrance.org>
- (2) Ferme du Bec Helloin, voir reportage dans *Silence* n°396, décembre 2011.

» CHRONIQUE : Bonnes nouvelles de la Terre

En partenariat avec :

À Tours, l'éducation populaire se pratique en coopérative

L'Engrenage est une Scop* d'éducation populaire. Basés à Tours, ses trois membres animent formations et conférences gesticulées. Leur but : penser la société, pratiquer la démocratie, libérer l'expression populaire.

Tours, amphithéâtre de l'université, un soir d'hiver. Hervé Chaplais, grand, blond, commence sa conférence gesticulée par un remue-ménages. "Si je vous dis rural, vous me répondez quoi ?". Les propositions fusent : "Vache !" "Gnôle !" "Cul-terreux !". La problématique est posée. Pendant deux heures, le conférencier va interagir avec le public, raconter des morceaux de sa vie qu'il rattachera à des concepts sociologiques, afin d'interroger la fausse opposition entre le rural et l'urbain.

Hervé Chaplais se définit comme un éducateur populaire. Avec ses collègues Emilie Viard et Filipe Marques, il fait partie de la Scop *L'Engrenage*, l'une des quatre Scop d'éducation populaire en France (avec *Le Pavé* à Rennes, *Le Vent debout* à Toulouse et *L'Orage* à Grenoble). Ils sont issus de l'animation, de l'enseignement, de la sociologie.

Très vite, chacun s'est interrogé sur la pratique de son métier, sur les rapports de domination qui s'exerçaient au quotidien. Hervé et Filipe se rencontrent lors d'une formation au Pavé, la première Scop d'éducation populaire, basée à Rennes. Ils décident alors de créer leur association afin de mettre en pratique leurs convictions. Elle deviendra une Scop en 2012.

La petite structure a posé ses valises dans une rue calme de Tours, au sein d'un espace de travail partagé. Elle est installée entre le bureau d'une compagnie de théâtre et celui d'une association humanitaire. Ce lundi, les trois éducateurs, cahiers et stylos colorés en main, préparent une formation professionnelle qu'ils vont animer dans quelques semaines. Ils s'interrogent, s'opposent, s'écoutent, choisissent. Ils mettent en pratique, dans leur travail, les concepts qu'ils souhaitent transmettre à leur public : la démocratie participative, le conflit constructif, l'émancipation par le travail collectif.

"Nous nous opposons à la pacification, explique Filipe Marques. C'est dangereux ! Nous avons besoin du conflit pour nous émanciper." Ils suivent la phrase du syndicaliste révolutionnaire Fernand Pelloutier : instruire pour révolter.

Les trois coopérateurs parviennent à vivre de leur activité. Pourtant, ils n'acceptent aucune subvention. "Cela nous permet d'être vraiment indépendants". Leur activité : principalement des formations professionnelles telles que "Susciter la participation" ou "Provoquer du pouvoir d'agir", des conférences gesticulées à destination du grand public, parfois même des animations d'assemblées générales et de l'accompagnement d'associations.

"Ce qui nous pose problème, c'est que les interventions sont souvent assez courtes et que nous n'avons pas le temps de savoir ce que deviennent les gens, et comment ils mettent en pratique les méthodes que nous leur avons présentées".

Car pour les membres de *L'Engrenage*, l'important est l'action sur le long terme. Ils proposent actuellement un quatrième poste d'éducateur populaire. Parmi l'énumération des qualités recherchées : "Quelqu'un qui désire changer le monde, rien que ça".

Flora Chauveau,
pour www.reporterre.net

* Scop : société coopérative et participative.

■ *L'Engrenage*, 95, rue Deslandes, 37000 Tours, tél : 02 47 67 40 82, <http://lengrenage.blogspot.fr/>

■ *Le Pavé*, 10, basse rue, 35250 Saint-Germain-sur-Ille, tél : 02 99 45 73 48, www.scoplepave.org

■ *Le Vent debout*, 33, rue Puget, 31200 Toulouse, tél : 05 31 15 09 91, www.vent-debout.org

■ *L'Orage*, 20, place Saint-Bruno, 38000 Grenoble, tél : 09 51 87 50 35, <http://scoplorage.org>

Nancy : Tous en selle !

"On a décidé de créer un atelier participatif et solidaire dans ma ville"

A Nancy, au pied de la basilique, acquéreurs de vélos d'occasion et réparateurs en herbe s'affairent. Nous sommes au local de l'association *Dynamo*, fondée par Baptiste et ses copains bricoleurs en 2007. De leurs expérimentations adolescentes de réparation de leurs engins à deux roues, ils ont décidé de créer un atelier de récupération de vélos afin de faciliter le lien et l'échange de savoir-faire. Et ça roule !

Au démarrage, ils proposent des ateliers ambulants d'auto-réparation dans les quartiers défavorisés puis ils décident rapidement de s'installer dans un lieu fixe en créant *Dynamo*. C'est grâce à l'aide financière du dispositif « Défi jeunes » de Jeunesse et Sport, qu'ils achètent les premiers outils et payent le premier mois de loyer. Au bout de 4 mois, ils accueillent 200 personnes sans faire aucune communication.

Au début, l'activité est essentiellement basée sur le bénévolat de quelques personnes. Depuis, l'équipe s'est agrandie et comporte quatre salariés, deux volontaires en service civique, une quinzaine de bénévoles et 1300 adhérents dans un local de 200 m² ; le "paradis du biclou" comme Baptiste le surnomme. Pour en arriver là, il a fallu dépasser les difficultés des dossiers de subventions, en demandant de l'aide à l'entourage et aux institutions. Aujourd'hui, le projet est autofinancé à 70% grâce aux adhésions, aux ventes et aux prestations.

Concrètement, *Dynamo* est un atelier associatif, participatif et solidaire dans lequel les personnes viennent elles-mêmes réparer leur

vélo dans la convivialité. Des outils et quelques conseils sont à leur disposition pour devenir "vélonomes" et ne plus avoir à revenir à l'atelier. L'objectif est donc de rendre le vélo accessible à tous, toutes générations confondues. Quand un vélo est réparable, il est revendu à un prix très abordable pour permettre aux personnes en difficultés de se déplacer facilement et à petit prix.

Pour Baptiste, le vélo a un sens à la fois philosophique, politique et social. D'une part, c'est une manière de vivre plus lentement en respectant son environnement ; d'autre part, un moyen d'échange de savoirs et d'entraide intergénérationnelle. De plus, l'atelier valorise l'écologie en recyclant 1000 vélos par an et en triant ses propres poubelles. Ainsi, il récupère ce qui a été jeté pour en faire des objets détournés lors d'ateliers participatifs. Le lieu revêt également une dynamique culturelle en abritant des ateliers "multi-activités" dans lesquels sont mis en place des projections, des débats et des expositions dans le but de développer la culture du vélo.

L'apprentissage, la convivialité, la pédagogie et l'échange sont les valeurs qui donnent envie à Baptiste de poursuivre dans cette voie, tout en innovant et en accueillant de nouvelles idées et permettre ainsi au projet d'évoluer. L'atelier s'est d'ailleurs construit grâce à la mutualisation des compétences et des envies de chacun, au fur et à mesure des échanges.

"Il ne faut pas trop réfléchir mais équilibrer la réflexion et l'action ! Passer à l'acte rapidement permet de donner du sens à ce qu'on fait,

même si le projet n'aboutit pas. C'est de toute façon un apprentissage acquis et des rencontres humaines qui seront formatrices pour d'autres projets. Vive le tâtonnement expérimental !"

Christine Chabaud

pour *On passe à l'acte*. www.onpassealacte.fr

■ Atelier Dynamo, 35, Grande rue (entrée atelier au 18, rue Pierre-Gringoire), 54000 Nancy, tél : 03 83 37 32 71, www.atelierdynamo.fr

■ Un atelier vélo coopératif et solidaire près de chez vous ? il en existe déjà plus de 70 en France que l'on peut localiser sur www.heureux-cyclage.org

Vélos

Pour une indemnité kilométrique vélo

La Coordination interministérielle pour le développement de l'usage du vélo (CIDUV) a conduit, en 2013, une étude sur les modalités de la mise en œuvre d'une incitation financière à l'usage du vélo pour les déplacements domicile-travail. Cette étude concluait que cela n'a que des avantages : diminution de l'usage des voitures ou autres véhicules polluants, meilleure santé des salariés... L'étude montre que cela pourrait augmenter de 50 % l'usage du vélo sur les trajets domicile-travail. Comme il existe une indemnité kilométrique pour les transports en commun la CIDUV suggère la mise en place d'une indemnité kilométrique vélo de 25 centimes par kilomètre. Une pétition a été lancée par les associations de cyclistes pour demander la mise en place de cette mesure. (voir le site <http://carfree.free.fr>)

» Montréal

Un million de cyclistes pour un trait de peinture

La ville de Montréal a créé en 2011 une voie cyclable bi-directionnelle sur l'avenue Laurier, un axe important de la ville. Ceci en supprimant une voie de circulation automobile. A l'époque, cela avait provoqué la colère des automobilistes. Deux ans après, le maire de Montréal a donné le bilan de l'opération : le nombre de voitures sur cette avenue est tombé de 4000 à 2000 par jour alors que le nombre de cyclistes est passé de 1000 à 4000 par jour. Vu le faible taux de remplissage des voitures, cela signifie que le nombre de personnes qui empruntent l'avenue est en augmentation. En deux ans, ce sont environ 1 million de cyclistes supplémentaires qui sont passés sur la piste cyclable... pour un coût d'installation très modique. Le maire Luc Ferrandez en conclut que "C'est beaucoup pour un trait de peinture dans la rue qui ne coûte pas si cher que ça. Si on voulait faire passer un million de personnes en transport en commun, en taxi, en auto, en n'importe quoi, ça coûterait des fortunes".

Piste cyclable de l'avenue Laurier à Montréal

Agri-bio

L'Agriculture bio est illégale !

Emmanuel Giboulot est passé au tribunal pour avoir refusé de traiter ses vignes contre la flavescence dorée (voir n°422 p.22). Le 7 avril 2014, il a été condamné par le tribunal correctionnel de Dijon à une peine de 1000 € d'amende dont 500 € avec sursis. Cela signifie que si l'Etat décide de faire un traitement chimique, les agriculteurs bios sont obligés de l'accepter. Ne pas polluer devient illégal. Emmanuel Giboulot a décidé de faire appel.

» Politique Agricole Commune

Les paysans au musée ?

Des dizaines de paysans et un troupeau de moutons sont entrés au musée du Louvre le 28 mars 2014 pour protester contre la réforme de la PAC (Politique agricole commune de l'Union européenne), qui selon eux va mettre "les paysans au musée". Dans le cadre de la réforme nationale de la PAC, le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll veut continuer dans le soutien aux exploitations agricoles industrielles et dans la destruction de la paysannerie, bien loin de ses promesses pour une agroécologie. Ce sont les élevages de moins de dix vaches allaitantes et de moins de cinquante brebis qui seront par exemple pénalisés, au profit d'un soutien aux plus gros exploitants.

Les bonnes recettes de M^{lle} Olive, apprentie cuistot¹

LA ROUILLE À LA SÉTOISE²

INGRÉDIENTS, pour 6 personnes :

- 1kg de blanc de seiche
 - 2 carottes³
 - 6 gousses d'ail³
 - 2 oignons³
 - 3 tomates charnues et bien juteuses³
 - 2 pistils de safran³
 - sel & poivre
 - 1 verre d'huile d'olive³
 - 1 jaune d'œuf
 - moutarde à l'ancienne
- ACCOMPAGNEMENT
- 1kg de pomme de terre vapeur ou 4 verres de riz Camarguais

1 - Hâcher menu les oignons en prenant bien soin à conserver tous ses doigts.

2 - Faites-les ensuite revenir dans une poêle dans un peu d'huile d'olive bien chaude.

3 - Couper les blancs de sèche en cubes, et les tomates et carottes en petits bouts en ne quittant pas la lame des yeux, s'il vous plaît !

PENDANT QUE TOUT ÇA CUIT À FEU DOUX, IL VOUS FAUT PRÉPARER L'AÏOLI :

1 - Piler l'ail dans un mortier en ne laissant pas traîner le peu de doigts qu'il vous reste.

2 - Une fois l'ail réduit en purée, y ajouter le jaune d'œuf et mélanger à l'aide d'un fouet.

3 - Tout en continuant à mélanger, faire couler l'huile d'olive en un très fin filet dans le pilon.

4 - Il faut battre comme un fou et longtemps ! Et puis ne pas mettre trop d'huile à la fois, malheureuse !

Aïe, aïe, aïe...

ASTUCE : Si votre aïoli ne monte pas, pas la peine d'utiliser votre robot-mixer, il vaut mieux boudier dans son coin...

Ou manger la rouille avec les copains.

¹ Le mot CUISTOT n'a pas de féminin. On ne dit pas une «cuistote».
² SÉTOISE, car c'est une recette qui vient de la belle ville de Sète, dans le département de l'Hérault.
³ Issu de l'Agriculture Biologique, sans OGM !

Nucléaire

» Bugey

Stockage de déchets radioactifs

En 2006, le permis de construire d'ICEDA (Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés) sur le site de la centrale du Bugey (à

l'est de Lyon), était présenté pour le stockage de déchets provenant du démantèlement de 9 réacteurs (déchets faiblement radioactifs). Un horticulteur a engagé un recours jugé valable dans un premier temps puis annulé en appel, le 16 janvier 2013. En juin 2013 s'est tenue une enquête publique. Le canton de Genève a également introduit quatre recours en justice pour contrer le projet. Les avocats ont en effet découvert que l'ICEDA prévoit aussi la possibilité de stocker du combustible usagé, le même que l'on trouve dans les piscines de stockage et ceci pour une durée de 50 ans (déchets moyennement radioactifs de durée longue) ainsi que leur conditionnement. De simple stockage annoncé, on va en fait vers une véritable usine où seront manipulés des déchets plus dangereux que ceux annoncés. EDF essaie de passer en force. Le 27 mars 2014, le conseil d'Etat a rejeté une des plaintes des Genevois estimant qu'étant à 60 km, ils n'étaient pas concernés. C'est vrai que les nuages de Tchernobyl et de Fukushima se sont sagement arrêtés à moins de 60 km. Trois autres recours juridiques sont en cours de la part du canton et de la ville de Genève. Le 29 avril 2014, le tribunal administratif de Lyon a annulé la révision simplifiée du PLU de Saint-Vulbas, suite à la plainte de deux sociétés voisines. Le chantier redevient illégal...

Collectif Stop-Bugey, 28, rue des Bonnes, 01360 Loyettes, tél : 04 78 06 09 49, www.stop-bugey.org

» Séisme

Jour de chance en France

Un séisme estimé entre 4,8 et 5,19 de magnitude a eu lieu le 7 avril 2014 à 21h29, avec pour épicentre Saint-Paul-sur-Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence). Il a été ressenti dans toute la région PACA, en Rhône-Alpes, en Italie. Cet épicentre est à seulement une centaine de kilomètres du centre nucléaire de Cadarache où se construit le réacteur ITER. A quelle force de séisme peut résister ce futur réacteur ? Nous n'avons pas trouvé la réponse, mais pour les centrales les plus proches, on a : centrale de Saint-Alban, située à l'ouest dans la vallée du Rhône, limite de 5,2 ; à Cruas (Ardèche), plus au sud, c'est 5,2, à Bugey, située dans l'Ain, au Nord, c'est 6,0. Donc un peu plus dans la vallée du Rhône... et le résultat n'était pas garanti !

» Catastrophe de Fukushima

La contamination sourd, l'Etat reste sourd, mais...

Chaque jour depuis des mois, les relevés dans les eaux souterraines indiquent une hausse de radioactivité et un étalement de la pollution. En dépit de cette augmentation constatée de la contamination des eaux sous terre et dans la mer, ainsi que des incidents à répétition dans les centrales, le gouvernement persiste à soutenir et annoncer la relance du nucléaire.

De leur côté, pourtant, les compagnies d'électricité déclarent disposer d'assez de moyens de production pour passer le pic de consommation de l'été 2014, avec la climatisation. Le pic de consommation de l'hiver (chauffage et éclairage) l'a déjà été, le pays n'a donc pas besoin des centrales.

Mais ce gouvernement reste sourd aux aveux d'impuissance : "Pour certaines parties du site, nous n'avons pas un contrôle total", reconnaît un dirigeant de TEPCO, Akira Ono, devant la presse (euphémisme révélateur).

Pendant ce temps... la contamination sourd

Le 10 avril dernier, TEPCO a commencé à pomper de l'eau en amont des cuves de stockage pour la rejeter en mer. Devant les pêcheurs, la firme s'est engagée à ne pas rejeter une eau contenant plus de 1500 Bq/litre. Une semaine plus tard, le taux limite a déjà été atteint.

Les incidents se multiplient

Pour éviter de nouvelles fuites, des jauges perfectionnées reliées à un ordinateur de contrôle ont été mises en place sur 433 cuves. Le 8 avril dernier, deux alertes n'ont pas donné lieu à une réaction des surveillants parce que le son de l'ordinateur avait été coupé...

Le 13 avril, 4 pompes qui fonctionnaient par erreur ont répandu d'énormes quantités d'eau radioactive dans des bâtiments destinés aux expériences de décontamination, compromettant l'existence de ces unités de recherche. Après enquête, des ouvriers auraient branché les pompes qui ont relâché de l'eau contaminée en appuyant sur les mauvais interrupteurs, voisins de la climatisation.

Manifestation à Tokyo, 15 mars 2014.

Mais... certaines collectivités réagissent

soit comme forces de proposition : le maire de Toyo (île de Shikoku) a fait construire une centrale solaire de 45 000 m2 qui vient d'être reliée au réseau.

La commune évacuée de Tomioka, annonce la construction, sur 3,1 hectares, d'une centrale solaire de 2,2 MW, qui fournira l'électricité à 600 foyers.

soit refus d'obtempérer : le gouvernement a demandé aux 18 communes de la province de Fukushima équipées d'un appareil de mesure de la contamination des personnes de transmettre leurs relevés à l'Agence internationale de l'Energie atomique. L'AIEA, étant connue pour sa promotion du nucléaire et non pour la protection de la santé, 8 mairies ont communiqué les mesures en supprimant toute identification des personnes et les 10 autres ont refusé de transmettre leurs données.

Les communes, situées à moins de 30 km d'un réacteur, opposées au redémarrage du nucléaire, ont refusé de réaliser les plans d'évacuation demandés. Au total : 64 communes seulement, sur les 135 concernées les ont rendus.

Monique Douillet

Une version chronologique plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net

Promesses

Lors de sa candidature à la primaire pour l'élection présidentielle en 2012, Manuel Valls avait déclaré concernant le nucléaire qu'il fallait "s'en tenir à une règle claire : la durée de vie maximale des centrales nucléaires devra être limitée à 35 ans". 14 réacteurs auront cet âge en 2015, 37 en 2020. Il affirmait également dans son ouvrage de 2011 *L'énergie du changement* (éd. Cherche Midi) être pour un référendum sur la question du nucléaire dès le début du quinquennat "Dans ce processus, je défendrai, sans rien cacher des efforts importants que cela induira, une sortie progressive et maîtrisée du nucléaire, car c'est, à terme, l'assurance de ne plus connaître de nouvelle catastrophe, une réelle souveraineté énergétique et, aussi, de nouvelles perspectives de croissance et d'emplois". Malheureusement, depuis, il est devenu "réaliste" affirmant en août 2012 : "Nous avons besoin de nucléaire, même si on réduit, dans la décennie qui vient, sa part. Nous avons besoin de renouveler nos centrales nucléaires, ses différentes filières".

Autre candidate, Ségolène Royal avait alors promis l'abandon de la construction de l'EPR de Penly (ce projet est pour le moment gelé), l'abandon du projet d'enfouissement des déchets à Bure, une sortie du nucléaire "à échéance de quarante ans".

Lors de son discours de politique générale, le 8 avril 2014, le nouveau premier ministre, Manuel Valls, s'en est tenu à réaffirmer la promesse de François Hollande : réduire à 50 % la part du nucléaire dans la production électrique en 2025.

» France

Arrêt estival des centrales au fioul

La centrale de Cordemais, près de Nantes

EDF dispose de trois centrales thermiques à Porcheville, Cordemais et Aramon, avec huit réacteurs totalisant 5200 MW. Ces réacteurs sont utilisés pour faire face aux pointes de consommation. EDF a annoncé en mars 2014, que cette année l'ensemble de ces centrales seront arrêtées d'avril à octobre 2014... après avoir constaté qu'elles n'ont pas fonctionné une seule fois depuis le début de l'année.

En cause : la montée en puissance des énergies renouvelables couplées au gaz, au niveau européen, qui rend non rentable le recours au fioul. Rappelons qu'au rythme actuel, la production des énergies renouvelables augmente en Europe de l'équivalent de la production de six réacteurs nucléaires par an.

» Grande-Bretagne

Eolien contre gaz de schiste

Le département à l'énergie et au changement climatique (DECC) a réalisé une enquête en juillet 2012 dont elle n'a pas publié les résultats immédiatement. Ceux-ci ont finalement fuité dans les médias le 28 avril 2014. On y apprend notamment que 64 % des Britanniques préféreraient vivre à côté d'éoliennes que d'une exploitation de gaz de schistes. 28 % sont d'un avis contraire.

Gaz de schiste

♦ **Un ancien dirigeant de Mobil Oil dénonce la pollution.** Médiapart du 15

avril 2014 a traduit les propos de Louis Allstadt, ancien vice-président du groupe pétrolier Mobil Oil. Aujourd'hui retraité, il a dénoncé les énormes fuites de méthane au niveau des forages, un gaz à fort effet de serre, mais aussi

D.R.

les quantités d'eau que cela nécessite, l'utilisation de produits chimiques polluants, la remontée au niveau du sol de produits radioactifs, le risque de faibles tremblements de terre, les risques de pollution des nappes phréatiques... Un des arguments des pro-gaz de schiste est que le gaz obtenu, lorsqu'il est brûlé, produit moins de gaz à effet de serre que le charbon. Louis Allstadt le confirme, mais pour obtenir ce gaz, on a malheureusement pollué davantage au niveau de l'exploitation et le bilan global est pire que celui du charbon. Il annonce aussi que les possibilités d'extraction sont limitées et qu'aux Etats-Unis, alors que l'on avait parlé d'une réserve de 100 ans de consommation, on estime aujourd'hui que cela ne dépassera pas 20 ans. Et de conclure qu'il faut passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables le plus vite possible.

♦ **Révision du code minier.** Actuellement, l'exploration pour la recherche des gaz de schiste nécessite une procédure administrative complexe qui facilite le blocage par les politiques. Ce qui a été fait jusqu'à maintenant. Le ministère de l'industrie a annoncé une révision de ce code minier... mais le Ministère de l'environnement n'y participera pas. Les collectifs opposés au gaz de schiste dénoncent une tentative de simplification administrative qui de fait autorisera l'exploration et l'expérimentation sans déclarations préalables. Il ne restera alors plus aux compagnies pétrolières qu'à parler d'expérimentation pour pouvoir commencer à chercher où exploiter le gaz de schiste.

Eoliennes

♦ **L'offshore arrive en France.** Le premier appel d'offres du gouvernement a permis de finaliser quatre sites qui entreront en fonction en 2017. Ils sont au large de Fécamp (Seine-Maritime),

D.R.

Courseulles-en-Mer (Calvados), Saint-Brieuc (Côtes d'Armor) et Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Ils totalisent une puissance de 2000 MW. Deux autres parcs sont prévus pour entrer en fonctionnement en 2020 : un au large de l'île d'Yeu (Vendée) et un au large du Tréport (Seine-Maritime). Cela fera 1000 MW supplémentaires. Le gouvernement a fait un recensement des zones potentiellement aménageables pour l'éolien offshore au large des côtes françaises. L'essentiel se trouve du côté de l'Atlantique et de

la Manche. Alors que l'objectif affiché est de 15 000 MW en 2030, il a été recensé pour plus de 80 000 MW potentiel. Actuellement, le prix est estimé à 1 milliard d'euros par 1000 MW. Sachant qu'il faut environ 3000 MW éolien pour remplacer un réacteur nucléaire comme l'EPR, on voit que même en offshore où les prix sont encore élevés, on est déjà largement en-dessous des prix du nucléaire : 3 milliards pour 3000 MW éoliens contre 8 milliards pour l'EPR.

♦ **L'armée contre l'éolien.** Pour relier ses bases militaires, l'armée française dispose d'un Réseau très basse altitude qui permet d'effectuer des vols d'entraînement proche du sol. Ces réseaux qui traversent la France occupent une surface équivalente à la région Bretagne. Ces couloirs pour avion sont principalement au-dessus de zones rurales peu peuplées, souvent au-dessus des zones montagneuses, les crêtes bien ventées. Il est interdit d'y construire ou d'y poser des éléments à plus de 90 m de hauteur... ce qui de fait limite la possibilité d'y mettre des éoliennes industrielles (dont certaines dépassent aujourd'hui les 200 m). Or, c'est précisément dans ces espaces peu peuplés et ventés qu'elles sont les plus performantes. La question qui se pose : comment font les avions des armées de nos voisins européens pour éviter les milliers d'éoliennes qui encombrant l'espace ?

Danemark : seul pays indépendant ?

Dans l'Union européenne, le Danemark est le seul pays à exporter plus d'énergie qu'il n'en importe (taux de dépendance de -3%). C'est ce qui ressort des statistiques d'Eurostat. Le Danemark qui n'a pas de centrale nucléaire, produit 22 % de son énergie à base de renouvelables (surtout éolien et biomasse) et le reste à base d'énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) exploitées sur son territoire. Il exporte du gaz et du pétrole provenant de l'exploitation de gisements en mer du Nord. Le Danemark vise à être 100 % renouvelables en 2050.

» Chine

L'éolien devance le nucléaire

Les éoliennes qui ont commencé à s'implanter massivement en Chine à partir de 2006, ont dépassé en production électrique, le nucléaire en 2012. En 2013, l'éolien produisait déjà 22 % de plus et poursuit sa croissance rapide à hauteur de +40 % par an. Reste que le nucléaire ne produit que 2 % de l'électricité, contre 3 % par l'éolien, 17 % par l'hydraulique et 75 % par le charbon.

Climat

L'aéroport de Roissy passe une couche de peinture verte

L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle est l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre de la région Ile-de-France si on lui impute la moitié de ce qu'émettent les avions qui s'y posent (et l'autre moitié à l'aéroport à l'autre bout du trajet).

Le 29 janvier 2014, la direction de l'aéroport a annoncé la mise en route d'une chaufferie bois de 7 MW de puissance qui doit assurer un quart du chauffage de l'aéroport et diminuer ainsi de 18 000 tonnes par an, les émissions de CO₂. Une deuxième chaufferie de même puissance doit permettre de doubler ce résultat dans les prochaines années.

Selon Airparif, les aéroports de Paris (Roissy, Orly, Le Bourget) totalisent 1,36 millions de tonnes par an. Ces chaudières permettront donc de baisser cette pollution de 2,5 % environ.

Le GIEC très alarmiste...

Le groupement inter-étatique sur le climat, composé de 12 000 scientifiques, a présenté du 25 au 29 mars 2014 à Yokohama (Japon), le deuxième volet du 5^e rapport sur le changement climatique. Cette nouvelle expertise porte sur les impacts déjà observés et ceux prévisibles.

Dans 16 ans. Le taux de CO₂ dans l'atmosphère a augmenté de 0,4 % par an en moyenne de 1970 à 2000. C'est passé à 2,2 % par an entre 2000 et 2010. L'inversion de tendance ne semble malheureusement pas se profiler dans l'immédiat.

- Les impacts des changements climatiques ont été observés sur tous les continents ainsi qu'au niveau des océans.
- La hausse des températures devrait réduire la sécurité alimentaire (baisse des rendements de 2 % par décennie), et exacerber les inégalités sociales et économiques.
- La propagation d'insectes transmetteurs de maladies va poser des problèmes sanitaires importants.
- Des écosystèmes sont menacés de manière irréversible (récifs coralliens par exemple)
- De plus en plus de populations seront exposées aux inondations et aux pertes économiques qui y sont liées. Cela réduira l'accès à l'eau potable pour les plus exposés.
- Agir aujourd'hui contre les changements climatiques coûte moins cher que repousser l'action à plus tard.

John Kerry, pour le gouvernement des Etats-Unis a réagi ainsi : " À moins d'agir drastiquement et rapidement, la science nous dit que notre climat et notre mode de vie sont littéralement en danger".

A chaque rapport, les évaluations deviennent de plus en plus dramatiques. Et comme ce rapport est d'abord soumis aux Etats qui enlèvent ce qui est le plus alarmiste, plusieurs scientifiques l'ont répété : la réalité sera encore pire que ce qui est annoncé !

Alors que le prochain sommet sur le climat doit se tenir à Paris en décembre 2015, le gouvernement français n'a pratiquement pas réagi... il était en plein remaniement.

Les glaciers Muir et Riggs en 1941 et en 2004

Les principales conclusions sont les suivantes :

- Depuis 1880, la hausse des températures au niveau mondial est déjà de 0,85°C. Cela se traduit par une hausse moyenne de la chaleur, mais aussi des canicules plus fréquentes et plus intenses. Il est possible que l'on atteigne de 3,7°C à 6 °C d'ici 2100. Au-delà de 2°C, on estime que les écosystèmes s'effondreront avec des conséquences que l'on n'arrive pas à imaginer clairement aujourd'hui. Si rien n'est fait sérieusement, comme cela en prend le chemin, ce cap des 2°C pourrait être atteint dès 2030.

» Lorraine

Fauchage d'un essai de colza muté

Le 2 avril 2014, les Faucheurs volontaires ont neutralisé une plateforme d'essai de colza OGM muté VrTH (Végétaux rendus Tolérants aux Herbicides) du Cetiom (Centre interprofessionnel des oléagineux), organisme de recherche publique. L'action a eu lieu près de Toul, en Lorraine, sur un site qui sert de plateforme de vulgarisation de ces OGM auprès des agriculteurs. On parle d'OGM "cachés" pour désigner ces plantes génétiquement modifiées par la mutagenèse, technique reconnue par l'Union Européenne comme un OGM mais étrangement exclue de

son champ d'application réglementaire. Ces variétés de colza obtenues par une manipulation génétique protégée par un brevet, ont été rendues tolérantes à des herbicides appliqués directement sur les feuilles... Aucune évaluation ni étiquetage ne sont exigés pour ces produits de consommation humaine (huile) et animale (graines et tourteaux). Les faucheurs réagissent à un véritable passage en force des semenciers qui veulent que les OGM dans notre alimentation deviennent un état de fait irréversible. Il est encore temps de réagir... vigoureusement.

Moratoire seulement sur le maïs OGM

Le 15 avril 2014, l'assemblée nationale a voté une "loi de sauvegarde" qui instaure l'interdiction de la culture de maïs OGM sur le territoire français (Mon810, TC1507...), en renfort du décret ministériel du 15 mars 2014 allant dans ce sens. La demande des écologistes d'élargir cette interdiction à toutes les plantes génétiquement modifiées a été rejetée.

Environnement

Les Amis de la Terre-France se renouvellent

Les Amis de la Terre lancent durant toute l'année 2014 un processus de débat ouvert à toutes les personnes qui souhaitent participer au projet de construction d'une organisation écologiste, radicale et pragmatique de masse. Le but : devenir une vraie force de mobilisation, tant sur le plan des résistances que sur celui des alternatives concrètes. L'objectif est d'être prêts pour la COP21 de 2015, important sommet international sur le climat qui aura lieu à Paris cette année-là. Les personnes qui se retrouvent dans le texte "Position des Amis de la Terre pour des sociétés soutenables" (<http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/positionsocietessoutenables.pdf>) sont invitées à participer. Prochaines dates : du 11 au 14 juillet en Aquitaine avant de valider en novembre la nouvelle fédération qui aura été définie collectivement. Contact : Amis de la terre-France, 2, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 32 22, processusdebat@amisdelaterre.org

» Notre-Dame-des-Landes Le début de la fin ?

Le 17 avril 2014, la Commission européenne a engagé une procédure d'infraction au droit européen (directive de 2001) contre la France pour avoir fragmenté les études d'impact environnemental du projet. La lettre adressée par Bruxelles et publiée sur Reporterre interroge le gouvernement sur : "l'absence de certaines évaluations d'impact environnemental, qui doivent notamment faire figurer les effets notables probables sur l'environnement, y compris les effets secondaires et cumulatifs. Une telle évaluation aurait dû être établie au moins avant la publication des arrêtés de décembre 2013 qui permettent d'initier les travaux d'aménagement de l'aéroport du Grand Ouest et de desserte routière désormais à tout moment". Cela ne bloque certes pas totalement le projet, mais donne des arguments supplémentaires pour les avocats qui gèrent les plaintes en cours au niveau européen et pourrait obliger les promoteurs de l'aéroport à refaire l'enquête publique. Ce qui voudrait dire refaire tout le trajet administratif commencé en 2003 !

BAISSE DE LA CONSOMMATION DE TABAC : FERMETURE DE L'USINE SEÏA DE HANÏES

UASSERRE.

» La ville sans voiture

Un moyen de lutter contre la pollution de l'air qui tarde à se concrétiser

Selon un sondage réalisé pour le compte de 20 minutes, 85 % des sondés pensent que pour réduire la place de la voiture en ville, il faut développer les modes de transports alternatifs. 62 % estiment que ce sont les bus, tramways et métros qu'il faut développer. 57 % se disent intéressés

par le covoiturage. 48 % sont pour développer les vélos en libre-service, mais 79 % estiment que se déplacer à vélo en ville est dangereux. Peut-être ces derniers changeront d'avis si les vélos circulaient dans des rues sans voitures... car c'est la voiture qui est dangereuse, pas le vélo !

Pour la pollutaxe !

Le 28 avril 2014, des actions se sont tenues dans une trentaine de villes de France, pour demander la mise en route de la pollutaxe sur les transports polluants prévue par le Grenelle de l'environnement. Ces manifestations, organisées par le Réseau Action climat, Agir pour l'environnement, la Fédération nationale des associations des usagers des transports, France nature environnement, la Fondation Nicolas Hulot, soutiennent la mise en place d'une taxe kilométrique poids lourds. Après cinq ans de tergiversations des différents ministres concernés, va-t-on enfin faire un pas pour le climat et la transition énergétique ?

Les courses de Formule 1 ne font plus rêver

Selon Bernie Ecclestone, responsable des droits commerciaux de la Formule 1, les courses de voiture intéressent de moins en moins de monde : en 2013, seuls 450 millions de personnes ont suivi les courses à la télévision contre 600 millions en 2008. Et d'exprimer son inquiétude avec l'arrivée des nouveaux moteurs qui, cette année, sont beaucoup moins bruyants. Ces nouveaux moteurs (6 cylindres au lieu de 8) ont été imposés pour contrer une critique écologique montante : ils consomment moins. Cette désaffection (relative) va dans le même sens que le désintérêt pour la voiture en général (voir Silence n°420, p.33). (source : Le Monde, 29 mars 2014)

Disparition des sols agricoles

♦ **Investir les centres de village.** Chaque nouvel habitant en France consomme en ville en moyenne 347 m² (taille du logement + services dont il a besoin + lieu de travail + voies de circulation...). En zone périurbaine, cela monte à 1100 m² du fait des maisons individuelles, en zone rurale, cela atteint 4400 m² du fait des terrains et des voies d'accès : le retour à la campagne, pourquoi pas, mais alors dans des centres de village pour ne pas avoir à construire de nouveaux réseaux (routes, eau, électricité) (source : EELV Rhône-Alpes)

♦ **Protection des terres agricoles.** Début 2014, l'association *Filière Paysanne* a lancé "L'Union fertile : appel pour la préservation des terres agricoles en France". Soutenu par de nombreuses associations et organisations écologistes et paysannes (*Terre de liens, Colibris, MRJC, Bioconsom'acteurs...*), l'appel pointe du doigt l'accélération de la disparition des surfaces agricoles en France (78 000 hectares chaque année), au rythme d'un département tous les sept ans, un stade de football toutes les cinq minutes, un potager de 25m² toutes les secondes ! Il demande au gouvernement français de donner un pouvoir décisionnel et pas seulement un avis consultatif aux *Commissions Départementales de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)* concernant tout projet d'urbanisme et d'aménagement. Il souligne que cette mesure est déjà appliquée dans les départements d'outre-mer (DOM) depuis 2012 avec des résultats satisfaisants. L'enjeu ? L'inscription de cette mesure dans la loi d'avenir agricole. *Filière Paysanne*, 82, rue des Bons Enfants, 13006 Marseille, tél. : 04 91 47 84 95, filiere-paysanne.blogspot.fr

D.R.

Femmes, hommes, etc.

Des viols à l'armée

La publication du livre *La guerre invisible* des journalistes Leïla Miñano et Julia Pascual donne la parole à une vingtaine de femmes engagées dans l'armée française qui ont eu des problèmes de harcèlement sexuel ou de viol au sein de la grande muette. Muette qui leur impose de se taire au risque de se retrouver marginalisées, isolées voire poussées à démissionner.

Les témoignages, repris dans de multiples médias, ont obligé le gouvernement à réagir. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a présenté, le 15 avril 2014, "un plan d'actions pour lutter contre le harcèlement et les violences sexuelles à l'armée", réclamant "la tolérance zéro". Une cellule de vigilance va être mise en place, des statistiques sont annoncées, le code de la Défense va intégrer la notion de harcèlement sexuel... et les hommes et les femmes seront séparés au niveau des logements et des sanitaires. La féminisation de l'armée française (15 % de femmes) devrait limiter de tels débordements...

C'est oublier que la "virilité" a constamment été encouragée à l'armée et les BMC, bordels militaires de campagne, ont toujours accompagné les régiments lors des déplacements des troupes. Les BMC ont été dénoncés à plusieurs reprises comme "invitant" des femmes des pays occupés à se prostituer (le terme utilisé est "femmes de réconfort"), que ce soit hier en Algérie ou au Viet-Nam, sans doute encore aujourd'hui au Mali et en Centrafrique... même si officiellement, ils n'existeraient plus depuis 1995.

L'égalité homme-femme aurait sans doute plus de chance de se mettre en place dans le cadre d'une défense civile non-violente que dans le milieu ultra-violent de ce qui est aujourd'hui une école du crime légalisé.

Défilé du 14 juillet

Homophobie en Afrique : un produit d'importation US

On apprend avec inquiétude les mesures prises ces dernières années dans certains pays africains (Ouganda, Nigeria, Zimbabwe ...) pour punir de peines de prison voire de la peine de mort les personnes entretenant des relations homosexuelles. Ce qu'on ignore généralement, c'est que ce mouvement est une conséquence directe de l'offensive religieuse des fondamentalistes chrétiens états-uniens. Alors que cette vague anti-homo est souvent interprétée en occident comme un reflet de la culture traditionnelle africaine, de fait l'homosexualité était globalement mieux acceptée dans les cultures africaines avant l'arrivée du christianisme. Les églises évangéliques états-uniennes voient dans des pays comme l'Ouganda des terres promises pour réaliser une société à leur image. La haine des homos, érigée en instrument politique, est devenue le principal vecteur de leur implantation. Leurs discours de diabolisation trouvent un écho dans des cultures de l'exorcisme. Des réseaux très structurés autour du Mouvement de la transformation implantent des officines juridiques dans différents pays pour faire avancer des législations homophobes cependant que des liens directs sont noués entre des élus néoconservateurs états-uniens et des politiciens africains. Avantage pour certains gouvernements : l'homophobie d'Etat sert adroitement d'outil pour combattre les opposants, créer des boucs-émissaires et détourner des vrais problèmes tout en comparant les critiques extérieures à de l'impérialisme occidental. Dans d'autres pays comme le Cameroun, c'est l'Eglise catholique qui mène l'offensive pour exclure les homosexuels de la vie sociale. (Source : 360° n°135)

Inégalités de revenus

En 2011, d'après les déclarations de revenus, dans les couples sans enfants, la femme apporte en moyenne seulement 39 % des revenus. Cela est encore pire avec des enfants : cela descend à 36 % avec deux enfants, 27 % avec trois enfants. Temps partiel, congés parental, mère au foyer... autant de raisons qui continuent à pénaliser les femmes.

Nord/Sud

» Rwanda

Tensions avec la France

Le 4 avril 2014, à la veille des commémorations des 20 ans du génocide, le président du pays Paul Kagamé s'est exprimé dans l'hebdomadaire Jeune Afrique. Il a accusé la Belgique, ancienne puissance coloniale, et la France d'avoir eu un rôle direct dans "la préparation politique du génocide" de 1994. Le gouvernement français a immédiatement suspendu sa participation aux manifestations, Christiane Taubira annulant son voyage. La Belgique, elle, a maintenu sa présence, le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, expliquant sur RTBF : "Je comprends la réaction française, puisque la France est accusée d'avoir participé activement au génocide y compris sur le plan militaire"... façon d'enfoncer le clou diplomatiquement.

Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères en 1994, a réagi vivement, le 5 avril 2014 : "Il serait aujourd'hui intolérable que nous soyons désignés comme les principaux coupables". Principaux, peut-être pas, mais coupables... Le 7 avril 2014, le président du Rwanda est revenu à la charge : "Aucun pays n'est assez puissant — même s'il pense l'être — pour changer les

faits". Le même jour, sur France Culture et dans un entretien à Jeune Afrique, un ancien officier français, Guillaume Ancel, dément publiquement la version officielle d'une intervention française humanitaire dès le départ. Il évoque notamment le fait que la France a restitué des dizaines de milliers d'armes aux militaires rwandais (forces génocidaires) réfugiés dans les camps au Zaïre, et leur a même payé leur solde en dollars.

A Paris, où une commémoration s'est tenue le 7 avril 2014, devant l'Hôtel de ville, la nouvelle maire Anne Hidalgo a annulé au dernier moment sa participation. A l'UNESCO, le même jour, lors d'une commémoration, le délégué français était absent... L'association Survie, SOS Racisme et plusieurs associations mobilisées sur le sujet ont protesté contre ces absences, y voyant là une faute politique grave.

Les historiens demandent l'ouverture des archives militaires, mais il est peu probable que le gouvernement accepte. Faut-il attendre, comme pour le conflit algérien, que tous les protagonistes français soient morts pour que l'on puisse enfin savoir la vérité ?

Paul Kagamé

» Inde

Les fruits de la marche des sans-terre

En 2007 puis en 2012, des dizaines de milliers de paysans pauvres et sans terre ainsi que d'indigènes ont marché pour faire pression sur le gouvernement indien en faveur d'une réforme agraire. C'est le mouvement gandhien Ekta Parishad qui a organisé ces actions non-violentes. Dix-huit mois après la marche d'octobre 2012 (voir *Silence* n°405) qui s'est conclue par un accord en dix points avec le gouvernement indien, qu'en est-il des avancées réelles ? Suite à ces marches, ce sont déjà plus de 1,5 million de personnes qui ont pu récupérer un lopin de terre. Mais les deux principaux points qui concernent la réforme agraire et la mise à disposition de terrains d'habitation n'ont pas été votés pour le moment, du fait de la pression des lobbies. Cependant l'Inde étant un Etat fédéral, des avancées significatives ont pu avoir lieu dans certaines régions, comme le Kerala qui a décidé d'avancer vers l'objectif "aucun sans-terre dans notre Etat". Les aides pour les paysans pauvres ont été augmentées au niveau national. Les procédures judiciaires ont été accélérées pour les litiges sur les terres. Des lois favorables aux peuples tribaux les protégeant des accaparements de terres ont été mises en place. Le processus pour pouvoir confier des terres à des communautés et pas seulement à des individus est en cours, ainsi qu'un inventaire des propriétés communes (terres disponibles) dans chaque village, ce qui représente un chantier gigantesque. Ekta Parishad oriente son action vers la formation juridique des paysans pour connaître et défendre leurs nouveaux droits et leur éviter de s'endetter. Une action non-violente de masse est d'ores et déjà prévue pour 2020. (Christian Boury-Esnault, Mouvement pour un Alternative Non-violente).

La société du plutonium

Le plutonium, ce nouvel élément fabriqué dans les centrales nucléaires est l'explosif par excellence dans les armes nucléaires. C'est l'élément qui change la société en profondeur. Doit-on envisager la généralisation de son utilisation ou au contraire essayer de l'éliminer ? Un questionnement qui se pose en 2014 avec le projet ASTRID du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Très toxique pour l'homme, le plutonium est produit en quantité appréciable dans un réacteur comme ceux qui fonctionnent en France : 250 kilogrammes par an et par réacteur. De quoi faire une douzaine de bombes si on sait l'extraire du "combustible usé". Ce qui se fait de façon industrielle par des procédés chimiques à La Hague.

En dehors des bombes, le plutonium a été utilisé par le CEA dans le réacteur Superphénix, un réacteur dont le cœur de plutonium pouvait éventuellement exploser et déclencher un feu de sodium impossible à éteindre. Un réacteur heureusement arrêté en 1997 et toujours en démantèlement. Mais le CEA n'a pas baissé les bras. Le nouveau projet de réacteur ASTRID qui doit être décidé cette année 2014 est un petit Superphénix, deux fois moins puissant que son ancêtre. Même technologie avec des aménagements de détails. Car le CEA veut une "4ème génération" avec de tels réacteurs... pour utiliser le plutonium extrait en grandes quantités à La Hague.

Une telle orientation industrielle augmenterait le risque d'accident nucléaire de façon vertigineuse. Et la prolifération d'armes nucléaires deviendrait d'une grande simplicité. Le cœur de plutonium, très pur avant mise en service, serait simple à traiter pour en faire des bombes. La chimie en milieu hautement radioactif ne serait plus nécessaire. Le CEA a déjà pris le tournant

avec le MOX, ce mélange uranium-plutonium qui peut servir de combustible aux réacteurs actuels. Extraire le plutonium du MOX pourrait se faire dans un pays qui veut la bombe. Les projets industriels du CEA seront-ils acceptés sans débat ?

La production de plutonium est pourtant dénoncée comme proliférante. Un traité d'interdiction de production est en discussion à la Conférence du désarmement depuis une vingtaine d'années. Car les pays qui ont l'arme nucléaire veulent empêcher des nouveaux d'accéder au club, comme par exemple le Pakistan qui se constitue un stock de plutonium actuellement. Mais les pays qui ont déjà des stocks, entre autres la France, n'envisagent pas de s'en dessaisir. Des discussions interminables qui ne déboucheront jamais...

L'avenir du plutonium en France se joue cette année. Si ASTRID est décidé, nous sommes partis dans une nouvelle aventure "Superphénix-bis". Et au-delà, vers une société où la menace nucléaire sera généralisée. Saurons-nous nous y opposer ?

Dominique Lalanne

Physicien nucléaire retraité,
co-président de Armes nucléaires STOP
do.lalanne@wanadoo.fr

Fin de la destruction des stocks nucléaires militaires soviétiques

Le 10 décembre 2013, les Etats-Unis et la Russie ont annoncé la fin du programme « Mégatonnes contre mégawatts » lancé en 1983 et qui consistait, dans le cadre du désarmement nucléaire, à utiliser, dans les centrales nucléaires américaines, les stocks d'uranium militaire provenant des missiles soviétiques démantelés. Ceci afin de limiter les risques de détournement de matières fissiles. Conséquence : la fin de cette ressource en uranium devrait provoquer une montée des prix de l'uranium pour l'ensemble des centrales nucléaires.

» Armes nucléaires Code de haute sécurité ?

En 1968, pour sécuriser les silos où sont stockés les missiles nucléaires américains en Europe, dans le cadre de l'OTAN, l'administration militaire décide de mettre en place des boîtiers électroniques. Il fallait désormais un code secret pour pénétrer dans le silo. Aujourd'hui, l'ouverture des archives de l'armée a permis une révélation peu rassurante : comme personne n'avait fixé ce code, celui-ci est resté 00000000 jusqu'en 1977. Les espions russes n'ont heureusement jamais réussi à le trouver !

Victimes des essais nucléaires

Après les recours des militaires présents en Algérie et en Polynésie, après les recours des populations algérienne et polynésienne, ce sont les militaires affectés dans les bases nucléaires qui commencent à parler. Ceux de l'île Longue (près de Brest, en Bretagne) dénoncent une augmentation des cancers. Dans un long article paru dans *Le Parisien* du 21 avril, d'anciens militaires de la base nucléaire du plateau d'Albion annoncent un excédent de cancers, l'absence de données médicales disponibles (secret défense) et rappellent que souvent ils ont travaillé près des missiles nucléaires sans aucun dosimètre. Roland Desbordes, pour la CRII-Rad, laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité, estime que l'armée a bien réussi à brouiller les cartes. Alors que la loi Morin permet en principe aux victimes de demander des indemnités à l'Etat français, il est difficile d'apporter les preuves qu'un cancer ou une autre pathologie, a été directement provoqué par l'exposition à la radioactivité. Actuellement, sur plus de 2000 procédures en cours, seuls 7 anciens militaires ont été indemnisés.

» France

Syndrome de stress post-traumatique

Les services de santé des armées françaises ne reconnaissent aujourd'hui que 550 cas de PTSD (Syndrome de stress post-traumatique), changement de comportement au retour d'une opération de guerre. Un chiffre que les familles de militaires estiment largement sous-estimé, sachant qu'aux Etats-Unis, l'armée reconnaît que 5 à 15% des soldats sont touchés. En France, une enquête sur les soldats de retour d'Afghanistan entre 2009 et 2010 montre que 6,4% ont été atteints par un PTSD, 51% ont eu des conflits familiaux, 26% ont divorcé.

Politique

Grèce

♦ **Sortie de la "crise" ?** Le 9 avril 2014, la plupart des médias ont annoncé le "retour de la Grèce sur les marchés" avec l'émission d'un nouvel emprunt après 4 ans d'absence. Le déficit public aurait connu un excédent, le chômage serait sur le point de reculer... Ce serait le signe que les méthodes d'austérité imposées par l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale portent leurs fruits.

Plusieurs organisations politiques grecques ont dénoncé cette campagne de communication qui intervient avant les élections européennes et les élections municipales grecques. Ainsi, le déficit public présenté comme positif... ne tient pas compte des intérêts de la dette. En comptant ainsi, tous les pays européens seraient également en excédent ! La diminution du déficit du commerce extérieur est bien une réalité : cela ne relève pas d'une reprise de l'activité industrielle, mais de l'effondrement de la demande, du fait de l'appauvrissement des consommateurs. La reprise de la croissance ? Avec une prévision de + 0,6 % pour 2014, il y a effectivement un mieux... après une baisse de 25 % en 6 ans. Si le chômage est passé de 27,8% à 26,7 %, cela s'explique par la mise en place de 300 000 emplois aidés, financés par l'Europe, pour une période courte (de quoi passer les élections). Le salaire minimum a diminué en cinq ans de 751 € à 586 €, avec un "smic jeune" pour les moins de 25 ans inférieur à 500 €.

♦ **Occupation contre spéculation.**

L'ancien aéroport d'Athènes, 60 hectares avec trois kilomètres de bord de mer, l'un des sites les plus prometteurs pour l'extension de la capitale a été vendu à une société privée appartenant à des capitaux grecs, chinois et d'Abou Dabi, pour 915 millions d'euros (1500 euros du m2) avec comme projets hôtels de luxe, centres d'affaires, résidences privées et supermarchés. Problème : le site est occupé depuis de nombreuses années par différentes associations : jardins partagés, squats, hôpital autogéré... La Grèce risque de connaître une importante lutte sociale sur le site.

Le Pays Basque bascule dans la transition écologique ?

Avant les élections municipales de 2014, l'association écologiste basque Bizi a réalisé un travail de sensibilisation pour faire signer un Pacte de transition écologique aux candidat-e-s. Au final ce sont 30 communes dont Anglet, Bayonne, Biarritz, représentant 74% de la population du Pays-Basque Nord, qui sont engagées aujourd'hui dans ce Pacte. Bizi organise un Comité de suivi et publiera un rapport annuel sur l'état d'avancement des mesures concernées.

A suivre. *Bizi*, 20, 22, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, tél. : 05 59 25 65 52, www.bizimugi.eu.

« Nous croirons en leur crise quand les riches se suicideront en masse. »
Lu sur une banderole

Candidats aux élections municipales

Selon les données du Ministère de l'intérieur, 926 068 personnes ont été candidates aux élections municipales de mars 2014 bien qu'il n'y ait eu aucun candidat dans 64 communes. Cela fait une personne candidate pour 70 habitants, une pour 50 électeurs, ce qui prouve qu'il y a quand même beaucoup de monde qui s'intéresse à la politique locale. Par rapport à 2008, l'obligation de respecter la parité dans les villes de 1000 habitants ou plus a fait progresser le nombre de candidates de 20 000.

Nous n'avons qu'une planète...

Revenu maximum autorisé !

A boire et à manger :
Des forums, des débats, des infos, des ateliers pratiques, des stands, une guinguette, de la musique, du cinéma. des livres, un espace enfants, un concert et plein d'autres trucs...

28 et 29 juin 2014
à La Parole errante
www.foire.autogestion.org
9 rue François Debergue
93100 Montreuil
Croix de Chavaux

3e foire à l'autogestion

Echange publicitaire

annonces

» Vivre ensemble

■ **Alsace.** Pour un projet d'habitat participatif en auto-promotion entre Strasbourg et Sélestat, nous recherchons des personnes intéressées. Une première réunion aura lieu le 12 juin. Contact : nertine@hotmail.com

» Agir ensemble

■ **Belgique :** Artisan belge, soixantaine, seul, retraité, écolo-sportif, bricoleur, passe l'été sur son terrain nature (casse de Bédarioux-Herault), cherche contact avec réseau SEL, éco "Hameau-village" et personnes connaissant plantes sauvages, fruitiers, permaculture pour une vie

simple et rustique. *Écrire à Gérard Lenglais, 50 rue Sault, Sault, "Atelier d'Art" Estampes, B - 7141 Camières, Belgique.*

■ **Finistère :** nous habitons entre Landerneau et Sizun (29) et nous pratiquons l'instruction à domicile depuis environ 10 ans. Afin de faire évoluer cette expérience, nous recherchons pour un projet d'échange quelques familles qui ont fait ce choix ou sont désireuses de le faire. Tél : 02 98 25 14 68.

» Immobilier

■ **Haute-Loire :** Au lieu dit "Les bruyettes" vend 30 ares de "terre à choux" plus une forêt de 13 ares, avec une maison d'habitation de 75m²

clos et arboré sur 12 ares avec un grand garage (30m²) + dépendances. Construite en 1988 par son propriétaire. Les bois de la maison proviennent de sa forêt. Bonne isolation, double vitrage. Poêle à bois central ou chauffage au fuel. Possibilités maraichers bio, serres ou autres. Beaux légumes, terres sans pesticide. Au fond d'une impasse, peu de voitures, l'air est sain. Autonomie possible avec un bassin récupérateur d'eau de pluie et une source. Prix : 190 000 €. Tél. : 06 68 18 32 19.

» Vacances

■ **Bretagne :** Au centre Finistère, en pleine nature, louons gîte (6/7 personnes) au sein d'une

ferme avec les animaux (poney, chèvres, brebis, âne, volaille...). Voir diaporama sur youtube en tapant "gîte à la ferme en Bretagne". 280 €/semaine. *Fatima et Jacques Leclere, tél. 02 98 26 39 57 ou fat.leclere@gmx.fr*

■ **Ardèche.** Séjour en yourte dans l'Ardèche des volcans. Lieu sauvage des Hautes Cévennes d'une grande diversité. Idéal pour balades, baignades, géologie etc... Tarif : 300 à 350 €/semaine. Contact : *Eric 06 30 13 93 30.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

FORMATION EN AGRICULTURE BIODYNAMIQUE

Le Mouvement de l'agriculture biodynamique organise différentes formations :

- 14 juin : **entretien et soins du jardin**, à Cobonne (Drôme)
- 20 juin : **entretien et soins au jardin**, Wihl-Au-Val (Haut-Rhin)
- 28 et 29 juin : un regard neuf sur les plantes, Oderen (Haut-Rhin)

Mouvement de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, www.bio-dynamie.org, tél. : 03 89 24 36 41 (Sandrine).

Pour participer : Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

agri-bio

ISÈRE : TRACTION ANIMALE

4-6 juin, 16-18 juin

Stage de perfectionnement, travaux agricoles.

Association Equipage, Le Serya, 38930 Le Monestier du Percy, www.cheval-equipage.fr

TOULON : LES AMAP

7 juin, à 16h

au Café culture, 24, rue Paul Lendrin, avec Lou Marin.

MOCA, Mouvement d'organisations pour une culture alternative, Les Gardénias B, 314, avenue Auguste-Renoir, 83130 La Garde.

ARDÈCHE : STAGES D'APICULTURE

9-13 juin, 5-9 juillet, 12-16 juillet, 19-22 juillet, 16-20 août.

À Laboule, dans les Cévennes ardéchoises. Animé par Gilles Roux, apiculteur. Découverte et approfondissement dans le but d'ouvrir ses premières ruches.

Contact : gilles.roux07@gmail.com, tél. : 06 20 25 37 90.

DRÔME : COIN DE CHAMP

12 juin.

Une demi-journée de découverte de la ferme de Cocagne, atelier-chantier d'insertion agricole, paysager, en éco-construction.... A Peyrins (26380), de 9h à 13h.

Organisé par le réseau Astra, Réseau d'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône-Alpes. Contact : contact@res-astra.org, tél. : 06 73 35 30 49.

HAUTE-LOIRE : PRINTEMPS DES SIMPLES

Dimanche 15 juin

À Chiljac toute la journée. Rencontre régionale des producteurs cueilleurs de plantes aromatiques et médicinales du syndicat s.i.m.p.l.e.s., conférences, sorties botaniques, exposition, marché de producteurs, librairie, buvette et restauration bio. Programme sur <http://www.syndicat-simples.org>

Contact Simples Auvergne : massifauvergne@syndicat-simples.org

MEUSE : 12^e RALLYE BIO

22 juin

Saulx-lès-Champlon : circuit pédestre à la découverte des fruits et légumes bio des Côtes de Meuse, chez Benoît et François Marchand, avec un marché de producteurs et un repas champêtre (de 9€ à 18€).

Contact : GAB 55, tél. : 03 29 76 81 44
Participation uniquement sur réservation sur www.chambagri.fr

décroissance, transition

AIN : ASSISES DE LA TRANSITION

DANS LE BUGEY

28 et 29 juin

À la maison Saint-Anthelme, 37, rue Saint-Marie, 01300 Belley. Premier jour, débats autour de cinq thématiques : énergie, économie, jardin planétaire, sobriété et éducation. Deuxième jour, stands et ateliers concrets.

Organisé par J'Art d'Ain partagé, mairie, 11 boulevard de Verdun, 01300 Belley, <http://bugey-transition.wordpress.com>

énergies

GENÈVE :

7^e ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

environnement

NOTRE-DAME-DES-LANDES :

OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT
maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>.

TOULOUSE/PARIS : MARCHES POUR

LA FERMETURE DES ABATTOIRS

7 et 14 juin

Environ 160 millions d'animaux terrestres et 3 milliards de poissons sont tués chaque jour sans nécessité. Le 7 juin à Toulouse et le 14 juin à Paris et dans le monde.

Contact : <http://fermons-les-abattoirs.org>

Fêtes, foires, salons

PAYS BASQUE : BIOTERRA 2014

6 au 8 juin, à Irun (côté espagnol)

150 stands, produits bio, cosmétiques naturels, bâtiment sain.

<http://bioterra.ficoba.org>

CHARENTE-MARITIME : 40^e PRAIRIAL

14 et 15 juin à Aytré

Service culture et animation de la ville, place des Charmilles, BP 30102, 17442 Aytré cedex, tél. : 05 46 30 19 03

ISÈRE-SAVOIE :

ÉCOFESTIVAL DU GRÉSIVAUDAN

14 et 15 juin

À Lumbin, sur le site de la coupe Icare. Partage autour de l'agriculture, de l'alimentation, d'animations ludiques et festives, une centaine de stands du samedi 11h au dimanche 18h. Programme des conférences et ateliers sur le site : www.ecofestival.fr.

Association EcoFestival du Grésivaudan, Mairie, 38660 Lumbin.

AVIGNON : LA CONSPIRATION POSITIVE

16-20 juin

Stands, ateliers, théâtre, expo... 16 juin : 18h table-ronde sur "le nouveau monde", 21h film "En quête de sens". 17 juin : 17h30 porteurs de projets locaux, 19h rencontre avec Pierre Rabhi. 18 juin : pédagogies alternatives, marionnettes, 19h table-ronde, "crise économique, spirituelle... quelle société pour demain ?" 19 juin : débat sur la condition animale, concerts... 20 juin : création d'un rotengue partagé, bal...

Organisé par les associations La vague et La caravane Namasté. Contact et programme : <http://conspirationpositive.free.fr>.

paix

ROUEN : CAFÉ DE LA NON-VIOLENCE

3 juin.

Au café Le 3 pièces, place de l'hôtel de ville, de 18h15 à 19h45. Thème : Faire et décider ensemble dans nos associations.

Organisé par le MAN Haute-Normandie, Centre 308, 82, rue Jeanne d'Arc, 76000 Rouen, tel. Géraldine Hédoüin 02 35 96 52 64, man.normandie@wanadoo.fr

politique

POITIERS :

ALIMENTATION ET PROJET DE SOCIÉTÉ

Cycle de formations pour mettre en place des animations culinaires dans une perspective de santé et de cohésion sociale. À destination de responsables de centres

socio-culturels, de porteurs de projets, de responsables d'épicerie solidaires...

-2 et 23 juin, **mutualiser un lieu pour créer un espace de restauration**

-10-11 juin : **comprendre les modes de certification et de garantie alimentaire et agricole.**

-12-13 juin : **anticiper et construire l'autonomie alimentaire de proximité demain sur son territoire**

Lieu : Maison de l'économie sociale et solidaire de Poitiers, 6, rue Albin Haller, 9-17h. Contact : Coopérative de formation pour une économie équitable, 9-13, rue de la Nouvelle France, 93300 Aubervilliers, tél. : 09 52 13 57 29, www.cooperativedeformation.fr

ORNE : RENCONTRE RÊVE D'INSTALLATION

6 et 7 juin

À la ferme du Fontenil, à l'Orangerie, à quelques kilomètres de L'Aigle. Si vous rêvez de vous installer à la campagne, c'est l'occasion de découvrir des projets réussis, atypiques, et qui s'intègrent dans une démarche de développement local durable. Des ateliers permettront d'échanger des idées, des contacts, des connaissances, pour faire avancer les projets de chacun-e. Rêves d'installation Normande, MRJC Pays d'Auge-Pays d'Ouche, 11, rue Taillefer, 27300 Bémay, tél. 06 24 20 01 49 et MRJC Orne, 6, rue W. Challemel, 61600 La Ferté Macé, tél. : 02 33 38 43 93.

ÎLE-DE-FRANCE :

FORUM DE L'ÉCOLOGIE RADICALE

Dimanche 8 juin 2014

De 10h à 18h30. L'initiative d'un forum pour l'écologie radicale a été portée par des militants écologistes de collectifs de lutte (Gaz de schiste, Nddl, nucléaire etc.), ainsi que différents acteurs des mouvements d'écologie radicale (décroissance, écologie libertaire, écosocialisme, etc.). Il s'agit de rassembler les visions et réflexions politiques, communes ou non, qui émergent lors de nos investissements sur les luttes. Un comité d'organisation est né, qui a conçu une journée de rencontres autour de trois débats : 1) L'écologie radicale, visions croisées entre décroissance, écosocialisme, écologie libertaire et écologie sociale. 2) Comment aborder la transition écologique dans le monde du travail et de la production ? 3) L'écologie, quelle force politique ? Bilan de l'écologie "politique", stratégies de lutte d'une écologie de contre-pouvoir aujourd'hui.

Comme vous Emoi, 5 rue de la révolution, 93100 Montreuil.

LOT-ET-GARONNE :

RENCONTRES PAYSANNES

14 juin

Journée festive, sur le thème de la fibre paysanne, c'est à dire tout ce qui a trait à la transformation, la valorisation et le devenir des fibres agricoles (chanvre, paille de blé, laine et poils, plantes tinctoriales pour l'alimentaire, le textile, la construction...). À la ferme de Cauberotte, route de Condom, 47600 Moncrabeau, www.les-saisons-musicales.fr

ÎLE-DE-FRANCE :

3^e FOIRE À L'AUTOGESTION

28 et 29 juin

À La Parole Errante, 9 rue François Debergue, 93100 Montreuil. (M^o Croix de Chavaux, ligne 9). "L'autogestion sera joyeuse ou ne sera pas". La crise économique et financière qui ébranle le monde est aussi une crise de civilisation, face à laquelle les réponses habituelles, néolibérales comme étatiques, sont impuissantes. L'autogestion peut constituer une alternative. Comme chaque année depuis 2012, La Foire à l'autogestion propose un événement festif et populaire. L'occasion de faire se rencontrer des acteurs et actrices des milieux syndicalistes, coopératistes, politiques ou associatifs ayant en commun de réfléchir sérieusement à la question de l'autogestion comme projet et comme mode d'action. Forums, stands, ateliers, ciné, spectacles, concerts...

www.foire-autogestion.org

silence

JURA : SILENCE, ON CAUSE !

Jeudi 5 juin

De 18h30 à 20h, collation-débat à l'Agence Au quoi ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

Contact : Julien Da Rocha, darocha.julien@gmail.com, contact / 06 17 09 47 60.

PUY DE DÔME : SILENCE, ON CAUSE !

Mardi 10 juin

À 20 heures. Débat autour du thème de la revue du mois.

À l'Orange Bleue, 3, rue de la Gravière, 63160 Billom. Tél. : 06 33 29 10 19.

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 19 et vendredi 20 juin

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

VÉLORUTION :

Jeudi 5 juin

À Toulon, rendez-vous à 18h15 devant la gare

Vendredi 6 juin

À Chambéry, à 18h, place du Palais-de-Justice. À Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

Samedi 7 juin

À Paris, à 14h, place de la Bastille ; à Angers, à 15h, place du Pilon ; à Avignon à 14h30, place Pie ; à Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à Nantes, à 14h, place Royale ; à Nice, à 14h, place Garibaldi ; à Poitiers, à 10h10, porte de Paris ; à Rennes, à 15h, place Hoch ; à Tours, à 14h15, place Jean-Jaurès.

N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec des sympathiques banderoles !

Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://velorution.org>.

DRÔME :

CENTRE AGROÉCOLOGIQUE DES AMANINS

Le Centre agroécologique des Amanins propose différentes activités tout au long de l'année :

- 7 au 9 juin : formation facilitation et forum ouvert
- 19 et 20 juin : séminaire d'approfondissement à la communication non-violente
- 28 juin : fête pour la Terre et l'Humanisme

Les Amanins, centre de séjour en agro-écologie, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

ISÈRE :

TERRE VIVANTE

Le centre écologique Terre Vivante propose des stages de formation.

- Multiplier les plantes : 8 juin,
- Cuisiner bio, c'est facile : 8 juin,
- Jardiner sans dépenser : 14 et 15 juin,
- Je fabrique un four solaire : 21 et 22 juin,
- Je démarre mon rucher familial : 28 et 29 juin.

Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

➤ Plus l'utilisateur d'un téléphone portable est jeune, plus son cerveau est sensible aux radiations

K. Biggs

Les téléphones portables menacent notre santé

Lettre ouverte à Madame la Ministre de la Santé.

MADAME LA MINISTRE,
 Votre travail consiste à veiller sur la santé des français et à les prévenir des éventuelles menaces sanitaires qui peuvent survenir.

Aussi je ne comprends pas pourquoi vos services et vous-même n'alertez pas nos compatriotes devant la crise sanitaire sans précédent qui se profile avec la téléphonie mobile.

La peste noire au 14^e siècle qui tua près de 25 millions de personnes ou la grippe espagnole de 1918 qui décima près de 20 millions d'êtres humains risquent de n'être rien devant la pandémie qui s'annonce et que vous et vos prédécesseurs étouffez pour des raisons que je vais essayer d'éclaircir.

COLLER UN TÉLÉPHONE MOBILE SUR UNE OREILLE HUMAINE EST EXTRÊMEMENT GRAVE

Le danger que représente l'action de coller un téléphone mobile sur une oreille humaine pendant des minutes, voire des heures est extrêmement grave et menace très sérieusement la vie des générations à venir. Deux phénomènes concomitants et récents accentuent terriblement ces menaces :

- 1 - L'avènement des forfaits illimités qui laissent les usagers libres de téléphoner des heures durant.
- 2 - Le rajeunissement terrible des premiers utilisateurs. Dès l'entrée au collège, soit à l'âge de

11 ans, la plupart des enfants ont un téléphone mobile (1).

Or, la seule prévention lancée par le ministère de la santé, suite au Grenelle de l'environnement 2, consiste en un portail internet intitulé "Portail radiofréquences-santé-environnement" qui nous explique que nos enfants n'ont rien à craindre puisque l'AFSSET (2) dans son rapport de 2009, indique que tout va bien.

Mais ce rapport est très contesté. Déjà en 2005, Guy Paillotin, alors directeur de l'AFSSE (ancien nom de cette agence) avait expliqué que les rapports remis n'avaient aucune valeur : "L'expertise sur la téléphonie mobile n'a jamais suivi ni de près, ni de loin, les règles que s'est fixée l'AFSSE. Donc, c'est une expertise que je considère comme n'existant pas" (3).

Ce sont les connexions des experts, engagés par l'AFSSET, avec les industriels de la téléphonie qui ont conduit l'ancien directeur à condamner les résultats obtenus. Cela devrait vous conduire également, Madame la Ministre, à interroger sérieusement les conclusions de leurs études. En effet, celles-ci vont toujours dans le même sens et permettre ainsi aux grands groupes industriels de réaliser des bénéfiques records.

A ce titre, le rapport pour le 3^e plan cancer que vient de vous remettre le professeur Vernant, en février 2014, est consternant. Il élude la question en quelques lignes et se contente de signaler que l'INPES a édicté sur un site des règles de "bon usage" du téléphone mobile. Sur ce site, lesondesmobiles.fr, dont la fréquentation semble

(1) 47 % en 2010, 75 % en 2011, (100 % en 2014 ?) selon le baromètre "Enfants et Internet" réalisé par "Calysto-Voix de l'enfant".

(2) Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail

(3) Sénat/ Colloque sur l'indépendance des experts-2005

inexistante, on trouve cette phrase concernant la santé des enfants et des jeunes : "... l'usage de l'oreillette devrait également être encouragé par les parents".

DES ÉTUDES PROUVENT LES RISQUES ENCOURUS

Rares sont les chercheurs qui parviennent à mener à terme leurs études. En France, dans le cadre du projet COMOBIO, lancé en 1998 par le gouvernement français, le professeur Alain Privat, neurologue à l'INSERM, a découvert des risques très sérieux de lésions cérébrales sur des cerveaux de rats exposés à des téléphones portables mais ses travaux ont du être arrêtés devant le refus de l'Etat de prolonger le versement de ses subventions après seulement une année de recherches.

Le professeur Pierre Aubineau, directeur de recherche au CNRS, quant à lui, a découvert des risques de dommages très sérieux sur les tissus du cerveau mais n'a pu publier ses conclusions.

Heureusement, il existe un chercheur suédois indépendant, financé uniquement par des fonds publics, qui travaille depuis près de 20 ans sur l'impact des portables sur la santé humaine.

Il s'agit de Lennart Hardell, professeur d'oncologie à l'hôpital d'Orebro.

Ses études, menées sur un panel extrêmement large de plus de 7000 personnes, l'ont conduit aux conclusions suivantes :

- L'utilisation du téléphone portable conduit à un doublement du risque de tumeur cérébrale (du type gliome) et du risque de surdité (neurinome acoustique).
- Téléphoner pendant 1 heure par jour pendant 10 ans est synonyme de tumeur du cerveau.
- Le risque chez l'enfant est très sérieux. Avant 20 ans, le cerveau est plus vulnérable et les risques de tumeurs liées à l'utilisation du téléphone mobile sont multipliés par 5.

L'union européenne, quant à elle, ne semble pas pressée de légiférer. En effet, elle vient seulement

Quel bonheur de vivre sans téléphone portable

La première sensation, la plus prégnante, est un sentiment de liberté. J'ai l'impression d'être libéré d'un poids, d'être plus léger. Comme si j'avais brisé des chaînes qui m'oppressaient à mon insu.

Cette libération est double. Elle est d'abord physique. L'objet téléphone est omniprésent. Lorsque je l'oubliais, j'étais désorienté, perdu. Quel bonheur de ne plus avoir à démêler les fils des oreillettes, de ne plus penser à le recharger. De ne plus l'avoir dans la poche, comme une protubérance, un kyste qui aurait poussé dans mon corps. Elle est aussi mentale. Quelle joie de ne plus être submergé par des SMS idiots et inutiles. Je savoure la possibilité de déambuler au gré de mes humeurs sans être attaché à une laisse qui me ramène inmanquablement vers le monde matériel et consumériste, comme un brave toutou. C'est un sentiment immense de liberté qui m'accompagne désormais.

Mais tous ces bonheurs retrouvés ne sont rien au regard de l'apaisement, de la sérénité que me procure l'abandon de cet objet hautement sophistiqué.

HK

de lancer un programme intitulé "Mobi-kids - les risques de tumeurs cérébrales pour les jeunes liées aux techniques de communication", dont les conclusions n'apparaîtront pas avant 2030.

GÉNÉRATION SACRIFIÉE

Cela revient à dire que la génération des enfants nés aux alentours de l'an 2000 risque d'être sacrifiée sur l'autel de la croissance et de la consommation, piliers sur lesquelles reposent désormais nos modèles de sociétés. Ce qui risque, par ailleurs, d'engendrer une désorganisation irréversible de notre cohésion sociale, notamment au regard des retraites et de la sécurité sociale.

Lennart Hardell tire la sonnette d'alarme depuis 2003 mais se heurte aux multinationales qui paient des experts pour contredire ses travaux. Il est intéressant, pour bien comprendre les rouages de ces combats, de se référer à l'ouvrage que vient de publier Stéphane Foucart, journaliste au quotidien *Le Monde*. Dans *La Fabrique du*

➤ La société a su pendant longtemps communiquer sans téléphone portable et sans danger pour les utilisateurs

➤➤ Le téléphone portable, bombe à retardement

Mark Fischer

D.R.

mensonge. Comment les industriels manipulent la science et nous mettent en danger (4), il affirme que l'industrie cultive l'ignorance dans les sciences, l'expertise publique et les esprits. Elle possède en effet des techniques, désormais bien rodées, qui consistent à financer des dizaines d'expertises visant à contrebalancer celles qui évoquent une quelconque dangerosité des produits qu'elle manufacture. Ainsi en noyant les recherches indépendantes dans un flot de recherches douteuses, les industriels sèment avec force la confusion parmi les médias et la population.

PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Mais votre devoir, Madame la Ministre, se situe ailleurs que dans la préservation des intérêts des actionnaires des géants de la téléphonie. Il me semble que le principe de précaution doit vous guider dans votre action et vous conduire à prévenir les français des risques encourus afin qu'ils puissent faire un véritable choix en connaissance de cause.

Aussi je me permets de vous suggérer, devant la gravité de la menace pesant sur nos concitoyens, de prendre d'urgence trois mesures indispensables :

- 1 - Obligation aux utilisateurs de téléphones mobiles d'utiliser les oreillettes. En cas de refus, le contrevenant s'exposerait à une amende exactement comme pour le port de la ceinture de sécurité en voiture. Il est intéressant de noter ici l'analogie qui existe entre l'avènement de l'automobile dans les années 60 et celui des portables aujourd'hui. Le développement économique est, dans les 2 cas, un rouleau compresseur qui oblige la société à se transformer sans qu'à aucun moment le pouvoir politique ne cherche à débattre avec les populations concernées afin de lui permettre de faire un choix issu de la concertation.

- 2 - Interdiction d'utiliser un téléphone portable aux moins de 16 ans. C'est la seule

possibilité pour sauver les collégiens et c'est ainsi qu'il faudra l'expliquer auprès des parents qui risquent de s'offusquer de cette mesure. Il s'agit de préserver la vie de leurs enfants.

- 3 - Organiser une grande campagne d'information nationale (télévisions et journaux) pour communiquer aux Français l'état des recherches ; celles des experts en conflits d'intérêts et celles des experts indépendants. Il est indispensable également d'organiser des débats publics dans chaque commune, dans chaque quartier. Il est urgent que l'ensemble de la population puisse enfin se saisir de ses choix en réelle connaissance de cause.

Concernant la première proposition, on pourrait imaginer que l'état contraigne les fabricants de téléphone à configurer leurs appareils pour qu'un appel ne puisse être passé sans le branchement des oreillettes. Cela éviterait la répression, et les PVs qui l'accompagnent, face aux refus éventuels d'utiliser les écouteurs.

J'espère que cette lettre vous convaincra, Madame la Ministre, d'agir le plus rapidement possible car ce sont les vies de nos enfants que votre laxisme et votre complicité avec les grands groupes de la téléphonie menacent.

Bien à vous

Hervé Krief,
musicien

PS : Je n'évoque ici que les dangers sur la santé des utilisateurs de téléphones mobiles. Il existe, malheureusement, d'autres situations très graves liées soit à la fabrication des téléphones (les guerres en Afrique, la pollution en Amérique du Sud liés à l'extraction des métaux précieux utilisés et le nouvel esclavage en Chine), soit aux déchets générés par les téléphones (5).

(4) Ed. Denoël, 2013, 304 p. Voir article dans *Silence* n°402 page 32.

(5) Voir dossier de *Silence* n°363, décembre 2008 et entretien avec Priartem, *Silence* n°421, mars 2014.

◀ Steve Jobs, célèbre promoteur du téléphone portable, mort à 56 ans d'un cancer...

Et encore

• Téléphone portable : objet pratique, pratiques abjectes

Dans son numéro de janvier 2014, l'organisation de solidarité internationale suisse *Déclaration de Berne* publie un important dossier sur la chaîne de fabrication des téléphones portables de la mine à la poubelle. Conditions d'extraction des minéraux déplorables, usines de montage en usines inhumaines, incitation commerciale à renouveler sans cesse son matériel, recyclage limité... le téléphone portable est un résumé à lui seul de ce qu'il ne faut pas faire pour un monde plus solidaire.

Vers un développement solidaire, Déclaration de Berne, avenue Charles-Dickens, 4, 1006 Lausanne, Suisse, www.ladb.ch.

• Ondes, science & manigances

film de Jean Heches et Nancy de Meritens

En 2007, deux enfants scolarisés dans la même école de Rexpoëde (Alsace) sont atteints d'une tumeur au cerveau, dont l'un décède. Une antenne avait été installée à proximité de l'école peu avant les faits, mais ni le maire ni les médecins n'ont cru à un lien de cause à effet. "C'est dans les gènes" disaient-ils. Il aurait fallu un 3^e enfant

malade pour lancer une étude. C'est donc à l'initiative d'un collectif de citoyens que le réalisateur Jean Hèches a été contacté pour tenter de clarifier cet épais flou qui plane sur l'industrie de téléphonie mobile. Le documentaire aide à comprendre comment cette industrie finance des études scientifiques pour contrer les résultats qui l'accablent, ce que l'on nomme une "stratégie de défense de produit". Pour Janine Le Calvez, présidente de Priartém (Pour une Réglementation des Antennes Relais de Téléphonie Mobile), il est essentiel de faire

respecter les normes en France. "Seulement 33% des études financées par les industriels trouvent des résultats nocifs pour la santé. Quand les financements sont publics, 83 % des études révèlent des effets négatifs sur la santé. Cet écart pose question sur la recherche". Collaborant avec des centres de recherche de l'armée américaine, l'OMS affirme que les ondes sont sans danger. Elle aide à la mise en place d'une réglementation en citant les normes de la Commission Internationale pour la Protection contre les Rayonnements Non Ionisants (ICNIRP : ONG de recherche privée, proche des industries) et incite les pays ayant des normes strictes tels que l'Inde, la Chine ou la Russie à les abandonner pour se baser sur les normes occidentales (ce qui équivaut à passer de 6v/m à 61v/m)

L'interview de Mona Nilsson, journaliste d'investigation suédoise spécialisée sur le sujet dévoile les rouages de cette stratégie qui dure depuis une vingtaine d'années. Le film donne accès à des documents compromettants pour l'industrie et pour certains scientifiques. AV.

EDV 420, Septième Factory, 2014, 1h32, 20 €

Les dates de projection du film en France peuvent être trouvées sur le site : <http://ondesscienceetmanigances.fr>

• Du Sang dans nos portables ?

film de Franck Piasecki Poulsen (Danemark), 2010, 82 mn.

Des enfants meurent tous les jours pour que nous puissions jouir de ce "progrès technologique". Comment continuer à utiliser un mobile quand des régions entières sont souillées, détruites en Bolivie, au Chili et en Argentine (90 % des réserves mondiales de lithium à eux trois) ou encore au Congo (RDC) afin d'extraire les minerais et les métaux précieux utilisés pour fabriquer nos téléphones portables ? Comment continuer à utiliser ces appareils lorsque des milliers d'êtres humains sont mis en esclavage par la société Foxconn en Chine pour permettre leur fabrication ?

➤ "Nous cherchons à assembler la lutte pour la justice sociale en Israël et celle contre l'occupation. Nous ne voulons pas vivre entre des murs, au sein d'un ghetto armé construit par l'élite israélienne. Notre foyer est le Moyen-Orient, un Moyen-Orient démocratique et libre, et notre partenaire le plus important, notre allié, ce sont les Palestiniens luttant pour la liberté (1)".

DR

Quand un Arabe devient Palestinien

Dans des communautés populaires d'Israël où Juifs et Arabes israéliens travaillent ensemble pour plus de justice sociale, lorsque les Arabes ont décidé de se faire appeler "Palestiniens", cela a induit une prise de conscience coloniale et une transformation des rapports de force, expliquent Tal Dor et Marcello Weksler.

DANS LE DISCOURS ISRAËLIEN, LE TERME "minorité palestinienne" n'existe pas, c'est plutôt la "minorité arabe" divisée en : Bédouins, Musulmans et Chrétiens. La conscience hégémonique reconnaît l'existence de nombreuses minorités dans la société israélienne ; cependant elle dénie leur relation nationale commune et, bien sûr, leurs droits collectifs. En outre elle les sépare du reste de la population palestinienne dans et hors de Palestine.

parce que la définition des femmes arabes comme palestiniennes les transformaient en une partie de l'"ennemi" collectif. Ruti: "Nous n'avons pas de problème avec les Arabes mais avec les Palestiniens nous sommes en guerre..." (2). Alors que pour Cultume: "Je me sens à l'aise avec cette nouvelle définition de l'organisation, ainsi cela m'inclut moi avec mon identité en tant que femme palestinienne"(3).

CHANGER DE NOM... CHANGER DE CAMP ?

En 2007, l'assemblée générale des Comités de Direction de l'association de lutte pour les droits sociaux Mahpach-Taghir (voir encadré) s'est réunie. A l'agenda figurait la nouvelle appellation de l'organisation qui passait de "juive-arabe" à "juive-palestinienne". La tension était presque tangible pendant la réunion.

Ce simple changement de terminologie, qui remet au centre la question du conflit national entre Israël et la Palestine, effaçait d'un coup l'expérience accumulée et la confiance bâtie. Le dialogue était conflictuel. Les deux côtés, les femmes juives et les femmes palestiniennes, se sentaient menacées. Les femmes juives

L'organisation Mahapach-Taghir

Mahapach en hébreu et Taghir en arabe signifient tous les deux « transformation ». Mahapach-Taghir est un mouvement éducatif populaire, basé sur le militantisme collectif, visant à se donner du pouvoir, et qui lutte pour des droits à l'éducation égaux pour les enfants des communautés exclues, pour le droit de la communauté à contrôler ses espaces publics communs, et pour les droits des femmes de toutes les communautés juives et palestiniennes qui vivent dans l'exclusion partout en Israël.

(1) Une version longue de cet article se trouve dans la brochure "Les amies de Tarabut" publiée en 2011.

(2) Ruti est une membre active de la communauté M.-T. de Jérusalem, une des communautés juives.

(3) Cultume est un membre actif de la communauté M.-T. de Tamra (une ville palestinienne du nord du pays) en plus d'être actif au conseil de l'organisation.

▲
Logo de l'association

➤ et ◀◀
Des activités communes
pour apprendre
à se connaître

D.R.

Le changement de terminologie obligeait les femmes à faire un pas de plus dans leur processus de conscience en acceptant qu'elles fussent en partenariat avec des femmes palestiniennes. Ruti et d'autres membres du sous-groupe juif ont parlé de leur peur qu'elles aient à payer un prix élevé à cause de leur "nouveau" partenariat avec les femmes palestiniennes. De leur crainte de l'exclusion aux yeux de leur communauté et de leurs familles.

Pour les femmes palestiniennes, pour la plupart, c'était la première fois qu'elles se définissaient comme "Palestiniennes" face à des Juifs-israéliens. La redéfinition identitaire faite devant les femmes juives mettait en jeu un haut niveau de peur et d'angoisse, de plus elle apportait la lourde charge de la tragédie et de l'histoire de tout le peuple palestinien.

UN RENVERSEMENT DES RELATIONS HÉGÉMONIQUES COLONIALES

Le dialogue qui a eu lieu pendant la rencontre a provoqué un renversement des rôles dans les relations hégémoniques coloniales.

Les femmes palestiniennes étaient extrêmement anxieuses, elles se sentaient menacées par cette nouvelle définition organisationnelle qui les obligeait à prendre une position politique claire. A la fin de la journée, c'est ce qui effrayait les femmes juives, même si c'était de manière inconsciente. Dans les relations du pouvoir colonial symbolique, les "Indigènes" n'ont pas droit à l'auto-définition. Et ainsi le colonisateur est celui qui doit nommer et identifier le colonisé (4).

Dans le sens commun israélien, la lutte des femmes juives et palestiniennes ensemble pour le futur de leurs enfants et de leurs communautés est une praxis de résistance au consensus raciste. Le cas présent illustre comment un dialogue conflictuel a conduit à un renversement de rôle entre le colonisateur et le colonisé qui a modifié la

« Les femmes juives devaient prendre la responsabilité de leur partenariat qui brisait les relations coloniales, pendant que les femmes palestiniennes devaient prendre la responsabilité de la coopération avec l'ennemi national. »

relation de pouvoir dans le groupe. Le colonisateur a perdu son privilège de définir le colonisé et est passé par la définition d'une nouvelle position de discours défensif.

LE "PRIX" SYMBOLIQUE DU CHANGEMENT

La question de la responsabilité et le prix du partenariat ont créé une extrême anxiété. Dans les communautés palestiniennes, le partenariat avec le côté juif est souvent perçu comme une forme de collaboration avec l'ennemi-opresseur du peuple palestinien. Donc cette coopération oblige les femmes palestiniennes à faire face à leur communauté et à expliquer leurs actions et leurs choix. Dans ce sens, les responsabilités par rapport au partenariat étaient égales. Les femmes juives devaient prendre des engagements pour cette coopération qui brisaient les relations coloniales, pendant que les femmes palestiniennes devaient prendre leurs responsabilités pour la coopération avec l'ennemi national. Dans cette dynamique de pouvoir inégalitaire, les femmes se trouvèrent à des places également conflictuelles en nécessité de payer un prix lourd alors qu'en retour les deux côtés ne recevaient "que" le partenariat. A ce moment-là, une rupture pour un changement de conscience a pu s'opérer des deux côtés.

(4) Memmi, A. (1957). *Portrait du colonisé*, précédé par *Portrait du colonisateur*. Paris : Gallimard.

Kanopé, une héroïne au sein de la forêt amazonienne

Pour son premier ouvrage, Louise Joor, 25 ans, réussit à poser de nombreuses questions sur le devenir écologique de notre planète.

Récit complet.
Editions Delcourt,
collection Mirage,
2014, 128 pages,
16,95 €

2137, la Terre est peuplée de 10 milliards d'êtres humains, les ressources naturelles se sont tarées, et les voyages dans l'espace n'ont donné aucune échappatoire. Lentement, la végétation s'est éteinte, les animaux ont disparu et les zones encore vierges ont été avalées par les mégalo-poles. Il existe un seul endroit qui résiste encore à l'invasion : l'Amazonie car depuis l'accident nucléaire de la centrale de Manaus, elle est dangereusement radioactive. C'est pourtant là que vit Kanopé, une jeune femme qui se porte bien et que va rencontrer Jean, un hacker qui pour éviter la prison, ose se réfugier dans la forêt. Pour son premier ouvrage, Louise Joor décrit un monde imaginaire qui réussit à nous faire nous poser de très nombreuses questions sur un futur possible. C'est aussi un hymne à la nature... bien que la radioactivité ait souvent transformé les êtres vivants en monstres. Cela laisse une curieuse impression d'optimisme alors que la situation décrite est pourtant dramatique. **MB.**

➤
Enfants Roms
dans une école
de Lille

Une enfance française, du bidonville à l'école... quand l'État le permet

Un bidonville, sous un pont. Des enfants qui essaient, tant bien que mal, d'être des élèves "comme les autres". Des parents qui galèrent pour inscrire leurs enfants à l'école, à la cantine. Bienvenue dans le monde de Petrica et de sa famille, roms de Roumanie, qui tentent de construire leur vie en France, malgré la précarité et la multiplication des évacuations forcées.

LE BIDONVILLE EST DISCRET. UN ALIGNEMENT de bicoques de planches aux teintes délavées que de rares rideaux en dentelle tentent d'égayer, au Nord de Paris. Au-dessus des toitures dégingluées, un pont ferroviaire. Un flot continu de voitures circule à quelques mètres de là : le périphérique et la porte de la Chapelle sont tout proches. Des enfants discutent tranquillement malgré le vacarme des moteurs, renforcé par celui du passage des trains de banlieue, des Thalys et des Eurostar. C'est là que vivent une quarantaine de familles roms de Roumanie. C'est là que vit Petrica (1) et sa famille.

Cet homme de 29 ans partage sa vie avec Doïna, avec qui il caresse l'idée de se marier. Le couple élève cinq enfants : David, 9 ans, des jolies jumelles de sept ans, Speranta et Narcisa-Elena. Et puis il y a Bianca, 5 ans, et enfin Arman venu au monde il y a treize mois à l'hôpital Lariboisière. "Aujourd'hui, j'habite sous le pont avec d'autres Roumains. C'est difficile pour les enfants. Mais maintenant nous devons rester parce que nos enfants vont à l'école".

SCOLARISER LES ENFANTS, UN PARCOURS DU COMBATTANT

Scolariser ses enfants n'est pas une mince affaire quand on habite dans un bidonville. Cela se complique si les parents ne sont pas allés à l'école eux-mêmes. Rares, ici, sont les familles qui savent qu'elles ont le droit et même l'obligation d'instruire leurs enfants à

partir de 6 ans. Petrica, lui, a étudié jusqu'à la sixième et souhaite que ses enfants aillent à l'école. "Pour qu'ils aient une vie meilleure", espère-t-il. Il se rend donc à la mairie pour y effectuer les démarches nécessaires : "J'y suis passé trois fois, mais on m'a répondu que comme je n'avais pas de domicile je ne pouvais pas".

Effondré devant le refus de la mairie, Petrica se tourne vers "M. Thibaut" (c'est ainsi que Petrica l'appelle), un voisin qui remue ciel et terre pour aider la famille. Ce dernier s'est adressé à la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), déjà en pourparlers avec la municipalité pour faire valoir le droit à la scolarisation des enfants roms. Car la seule obligation légale qu'ont les familles est la vaccination. Une absence d'adresse n'est pas un critère légal de refus. La mairie a fait circuler l'information à tout le personnel administratif et a ainsi mis de l'huile dans les rouages. Dix enfants ont pu être inscrits depuis la rentrée.

DES NUITS À CHASSER LES RATS

David, Speranta, Narcisa-Elena et Bianca sont devenus écoliers un matin de novembre 2013. Pour fêter ça, M. Thibaut et sa femme ont offert cartables et fournitures : "Pour que les enfants aient l'impression de faire une rentrée comme tous les autres". La LDH a donné son adresse pour faciliter les échanges de courrier entre école, mairie, caisse des écoles et la famille. "Les matins d'école, je réveille les enfants à 6 h et je chauffe de l'eau pour

basta!
www.bastamag.net

Article publié dans
le cadre d'un partenari-
ariat avec Basta !

Basta ! est un site
d'information indépendant
sur l'actualité sociale
et environnementale.

Constitué d'une équipe de
journalistes et de militants
associatifs, Basta ! contri-
bue à donner une visibilité
aux enjeux écologiques,
aux actions citoyennes,
aux revendications
sociales, aux mouvements
de solidarité et aux alter-
natives mises en œuvre.

(1) Le nom de cette famille
n'est pas mentionné par
souti de discrétion.

Boris Horvat

◀
Evacuation d'un
camp à Marseille

les laver, confie Petrica. L'eau, on la récupère à la station d'essence ou dans un square. Les restos du cœur nous donnent du lait deux fois par semaine. Et moi, j'ai acheté du chocolat pour les enfants".

Pour la cantine, le père de famille a fait une déclaration sur l'honneur de ses revenus. "Mais cela ne règle pas pour autant la question du paiement de la cantine, prévient M. Thibaut. Cette question ne fait que s'ajouter à la longue liste des problèmes quotidiens qui rendent urgente une prise en charge des habitants par une assistante sociale".

Petrica veille à ce que ses enfants fassent leurs devoirs en sortant de l'école. Ce n'est pas simple, mais depuis quelques jours le bidonville a de la lumière. "Hier matin, j'ai croisé Doïna, elle avait une mine des mauvais jours, raconte M. Thibaut. Elle avait passé la nuit à chasser les rats pour qu'ils ne mordent pas ses enfants. L'une des petites filles qui va à l'école n'avait pas dormi non plus parce qu'elle était morte de trouille".

A LA PISCINE, POUR LA PREMIÈRE FOIS

Les jumelles vont à la piscine avec leur classe. Elles n'y avaient jamais mis les pieds auparavant. Quant à David, il devra encore patienter, sa classe n'a pas de créneau cette année.

Petrica souhaite trouver un travail sur les marchés ou dans une société de nettoyage. Tant que les enfants n'étaient pas à l'école, c'était compliqué. Maintenant, il peut le faire. Depuis le 1^{er} janvier, les Roumains n'ont plus de restrictions s'ils veulent travailler. Auparavant, ils pouvaient accéder seulement à une liste limitée d'emplois, avec des conditions d'embauche très dissuasives pour les employeurs (2).

M. Thibaut essaie de convaincre Doïna d'aller à "l'école des parents" pour apprendre à parler français. Mais elle est intimidée, n'ose pas y aller, et puis il y a le bébé... et elle doit aller chercher ses enfants...

FAIRE ET DÉFAIRE

Le bidonville risque d'être démantelé. Un autre bidonville s'installera un peu plus loin. Durant l'année 2013, les évacuations forcées des Roms étrangers atteignent, selon la Ligue des droits de l'Homme, le nombre de 21 537. Ce qui représente plus de la totalité de la population rom habitant en bidonvilles ou en squats en France, évaluée à 16 949. Autrement dit, c'est comme si chaque Rom avait été déplacé de force au moins une fois dans l'année ! Des chiffres en augmentation par rapport à 2011 et 2012 (3).

"C'est complètement stérile, soupire M. Thibaut. Ces démantèlements ne font que déplacer les populations. Pire, elles les privent du peu qu'elles ont". Lors de ces évacuations, les pouvoirs publics proposent des chambres d'hôtel pour quelques semaines aux familles. Mais ces hébergements sont la plupart du temps situés en lointaine banlieue. Et tout le travail pour scolariser des enfants est à refaire.

EPILOGUE

Le bidonville situé entre la porte des Poissonniers et la porte de la Chapelle a été évacué par la préfecture, jeudi 13 mars 2014, à l'aube. La proximité des élections municipales n'est sans doute pas un hasard. Six familles, sur les 80 que comptait le campement étaient encore présentes. Elles ont été conduites dans un hôtel de Saint-Denis, où elles ont séjourné pendant un mois.

Un bus de la RATP a été réquisitionné. Petrica et sa famille étaient dedans. Les enfants n'ont pu se rendre à l'école ce jour-là. Ils portaient sur le dos leur cartable. Pour se rendre à l'école, il faudra prévoir désormais 50 minutes de trajet.

L'évacuation a eu lieu dans le calme. Une dizaine de cars de CRS et une pelleuse étaient sur place. Les militants présents tentent de maintenir le lien avec les familles.

Nadia Djabali ■

Pas de RIB, pas d'école

Difficile pour la plupart des Roumains de fournir un justificatif de domicile. Il faut présenter soit un relevé d'identité bancaire qui mentionne une adresse, soit un document fiscal. Or, ouvrir un compte à La Poste relève de la gageure. La pièce d'identité roumaine est la seule à ne pas y être acceptée, parce qu'elle ne comporte pas de signature. Les Roumains peuvent présenter un passeport mais la plupart d'entre eux quittent leur pays d'origine avec un passeport valable un an, bien moins onéreux que ceux valables cinq ans. Résultat, le document a très rapidement dépassé sa date de validité. Donc, pas de compte à La Poste, pas de RIB, pas de justificatif de domicile, et... pas d'école pour les enfants.

(2) Notamment des taxes supplémentaires qui pouvaient augmenter jusqu'à 50 % du salaire brut pour un contrat supérieur à un an.

(3) En 2013, "165 évacuations perpétrées par les forces de l'ordre, concernant 19 380 personnes, et 22 évacuations suite à un incendie, affectant 2157 personnes. Ces chiffres sont largement supérieurs à ceux recensés les années précédentes, puisque nous avons recensé 9404 personnes évacuées de force par les autorités de leurs lieux de vie en 2012, et 8 455 en 2011", précise le rapport commun European Roma Rights Centre (ERRC) et LDH.

➤
Yoko Sudo
dans sa serre

D.R.

Drame et illusions des fermiers bio à Fukushima

Ils avaient construit leur vie autour d'une agriculture naturelle... le 11 mars 2011, ils ont vu leurs efforts anéantis. Trois ans après le tremblement de Terre et la catastrophe nucléaire, les fermiers bio de la préfecture de Fukushima essaient de vivre en zone toujours contaminée.

LORSQUE L'ON SE PROMÈNE DANS LA VILLE de Fukushima City, impossible d'oublier que l'on est en zone contaminée. Dans toutes les aires de jeux, d'énormes détecteurs annoncent en permanence les taux de radioactivité auxquels sont soumis les enfants... Mais il n'y a aucun enfant... Autour de la plupart des maisons et des immeubles, il n'y a plus un seul brin d'herbe : les pelouses ont été décapées sur plusieurs centimètres de profondeur et remplacées par des parterres de sable.

Au détour d'une rue, on tombe sur des échafaudages et des ouvriers toujours en train de gratter les sols, ou de nettoyer un toit au pinceau, avec pour seule protection un masque en papier.

"Cela fait presque trois ans depuis la catastrophe, et c'est seulement maintenant qu'ils viennent !" tempête Masataka Ogada, 62 ans, qui vit dans cette petite maison avec son père. Comme Masataka, de nombreux japonais dans la ville de Fukushima sont mécontents de cette politique de décontamination. Nombreux attendent toujours celle de leur maison... Les habitants qui ont bénéficié de la décontamination ne sont pas forcément les plus heureux. Ils ont eu le droit en échange à un joli cadeau : un gros cube de terre recouvert d'une bâche de

plastique bleu. Car impossible pour le gouvernement de stocker toute la terre contaminée, chaque propriétaire est donc prié de garder dans son jardin cette œuvre d'art à la gloire du nucléaire.

"J'AI DÉCIDÉ DE TOUT ARRÊTER"

Plus loin dans la ville, vous trouvez la petite exploitation maraîchère bio de Yoko Sudo, avec des rangées de légumes et des serres. "Avant le tremblement de terre, je cultivais quarante variétés de légumes différents sur mes deux terrains, devant et derrière la maison familiale" raconte la jeune agricultrice qui s'était lancée dans le maraîchage à Fukushima en 2003, après des études dans l'environnement à Kyoto. "Après la catastrophe, toutes mes récoltes étaient contaminées et invendables. J'ai mesuré la contamination des épinards à 8000 becquerels par kilo (le seuil pour la vente est de 100 Bq/kg au Japon aujourd'hui). J'ai décidé de tout arrêter. J'ai trouvé un travail à mi-temps dans les assurances. Il n'y a que depuis un an que j'ai décidé de reprendre la culture, sur un seul des deux terrains. Je teste chaque légume." Si Yoko Sudo a donc repris la vente des légumes aux particuliers et aux restaurants, elle garde son travail dans les assurances en complément de revenus. Malgré la catastrophe, elle veut continuer

◀ Shinici Oouchi et ses produits transformés

à s'impliquer dans la défense du bio. Elle est ainsi représentante locale de *Slow Food*. Et elle a démarré les travaux pour transformer sa remise en atelier pour accueillir les visiteurs : l'idée est de donner des cours de cuisine japonaise avec ses produits.

"IL Y A DES CHOSES QUI NE S'ACHÈTENT PAS"

Si Yoko Sudo a pu réagir après la catastrophe, difficile de changer radicalement d'orientation sur une plus grosse exploitation. Shinici Oouchi, fermier bio depuis 45 ans dans la ville de Nihonmatsu, a vu anéantir ses récoltes sur plus de 5 hectares... Avec sa femme et son fils qui travaillent sur l'exploitation, ils doivent aujourd'hui faire face à la contamination et la peur du *Made in Fukushima*. *"Avec 12 autres producteurs de la région, nous vendons des paniers bio quatre fois par semaine sur Tokyo et Osaka. Nous avons perdu la moitié de nos clients. Du coup aujourd'hui je fais plus de produits transformés, comme du jus de carottes. Cela se conserve et on peut le transporter dans d'autres régions"*. Shinici essaie également de nouveaux produits, comme le coton bio. La vie continue à la ferme, mais pour Shinici, rien ne sera plus jamais comme avant : *"Ce n'est pas une question d'argent : le gouvernement dédommage aujourd'hui les pertes d'exploitation, sur présentation des profits avant et après la catastrophe... et à condition de bien labelliser nos produits Made in Fukushima. Mais, ajoute-t-il avec les larmes aux yeux, il y a des choses qui ne s'achètent pas, des douleurs qui restent vives à l'intérieur"*.

PERSONNE NE LUI A DIT SI C'ÉTAIT GRAVE

Sur la question de la santé, Shinici sort d'un tiroir le carnet de suivi que la ville a distribué à tous les habitants. Celui-ci contient une sorte

de petit calendrier qui montre au jour le jour les actions de Tepco, l'opérateur de la centrale de Fukushima, et du gouvernement, dans les jours qui ont suivi le 11 mars 2011. Chacun est prié de compléter la colonne laissée vide, en indiquant ce qu'il faisait ces jours-là, combien de temps il est resté dehors, ce qu'il a mangé... un document à présenter lorsqu'il sera convié à la visite pour l'examen médical. La ville vient enfin de s'équiper d'un compteur de radioactivité "corps entier," pour pouvoir mesurer les taux de contamination en césium. Le fils de Shinici vient de passer l'examen la semaine précédente : il a été détecté positif... mais personne ne lui a dit si c'était grave et ce qu'il devait faire.

Pour Yoshihiro Shimizu, protéger la santé des personnes exposées aurait dû être une priorité dès le début de la catastrophe. Ancien fermier dans la préfecture de Miyagi, il est devenu responsable de l'antenne CRMS de Fukushima city, une association de citoyens qui a proposé notamment des examens corps entier dès les premiers mois de la catastrophe. *"Nous avons testé 5000 personnes depuis 2011, dont les deux tiers sont des enfants. Si 83 % étaient sous le seuil de détection, les 17 % restant montraient une contamination"*. En cas de relevé positif, il est recommandé de rester au minimum trois mois dans un environnement sain de toute contamination radioactive. Mais impossible pour de nombreux enfants ou adultes de quitter la région... Yoshihiro Shimizu lui-même, s'il travaille à Fukushima City, a décidé de vivre à Marumori, où la radioactivité ambiante est moins forte...

BRISER LE TABOU DU NUCLÉAIRE

Tanji Kohdai, propriétaire du restaurant bio *Huutooku* à Fukushima City, lui, n'a pas voulu risquer la santé de sa famille ou de ses clients. *"Après le tremblement de terre, j'ai envoyé ma femme et mes*

➤
Tanji Kohdai, propriétaire
d'un restaurant bio

D.R.

enfants à Nagoya, à plusieurs centaines de kilomètres. Et pour le restaurant, j'ai fait venir les légumes de la préfecture de Yamagata". Pour lui, la catastrophe nucléaire a provoqué un électrochoc : "cela m'a fait prendre conscience de la nécessité d'être autonome : aujourd'hui j'ai creusé un puits avec une pompe et mis des panneaux solaires sur mon toit. Le tabou du nucléaire est enfin brisé" ajoute-t-il en arborant fièrement un badge "No nuke in Fukushima". Pour autant la gestion du restaurant ne fut pas facile. "Nous sommes passés de 6 jours par semaine d'ouverture à trois" souligne-t-il.

CONTRÔLER LES ALIMENTS...

Bien sûr, la question du contrôle de la contamination des aliments est centrale. Pour les producteurs bio, c'est essentiel. Leur philosophie consiste à proposer des aliments sains. Ils utilisent pour contrôler les aliments les services du CRMS ou le centre officiel de la ville pour les agriculteurs. Mais difficile lorsque l'on achète des légumes d'être sûr de leur innocuité. Car il n'existe pas de politique de contrôle systématique. Le gouvernement ne prend des échantillons qu'au coup par coup. Le test de chaque produit par les producteurs est uniquement une démarche volontaire.

De même lorsque vous allez au restaurant, impossible de connaître le taux de contamination des plats...

154 000 personnes ont été évacuées des zones les plus fortement contaminées. Mais plus de deux millions de personnes, dans la préfecture de Fukushima, doivent continuer à vivre dans un environnement exposé aux radiations, sans parler des millions d'autres dans les préfectures voisines. Les autorités promettent une décontamination permettant de passer sous une exposition à la radioactivité de 1 millisievert par an "seulement"... Un seuil plus que discutable. Au

Decontamination Information Plaza de Fukushima City, vous trouvez des cartes de projection de décontamination, qui promettent un avenir radieux à l'horizon 2022...

Si de nombreux fermiers bio ont décidé de quitter la région, d'autres continuent à vivre et à poursuivre leur métier là où ils ont vécu toute leur vie. Ce choix peut se comprendre d'un point de vue personnel, mais bien sûr la question se pose : cultiver du bio en zone contaminée a-t-il encore un sens ? Si ces agriculteurs font tous les efforts pour proposer des produits non contaminés, ils restent dépendants des aléas ou des limites des appareils de mesure. Et eux-mêmes sont les premiers exposés, en travaillant la terre dans les champs toute la journée...

La question de continuer à cultiver ou non à Fukushima ne se pose pas en revanche du côté du gouvernement, qui propose des subventions aux Japonais qui veulent venir cultiver les terres abandonnées à Fukushima...

Alain Sousa ■

Alain Sousa, journaliste scientifique, ancien responsable de la communication à la CRII-Rad, Commission de Recherche et d'information indépendantes sur la Radioactivité, effectue actuellement un tour du monde en vélo.

La forêt

Il y a plus de 40 ans que je fréquente la forêt de Brocéliande, que j'y viens me ressourcer. Il y douze ans que je l'habite. Toute ma vie, j'ai été proche d'un bois ou d'une forêt, même à Paris (...) La forêt est mon univers préféré. Je n'avais pas prévu d'achever ma vie à Paimpont, c'est la forêt qui m'y a invité. Depuis 12 ans, j'encourage des jeunes à s'insérer dans le milieu rural et forestier, à y trouver leurs activités sans être astreints aux règlements imposés par la société, qui briment la liberté d'entreprendre. Un bonne partie de l'année, la forêt offre de nombreuses cueillettes : champignons, mûres, baies variées, châtaignes, plantes sauvages médicinales et comestibles, bois, racines et pierres propices à la sculpture, aux décorations, à l'imagination artisanale. Il est possible de vivre de la forêt sans lui nuire. Il ne s'agit pas de l'exploiter mais seulement de cueillir son surplus d'abondance, d'aliments, de tisanes, de matériaux vivants ou morts qu'elle nous propose généreusement. La forêt n'est

Tombeau de Merlin, forêt de Paimpont

pas seulement nourricière. Elle est le lieu de ressourcement par excellence. Combien de personnes sont arrivées chez moi agitées, anxieuses, en colère et sont reparties apaisées et sereines après quelques jours dans cette forêt. La marche est un facteur d'équilibre et de santé. Le silence vivant des sous-bois nous enrachine à nouveau à notre mère, la Terre. Le bruissement des feuilles réveille en nous la musique intérieure de la vie. Au sol, des millions de vies s'activent sous les feuilles, les fougères, les lierres rampants, l'humus et tant d'autres végétaux. Les bêtes sauvages, sangliers, renards, biches, chevreuils, blaireaux, écureuils, lapins et lièvres, rongeurs, reptiles, nous surprennent et nous charment. Toute peur disparaît devant la beauté du spectacle qu'elles nous offrent. Les eaux chantent et dansent sur les cailloux et les aspérités du lit des ruisseaux. Asseyez-vous au bord de ces petits cours d'eau, écoutez ce ruissellement qui nous pénètre, nous lave, nous allège de nos soucis, nous purifie de ce qui nous encombre et nous ternit. Collez-vous au tronc d'un grand

arbre jusqu'à sentir le va-et-vient de la sève qui monte et qui descend, des ondes bénéfiques qui le font vibrer et qui le traversent aussi, régénérant nos cellules. Regardez le coucher du soleil au dessous de la forêt, au moment où tout devient féérique et mystérieux, dans un pastel de douceur. Entendez la pluie qui fait pleurer les feuilles des arbres, apaisant nos cœurs meurtris (...).

Comme au fond des océans, la vie est là, puissante multitude, sans cesse en mouvement, toujours, toujours et encore. N'y trouvons pas la certitude que la vie est sans fin, sans cesse en mouvements renouvelés, que la mort n'est que ressourcement de cette vie permanente? Tout devient humus pour qu'apparaissent

au printemps les naissances végétales. Tout devient nourriture pour que vivent les animaux, les insectes, les plantes. Tout prend sens dans la forêt et répond à mes doutes, mes peurs, mes angoisses.

La forêt est mon maître, mon guide, la source de mon bon sens, de mes conseils, de mon

espérance. La forêt me relie à l'au-delà. De la cime des arbres, le ciel est proche, il m'invite à élever mes pensées et à retrouver mon âme. Ô vous qui êtes si agités intérieurement, qui doutez de tout, que le désespoir guette, vous qui êtes insatisfaits, découragés, désabusés, malades, venez vivre un temps ou pour toujours dans nos forêts. Venez vous y désaltérer, vous refaire une santé, respirer, marcher, goûter le silence, reprendre conscience de qui vous êtes, retrouvez le chemin de votre vie qui est à nulle autre pareille (...) Habitants des villes, venez un temps vous recueillir dans la forêt. Venez honorer la vie, venez vous libérer de ce qui vous encombre. Dans la simplicité de la nature apaisante, ce qui vous agite, vous perturbe, vous rend parfois égoïste et méchant, montrera son vrai visage, ses illusions, ses peurs. Vous serez invités à aimer intensément en toutes circonstances, en toutes décisions, dans toutes vos pensées et vos actes (...).

Alexis Robert
Ile-et-Vilaine

Courrier

Silence est trop noir

J'ai du mal à écrire à *Silence* dont je lis les articles vivifiants et suis l'évolution depuis les années 90, car la revue m'informe, me fait réfléchir, m'interpelle, même si je ne suis pas toujours en phase avec les articles ou sujets choisis (...), pour protester et traduire une frustration de lectrice ! Je ne critique donc pas le contenu mais la maquette. (...) D'abord tout ce noir en haut, que les images et photos ne couvrent qu'en partie... et puis la proportion blanc/texte (...) Je consacre une bonne partie de ma maigre retraite à soutenir la presse écrite indépendante (...) et je n'ai pas envie de recevoir une revue dont les pages sont en partie vides de contenu. Un tiers de noir, un tiers de gros titres et marges si larges que je pourrais y écrire tous les commentaires qui me viennent à l'esprit en lisant le contenu fort intéressant et interpellant des articles ! Par ailleurs, sur d'autres pages la densité est si grande et la caractères si petits qu'on a du mal à s'y retrouver. L'initiative était louable de faire participer des lycéens à l'élaboration d'une nouvelle maquette mais regardez lucidement et avec les yeux de vos lecteurs les pages 6-7 et 10-11 du numéro 422 et vous verrez combien il est frustrant de n'obtenir que si peu du discours et des idées de Guillaume Gambin par exemple, par ailleurs brillant observateur de la société et de ses évolutions (...) Dans l'espoir que les idées auront le dessus sur le blanc et le noir des pages dans les prochains numéros, même si une image ou illustration, une photo sont intéressants pour illustrer les contenus méritant leur place (Lasserpe est génial, on en veut encore plus !) je vous renouvelle mon soutien et mes encouragements, mon admiration pour votre capacité à évoluer, questionner, remettre en question les préjugés et concepts de notre société, à mettre en valeur les expériences originales et novatrices, pour la critique du nucléaire dans son ensemble, que j'abhorre car il tue de la source aux déchets en passant par les sites et usines dédiées à son utilisation... (...) Bravo pour votre effort de respect des genres dans l'utilisation à l'écrit des masculins/féminins. Bonne expérimentation !

Vivianne Lafosse
Calvados

Silence : Merci pour vos remarques.
La maquette évolue en permanence en tenant compte des avis, parfois contradictoires, que nous entendons.

Nucléaire et eau

(...) La déclaration de Jérémy Rifkin au Républicain Lorrain : "40 à 50 % de l'eau potable est destinée à refroidir les réacteurs". Ça me semble très excessif, pour ne pas dire invraisemblable. 1) J'ai lu dans *Que choisir* il y a quelques années, que 70 à 80 % de l'eau était consommée par l'agriculture, ce qui n'est pas forcément excessif. Car quel meilleur usage pour l'eau que l'agriculture ? 2) L'eau de refroidissement des réacteurs est l'eau des fleuves, et non pas l'eau "potable". 3) Elle n'est pas "consommée" elle est transformée en vapeur et doit donc largement retomber, telle quelle, en pluie. Je suis anti-nucléaire, mais pas avec des arguments idiots. En général, les infos publiées dans *Silence* sont solides, documentées, la source est citée, et c'est pour ça que je continue à le lire. (...)

Daniel Lanz
Rhône

Silence : selon un document signé Agences de l'eau, RNDE-IFEN et EDF, en 2005, la consommation d'eau douce en France se répartit ainsi : électricité, 57 % (nucléaire et un peu de thermique), eau potable, 18 %, irrigation (agriculture), 14 %, industrie, 11 %. Si l'on ne tient pas compte des eaux souterraines qui représentent 59 % de notre consommation, les centrales nucléaires consomment même 71 % des eaux superficielles. (source : <http://www.physagreg.fr/Cours3eme/nouveau-programme/elec3/electricite3-chap4-besoin-eau-centrale-nucleaire.pdf>). La déclaration de Rifkin semble donc juste.

Pour un droit au temps libéré !

La société travailliste-productiviste, dans laquelle nous baignons, comme le citoyen/salarié de bosser beaucoup et de consommer le plus possible. La poursuite de la croissance est à ce prix, se soustraire à cette double injonction, c'est la mettre en péril. Pour qui se fixe précisément cet objectif, un programme politique commence à se dessiner : réduire sa consommation et bosser moins.

La coopérative d'inactivité s'intéresse plus particulièrement à cette dernière option. Non pas qu'elle ignore la première mais plutôt considère que celle-ci est déjà largement et bien traitée par ailleurs (sous-entendu, la piste de la réduction de la place de l'emploi ne l'est peut-être pas encore suffisamment...) Nous adressant aux lecteurs de *Silence*, nous ferons l'économie du "pourquoi" pour explorer un "comment" bosser moins. Les possibles sont évidemment multiples, dans Non au temps plein subi – Plaidoyer pour un droit au temps libéré (ndlr : Samuel Michalon, Baptiste Mylondo, Lilian Robin) nous défendons une modalité concrète : l'instauration d'un droit inconditionnel au temps partiel. À l'heure actuelle, l'accès de droit à une réduction du temps d'emploi est strictement limité. En gros à deux cas fondamentalement différents : changer les couches, c'est le congé parental d'éducation ou s'en remettre une couche, en créant une entreprise... Pour l'infinité restante d'excellentes raisons de vouloir lever le pied, c'est d'un droit de demander que vous disposez. Votre employeur a quant à lui, le droit de refuser et il est fort possible que le cas échéant, il en fasse usage : l'étude Famille et employeurs, citée dans un rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales, nous apprend que seules 27 % des demandes des femmes et 14 % des demandes des hommes seraient acceptées. Si la réponse différenciée selon le genre mériterait un développement à part entière (nous postulerions à cette occasion que le développement du temps partiel choisi est un facteur d'égalité femmes hommes), nous ne retiendrons ici que la proportion : en moyenne quatre chances sur cinq d'être débouté !

Lorsqu'il est sommé de se justifier, l'employeur peut arguer "des conséquences préjudiciables à la bonne marche de l'entreprise"

dans le privé ou des "nécessités de service" dans le public. Et la bonne conduite de la destinée, les nécessités d'épanouissement des employés ? Pas évoqués par les textes...

Liberté des employeurs versus celle des individus, économie versus développement harmonieux de nos sociétés, nous sommes bien là au cœur des changements de paradigme défendus par les objecteurs de croissance, dont nous sommes. Ainsi, entériner un droit au temps libéré signifierait rendre aux individus leur pouvoir d'arbitrage, poser les fondations d'une "culture des activités choisies", "nous libérer du règne de la rationalité économique", et commencer à "bâter la civilisation du temps libéré". Au premier rang desquelles l'absence de proposition politique allant dans notre sens. Si, au début des années 1980, Michel Rocard écrivait "offrant une grande variété de solutions et permettant à chacun d'exprimer plus complètement ses potentialités, le Temps choisi peut constituer la donnée centrale d'un nouveau mode de développement", il n'y a plus guère que les trente-deux heures pour compter encore quelques défenseurs... Trente-deux heures, c'est-à-dire, au sens des auteurs de cet article, beaucoup trop ! On pourrait suggérer que l'absence d'offre politique n'est que la traduction d'une absence de demande, selon cette bonne vieille règle économique. À lire les résultats de l'Enquête sociale internationale de 2007, on est convaincu que cette piste n'est pas la bonne : c'est près d'un français sur deux qui souhaiterait bosser moins !

Le temps plein subi est donc une réalité massive mais semble-t-il silencieuse, ou inaudible. Nous militons pour qu'elle soit entendue ! Parce que faire des bébés tous les trois ans, créer des entreprises fictives (par exemple des coopératives d'inactivité), traîner son employeur devant les tribunaux et exiger un contrôle de conventionnalité ou faire grève toutes les semaines sont certes des pistes réjouissantes mais potentiellement coûteuses... Nous vous encourageons à devenir membres inactifs de la coopérative et à affirmer avec nous, aussi bizarre que cela puisse paraître à nos "élites", que nous sommes nombreux à vouloir bosser moins.

Lilian Robin
Rhône

Le polyamour

Je peux vous dire que la lecture de votre dossier sur le polyamour m'a beaucoup aidée puisque j'y suis confrontée depuis plusieurs mois. Je dis confrontée puisque j'ai découvert que mon compagnon de vie depuis dix ans, avec qui je n'habitais pas par choix de liberté individuelle, avait une relation "cachée" depuis six mois ! Là est le point essentiel du polyamour : dans la transparence ! On avance ensemble ! Car découvrir que son amour a une "liaison cachée" est vécu comme une trahison, une lâcheté et ça fait mal, très mal ! Le socle a intérêt à être fort pour que la confiance puisse s'instaurer à nouveau. Et puis il y a le deuil de la relation de couple exclusif qui doit se mettre en place. Les souffrances engendrées sont souvent destructrices. Alors avis à tous les couples : parlez en avant, exprimez vos envies ou non-envies du polyamour, vos peurs, vos limites mais surtout soyons sincères et transparents, guidés par le respect de l'Autre, des Autres... Cela évitera les interminables séances chez le psy, et pire encore : les somnifères, l'alcool, le tabac, les anti-dépresseurs... Ce qui m'a manqué dans votre dossier c'est justement cette analyse, au-delà des mots, comment gérer les maux... Car on peut l'accepter ou tenter de l'accepter dans sa tête, mais le cœur a ses limites et ses secrets difficiles à contrôler ! Deux lectures de Paule Salomon m'ont aidée : *Bienheureuse infidélité* et *La sainte folie du couple*.

Martine
Ariège

■ **Ils ont créé l'écologie politique**, Michel Lamy, éd. Sang de la Terre, 2014, 288p. 17,80 €. Titre trompeur : il faudrait parler d'une histoire des différents ministères de l'Environnement depuis le premier en 1971. En effet, à part quelques écarts sur des événements militants d'importance, l'auteur décrit essentiellement les rouages de l'"écologie par le haut". Il défend le nucléaire en racontant de manière fautive ce qui se passe en Allemagne (oubliant le développement des énergies renouvelables), s'interroge sur l'opposition aux gaz de schiste (omettant les émissions de gaz à effet de serre), affirme que l'écologie ne devrait être ni de gauche, ni de droite. Pour le moins tendancieux.

■ **La condition tropicale, une histoire naturelle, économique et sociale des basses altitudes**, Francis Hallé, éd. Actes Sud/Babel, 2014, 700 p. 12,70 €. Dans un style facile à comprendre, l'auteur, botaniste et biologiste, qui vient de réaliser le film : *Il était une forêt*, présente ici de très nombreuses connaissances sur les milieux naturels de la zone tropicale, avec des développements extrêmement divers : le paludisme, l'importance de la variation ou non de la longueur des jours (avec nombre de conséquences à découvrir !), la pauvreté relative de ces pays (est-ce économique ou écologique ?) N'hésitant pas à polémiquer, l'auteur lance un plaidoyer contre le racisme qui se cache derrière notre vision actuelle de ces régions peuplées de peaux basanées et montre que l'avenir est sans doute dans ces modes de vie sobres et respectueux de l'environnement.

■ **L'écologie est politique**, Catherine Larrère, Lucile Schmid, Olivier Fressard, éd. Les Petits Matins, 2013, 60 p. 2 €. En 2013, s'est créée la Fondation de l'Écologie politique, avec comme objectif de relier les différents lieux de débats autour des questions de l'écologie politique, de favoriser le rayonnement des recherches, réflexions et pratiques par différentes publications et rencontres. Ce petit ouvrage présente la fondation.

■ **Paroles ouvrières, le cuir à Graulhet (Tarn), 1942-2010**, Anne Pan et Frédérique Garlaschi, éd. Libertaires, 2013, 190 p. 12 €. Entre 1990 et 2010, l'exploitation du cuir s'est effondrée du fait de la mondialisation. Ce livre donne la parole à d'anciens ouvriers en suivant les différentes étapes industrielles jusqu'aux licenciements et reconversions. Peu de commentaires et très vivant.

■ **Non au temps plein subi ! Plaidoyer pour un droit au temps libéré**, Samuel Michalon, Baptiste Mylondo, Lilian Robin, éd. du Croquant, 2013, 152 p. 16 €. La loi affirme que le travail doit s'adapter à l'homme et non l'inverse. Un principe peu respecté, car si nombre de gens aimeraient travailler moins (et partager avec ceux qui n'ont pas de travail), cela reste le plus souvent le choix de l'employeur. Bosser moins pour consommer moins et vivre mieux est un objectif décroissant qui pourrait être entendu par beaucoup. Et contrairement à ce que l'on entend dans les grands médias, le nombre de temps partiels choisis est important. L'ouvrage rappelle ce que "travailler" veut dire, le lien avec l'argent, l'utilité sociale du travail... et le bonheur de l'inactivité. De saines réflexions.

■ **Un quart en moins**, Rachel Silvera, préface de Michelle Perrot, éd. La Découverte, 2014, 240 p. 16 €. Alors que la loi oblige à l'égalité des salaires, dans les faits, les femmes continuent à gagner un quart de moins que les hommes. Comment cela est-il possible ? L'auteure, économiste, retrace l'évolution des salaires des femmes, donne des exemples variés et montre comment ces décalages (arrêt pour grossesse, temps partiel choisi ou non...) peuvent être pris en compte pour revaloriser le salaire de toutes.

■ **Petit guide des mille et une monnaies locales d'aujourd'hui**, Jacques Atlan, éd. Presses du midi, 2014, 114 p. 15 €. Avantage de ce livre, c'est écrit comme un vaste reportage autour du monde, le lecteur allant de découverte en découverte. C'est stimulant. Mais ça manque cruellement de recul et d'analyse, à quelques exceptions près comme la chute du LET's de Vancouver. Pourquoi certaines initiatives se plantent-elles, pourquoi d'autres ne se développent-elles pas ?

Écritures et parures de désobéissance

André Bernard

André Bernard a animé dans les années 1960 la revue *Anarchisme et non-violence*. Il a toujours poursuivi sur cette voie, écrivant dans différents médias et animant une émission de radio à Bordeaux. Cet ouvrage reprend ses textes ou émissions de 2012 et 2013. Interventions dont le fil conducteur est de commenter les ouvrages qui paraissent avec comme point central la question de la violence, de la non-violence et de la désobéissance civile qui se situe peut-être quelque part entre les deux. Citant les grands auteurs anarchistes, il fait le lien avec ces écrits d'aujourd'hui, se penchant sur des sujets variés : anti-racisme, Notre-Dame-des-Landes, rôle de la prison, Larzac, altermondialisme... Des analyses bienveillantes et bienvenues qui visent à faire cohabiter la grande diversité des approches libertaires. Comme la plupart des textes sont issus d'émission de radios, bien que d'une teneur très philosophique, cela reste très facile de lecture. MB.

Ed. Atelier de création libertaire, 2014, 222 p. 14 €

Désobéir au colonialisme

Les Désobéissants

L'histoire de la désobéissance civile est liée à la lutte anticoloniale, avec Gandhi et la lutte pour l'indépendance de l'Inde notamment. Ce petit livre retrace des expériences de résistance au colonialisme peu connues aujourd'hui, telles que les blocages de bateaux de matériel et de troupes dans des ports de France contre la guerre d'Indochine en 1949 et dans les ports d'Algérie durant sa guerre d'indépendance. Et ça continue aujourd'hui : actions protibétaines, flottilles de la paix vers la Palestine, luttes des Basques, des Guadeloupéens... En Belgique, une campagne de réécriture de l'histoire coloniale a été engagée avec des actions sur des statues commémoratives. Un boycott est mené contre des entreprises qui profitent du colonialisme et des produits issus des colonies. Une diversité de modes d'engagement pour continuer à lutter contre le colonialisme qui s'exprime aujourd'hui dans la dette, les accaparements de terres, le traitement colonial des quartiers populaires... GG.

Ed. le passager clandestin, 2014, 64 p., 5 €.

Construire une éolienne

Hugh Piggott et Réseau Tripalium

Dans les années 70, Hugh Piggott, paysan écossais, lassé de la lampe à pétrole, met au point sa propre éolienne. Depuis, il ne cessera de l'améliorer et depuis 20 ans, il organise des stages

d'autoconstruction, relayés en France depuis 2007 par le Réseau Tripalium. Après avoir installé plus d'une centaine d'éoliennes, ce guide technique vous explique, étape par étape, comment réaliser la vôtre. Avec des pâles allant de 1,20 m à 4,20 m, les puissances vont de 200 à 2000 W. Les plus grosses peuvent produire assez d'électricité pour une famille aux besoins modestes. Le choix d'une telle éolienne n'est pas financier. Même si l'ouvrage est richement illustré, il faut déjà être un sacré bon bricoleur pour se lancer seul dans la fabrication... le passage par un stage peut rendre les choses plus faciles. FV.

Réseau Tripalium, chez Ch. Glaziou, La Sagnotte, 81 360 Montredon-Labessonnié, 2014, 112 p. 23 € (chèque à l'ordre de Tripalium)

Radicalité

20 penseurs vraiment critiques

Les intellectuel(-le)s présentés dans ce volume aussi épais qu'éminemment recommandable ne sont jamais mentionnés dans les émissions du PAF, ni dans les congrès d'EELV. Ils (elles) "agissent sur les causes profondes des phénomènes et structures" qu'il importe de modifier. Leur hostilité fondamentale à "la modernité capitaliste industrielle" s'accompagne d'une "capacité utopique à imaginer d'autres rapports sociaux". Figurent au sommaire Bernard Charbonneau, le pourfendeur de "l'artificialisation du monde", Jacques Ellul, lanceur d'alerte contre "la démesure technicienne", François Partant, qui avait esquissé les contours d'une authentique "alternative", Herbert Marcuse, le théoricien de "l'unidimensionnalité" tendant à un totalitarisme uniformisant, ce que Vandana Shiva qualifiera plus tard de "monoculture de l'esprit". RH

Ed. L'Échappée, 2013, 400 p. 25 €

Les chronophages

Jean-Paul Galibert

La plupart des critiques circonstanciées du système économique insistent sur les rapports de domination, les inégalités foncières qui le sous-tendent, la maximalisation des profits. L'auteur, docteur en philosophie aborde un mode d'exploitation très peu analysé jusqu'ici : la captation, par l'hypercapitalisme, de notre temps et de notre imagination, qu'il transforme en une activité préparée, induite et programmée. Pour les détenteurs du pouvoir réel, l'homme se réduit à un "double gisement d'argent et de temps à ponctionner sans limite". Dans ce pervers jeu de dupes où la liberté n'est qu'illusoire, "le loisir demeure l'ultime droit de celui que l'on a privé de tout". Quant au travail, "il fonctionne comme un piège sans fin". La lecture de cet opuscule riche en pistes de réflexions nécessite une concentration maximale. RH.

Ed. Lignes, 2013, 104 p. 13 €

Livres

Pistes pour une agriculture écologique et sociale

La politique agricole commune absorbe 38,9 % du budget de l'Union européenne (373,2 milliards d'euros pour la période 2014-2020). Elle profite essentiellement aux grands domaines, en particulier aux céréaliers. En dix ans, le nombre d'exploitations a diminué de moitié en France. Sortir du désastreux modèle hyperproductiviste industrialisé semblerait donc une urgence absolue. Les seize auteurs qui ont contribué à ce très éclairant ouvrage prônent un nouveau modèle véritablement respectueux de l'environnement et de la biodiversité, tout en assurant à la paysannerie des revenus décents. "Sortir les produits agricoles des cadres de l'OMC et des accords de libre-échange... serait une priorité essentielle", écrit Laurence Lyonnais. RH.

Ed. Syllepse, Les Cahiers de l'émancipation, janvier 2014, 144 p. 8 €

Romans

Trois Romans Les Microbes humains, Le Monde nouveau, Le Claque-dents

Louise Michel

"Avez-vous vu, quand un nid tombe de la branche, comment la femelle cherche à garantir sa couvée ? Il en est ainsi des nids humains tombés de l'arbre de misère". Fin 19^e, le lumpenprolétariat français agonise dans une misère noire. Capital, science, police et justice, les armes par lesquels les puissants s'assurent de la réussite de leurs crimes sont les mêmes qu'aujourd'hui. Avec une précision millimétrée inspirée des naturalistes, humour et inventivité, Louise Michel décrit les chemins de la transition vers un monde nouveau, une République sociale qui élèvera l'humanité d'un cran et revitalisera jusqu'aux déserts. La fresque se présente comme un outil d'intervention politique et un enthousiasmant manifeste romanesque aux thèmes précurseurs : anti-capitalisme, anti-sexisme, anti-spécisme, critique des rapports entre science et pouvoir...

Textes établis, présentés, annotés et augmentés d'un passionnant dossier documentaire grâce au travail de recherche de C. Rézat et S. Zékian. AL.

Ed. Presses universitaires de Lyon, 2013, 631 p., 26 €

Le pouvoir de la pédale

Comment le vélo transforme nos sociétés cabossées

Olivier Razemon

Les cyclistes français permettent d'économiser 5,6 milliards sur le budget de la santé. Un triplement de l'usage du vélo suffirait à combler le trou de la sécurité sociale. L'auteur, spécialiste de la mobilité, a compilé ici de très nombreuses études sur le vélo, sous ses multiples aspects. Dénonçant des politiques qui ne considèrent cet engin que pour son côté sportif ou de randonnée, il prône au contraire qu'il soit pris en compte dans les politiques de mobilité comme un mode de transport particulièrement efficace. Citant des exemples un peu partout dans le monde, il montre tous les avantages du deux roues non motorisé. Car c'est non seulement écologique (pollutions minimales, bonne santé), mais également social (adaptable à tous) et économique (faible coût du véhicule et des voies de circulation). Un ouvrage qu'il faudrait offrir à tous nos élus pour qu'ils ne s'en tiennent pas qu'aux actions superficielles (vélos en libre-service, bandes cyclables) et s'attaquent aux vraies solutions. MB.

Ed. Rue de l'Echiquier, 2014, 190 p. 15 €

les combats contre le nazisme que ce soit dans la Résistance ou dans l'armée de libération de De Gaulle. La Nueve, neuvième compagnie de la 2^e division blindée du Général Leclerc, composée presque exclusivement de Républicains espagnols, sera souvent envoyée en avant des lignes pour ouvrir le front... tant et si bien qu'elle sera la première à entrer dans Paris en août 1944. Un moment gommé de l'histoire française que l'auteur retrace brillamment en narrant la vie d'un des derniers survivants retrouvé en Normandie. Un roman graphique d'une très grande force qui montre bien comment l'histoire est réécrite par les vainqueurs. MB.

Ed. Delcourt, préface Anne Hidalgo, 2014, 336 p. 29,95 €

Kraa, t3, La colère blanche de l'orage

Benoit Sokal

Fin de la trilogie. La construction d'un barrage viole les terres sacrées des Indiens. Un seul résiste, mais avec le renfort d'un aigle géant avec qui il communique par l'esprit. La pose de la première pierre est l'occasion d'un affrontement sanglant et la tête de l'aigle est mise à prix par le maire-promoteur. C'est raconté à la fois du point de vue de l'aigle, mais aussi d'Emily, jeune infirmière qui a rejoint Yuma, l'indien. Une merveille de dessin de nature, une once de chamanisme, une réflexion sur le développement occidental et la destruction des grands espaces aux Etats-Unis, au début du 20^e siècle. FV.

Ed. Casterman, 2014, 72 p. 16 €.

Après le monde

Rodolphe Christin

Un scribologue, pas très clair dans ses pensées, part en mission dans une contrée étrange où il croise des migrants, des guerriers, une prostituée.

Tout au long de son voyage, il prend note d'un monde sous contrôle, dirigé par le Grand Cadastre.

Ce roman d'anticipation, au style décalé et déjanté, ne se joue pas de facilités pour nous présenter ce que pourraient devenir nos sociétés sous le couvert d'une insécurité à combattre. Un monde sous emprise totale où il ne ferait pas bon être un exclu, un sans-papiers, un marginal. JP.

Ed. du Croquant, Coll. Sur le Zinc, 2014, 130 pages, 14 €

La pomme bleue

Roger Béteille

Avec les rudes paysages de l'Aveyron en arrière-plan, La pomme bleue est l'histoire de la lutte pathétique des anciens et les modernes, entre la nostalgie de La Montagne de Ferrat et l'optimisme

technophile des Trente glorieuses de Fourastié. En ce temps-là, le paysan vit ses dernières heures de seigneur en son royaume, pauvre, mais seigneur tout de même. Les lois Pisani et la création de la PAC mettent brusquement en marche le passage au stade agro-industriel de la France rurale. Beaucoup se demandent si cette modernisation ne va pas bouleverser leur existence davantage que la dernière guerre. Rattrapés par la course du monde moderne, les "jardiniers de la terre", comme l'écrivait joliment Jakez Hélias, deviennent en quelques années des exploitants agricoles pressés. Beaucoup agonisent avec leur monde, tandis que ceux qui survivent ne font bientôt plus le même métier. SM.

Ed. du Rouergue, 2013, 424 p. 8 €.

B. D.

La Nueve

Paco Roca

A la fin de la guerre civile espagnole, des combattants se réfugient en France. Ils sont très mal accueillis. Pourtant certains s'engageront dans

Noxolo

Jean-Christophe Morandeau

En Afrique du Sud, Noxolo, mère célibataire de 24 ans est violée et battue à mort en avril 2011. Près de deux ans plus tard, Nalaxa, jeune policière, tombe sur le dossier et constate qu'aucune enquête n'a été faite. Malgré les réticences de son supérieur, elle va prendre contact avec un groupe de défense des droits des homosexuels, et découvrir ce paradoxe : l'Afrique du Sud est l'un des premiers pays au monde à avoir accordé des droits égaux aux hétéros et aux homos... mais c'est aussi le pays où 80 % de la population se revendique comme homophobe, l'homosexualité étant perçue comme un vice introduit par les colonisateurs. Cette BD en noir et blanc, aux traits incisifs, frappe le lecteur par la noirceur des faits, mais c'est aussi un appel à l'action. Postfacé par l'écrivain Marc Lévy, c'est le premier ouvrage d'une collection lancée par Amnesty International à partir de faits réels. MB.

Ed. La Boîte à Bulles/Amnesty International, 2014, 72 p. 15 €

20 pieds sous terre

Charlotte Erlih

Dès 14 ans. Théo, 17 ans, qui taguait dans le métro, est mort électrocuté. Sa sœur Manon, 16 ans, n'arrive pas à croire que cela soit une simple chute, car le téléphone portable de son frère n'a pas été retrouvé par les enquêteurs. Celle-ci va entrer dans le monde des grapheurs pour essayer de trouver des preuves. En faisant connaissance avec le copain de son frère, elle découvrira qu'il était homosexuel et qu'un acte homophobe est peut-être à l'origine de son décès. Une histoire à suspens très efficacement menée grâce à un style d'écriture concis et percutant. De quoi réfléchir sur les secrets des adolescents, sur l'homosexualité ou sur les rapports avec les adultes. FV.

Ed. Actes Sud junior, 2014, 224 p. 13 €

Pense-bêtes

Christophe Léon

Dès 9 ans. Ces quatre nouvelles nous content des histoires de bêtes, avec quelques surprises à la clé. Une poule pondreuse dans son élevage industriel, des humains dans un zoo, un mouton dans son troupeau et un chien de chasse vieillissant voient leurs destins scellés par le rapport que les humains entretiennent avec les animaux d'élevage. Une manière de décentrer le regard, de réfléchir et de s'ouvrir à la sensibilité que peuvent avoir les animaux, avec toujours une pointe de malice et d'esprit critique. GG

Le Muscadier, 2013, 82p. 7,90 €

Echange caravane pourrie contre parents compétents

Marion Achard

Dès 9 ans. Les parents vont faire une tournée de spectacle pendant tout l'été. Et ils ont choisi de vivre dans une minuscule caravane. La catastrophe pour l'héroïne qui avait prévu d'autres vacances. Et le pire, c'est que tout le monde l'envie ! Voir 30 fois le même spectacle n'est pourtant pas d'un grand intérêt. Malgré différentes tentatives pour y échapper, notre narratrice va devoir subir la tournée. FV.

Ed. Actes Sud Junior, 2014, 78 p. 6,90 €

Film

Vivre autrement

Camille Teixeira et Jérémy Lesquelen

À travers trois expériences de vie, nous découvrons des modes d'habitat et de rythmes quotidiens proches de la nature. Des yourtes, une cabane,

un campement sont tout autant de projets portés par des personnes souhaitant sortir de l'exploitation salariale, de façon individuelle ou collective. Les volontés d'autonomie et de partage ainsi que le lien avec les éléments naturels l'emportent sur l'urbanité et les murs de béton. La bonne entente, la bien-veillance, la cueillette et l'abondance de simplicité sont les nerfs de la motivation de nombreux lieux d'existence et d'alternatives. Sans toutefois développer l'utopie d'une indépendance et d'une autonomie financière totales, ces projets présentent des volontés de faire autrement qui devraient en inciter plus d'un à s'orienter vers ce type d'engagement. JP.

Prod. Les Toiles Filantes, 2014, 18 €

Le voyage vers le lieu le plus sûr de la Terre

Edgar Hagen

Aux 400 000 tonnes de déchets hautement radioactifs accumulées depuis 1943 dans le monde s'ajoutent 10 000 tonnes chaque année, provenant des 387 réacteurs opérationnels. Edgar Hagen a accompagné durant cinq ans aux quatre coins du globe le physicien écossais Charles Mc Combie, afin de repérer un site adapté à la conservation, pour des dizaines de milliers d'années, des résidus les plus dangereux. Le duo se rend notamment à Qinshan et le désert de Gobi en Chine, à Hanford (État de Washington), à Falsenau et Bözen en Argovie, tout comme à Benken (canton de Zurich). Des réfractaires à l'atome comme Russell Jim de la nation indienne des Yakama ou Wolfgang Ehmke, l'émblématique militant contre la caverne saline de Gorleben (Basse-Saxe), développent leurs arguments. À l'issue de ces pérégrinations, la question fondamentale demeure : où entreposer les matières à la nocivité quasi éternelle ? RH.

Mira Film GmbH, Weststrasse 182, CH 8003 Zürich

Musique

Le chaudron et la plume

Appel d'air

Avec ce troisième album, entre humour et légèreté, Appel d'air nous promène entre références musicales communes et mélodies entraînantes, quelques fois sur fond rock 'n roll. Les textes poétiques sont portés par plusieurs voix chaudes, envoûtantes, quelques fois piquantes. Et sous des airs farfelus, portés par un excellent second degré, Appel d'Air fredonne de nombreuses thématiques sociales importantes, entre amour, homosexualité, mariage, rêves de princesse et sadomasochisme joyeux lorsque certains préfèrent les orties aux fleurs !

Appel d'Air, c'est un engagement subtil guidé par un amour de la vie endiablé. JP.

Prod. La Belle Asso, 2014, 13 titres, 46 min, 13 €

Nous avons également reçu... 2/2

■ De l'air, Sylvain Ménager, éd. Anima, 2014, 164 p. 9 €. S'interrogeant sur le sens de la vie et du vivant, l'auteur plaide en faveur d'un Esprit et d'une spiritualité laïque.

■ Le mirage du gaz de schiste, Thomas Porcher, éd. Max Milo, 2013, 64 p. 4,90 €. Démonstration de la fausseté des arguments en faveur de l'exploitation des gaz de schiste et incitation à se tourner vers la transition énergétique avec un argument économique douteux : laisser le gaz dans le sous-sol aujourd'hui constitue une réserve possible pour plus tard et donc un bon placement.

Jeunesse

■ L'Afrique à petits pas, texte de Natacha Scheidhauer, dessin de Vincent Caut, éd. Actes Sud junior, 2014, 80 p. 12,70 €, dès 9 ans. Agréablement présenté, un tour d'horizon des différentes facettes de l'Afrique : géographie, culture, histoire, faune, flore, etc. Avec deux limites : il est difficile de parler de l'Afrique en général : ici c'est seulement l'Afrique subsaharienne et, si le commerce triangulaire (Europe, Afrique, Amériques) et la colonisation sont bien présentés, il manque les manipulations actuelles pour continuer à exploiter les richesses du continent par les firmes occidentales (néo-colonialisme).

■ La chimie verte, texte d'Emilie Ramel, Caroline Willay, illustrations de Laurent Kling, éd. Actes Sud Junior, 2014, 72 p. 12,70 €. Dès 9 ans, annonce l'éditeur... mais on peut en douter tant les premières pages de définition sont complexes à lire. Ensuite, on nage dans les clichés du style "il est difficile d'arrêter de prendre l'avion ou la voiture... Nous vivons dans un monde évolué, et la solution n'est pas de retourner à l'époque de l'homme de Cro-Magnon". Époque qui a donc duré jusqu'à l'invention des premiers véhicules à moteur, au 19^e siècle... et qui se poursuit encore aujourd'hui puisque 28 % des Français n'ont pas de voiture et très nombreux sont ceux qui ne prennent jamais l'avion. Ne raisonnons pas au niveau mondial, on serait encore plus loin dans la préhistoire ! De la peinture verte pour scientifiques sans complexes qui devraient lire quelques livres de philosophie des sciences.

■ Pan ! Pan ! David Cali et Maddalena Gerli, Rue du monde, 2014, 32p., 14 €. Dès 3 ans. Un chasseur part à la recherche du dernier ours de sa région. Mais que va-t-il se passer quand il le rencontrera ?

BD

■ Les idées fixes, Gabrielle Piquet, éd. Futuropolis, 2014, 96 p. 17 €. C'est l'histoire de deux frères, Achille et Adrien dont la vie s'est arrêtée, le premier parce qu'ancien pêcheur, il a un jour prêté son bateau à des touristes qui ne sont pas revenus ; l'autre traumatisé de la guerre d'Algérie, passe pour l'idiot du village. Le dessin est fait de traits tout en transparence, une transparence qui laisse apparaître les âmes des disparus, dans une histoire gracieuse et pleine de poésie.

■ Délices, ma vie en cuisine, Lucy Knisley, éd. Delcourt, 2014, 176 p. 17 €. Récit autobiographique d'une jeune auteure de BD autour de l'importance de l'alimentation dans sa vie. Dans un style très agréable, présentation d'anecdotes autour de la nourriture... avec à chaque fin de chapitre la recette de cuisine associée. De quoi redonner à tous l'envie de faire de la cuisine.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30 les samedis 28 juin** (pour le n° de septembre), **30 août** (pour le n° d'octobre), **27 septembre** (pour le n° de novembre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Attention à partir du 1^{er} janvier 2014, l'association ne délivre plus plus de reçus fiscaux.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Rejoignez un relais local

- > **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence), 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60, <http://rencontres3.free.fr>
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Besançon.** Martine Lionnet, tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Murette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Nicolas Cassagnau, 9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé, tél. : 09 81 11 15 52, nicolas.cassagnau@bbox.fr
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Pays-Bas** (La Haye et Delft). silence.paysbas@gmail.com
- > **Reims & Châlons-en-Champagne.** Pascal Lagerbe, 42 rue Chabaud, 51100 Reims pascal.lagerbe@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **30 avril 2014** - **Editeur :** Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 2^e trimestre 2014 - **Tirage :** 5000 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - **Directeur de publication :** Jean-Marc Luquet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaud, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - **Photographes :** K. Biggs, Emmanuel Daniel, DND-MDN Canada, Mathieu Eisinger, Mark Fischer, Boris Horvat, Imago, David K., Robert A. Rohde, Raphaël Trapet - **Et pour ce n° :** Delphine Boutonnet, Christine Chabaud (On passe à l'acte), Flora Chauveau (Reporterre), Nadia Djabali, Tal Dor, Louise Joor, Hervé Krief, Dominique Lalanne, Aurélie Léon, Pascal Luch, Sébastien Marrec, Jean Petit, Alain Sousa, Marcello Wexler - **Couverture :** D.R. photomontage Damien Bouveret - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Commandes

Numéros disponibles

- 393 Contraception et autonomie
- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives
- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réappropriier l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demain qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 423 Quelles solidarités sans croissance ?
- 424 Lent, léger... le voyage

Numéros régionaux

- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie

Livres

- L'écologie 600 en dates**
84 p. - 12 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

- Manuel de transition**
212 p. - 20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.

- Un écologisme apolitique ?**
80 p. - 7 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2 €
Autres pays, nous consulter.

Commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

France métropolitaine

- Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 20 €

- Particulier 1 an 46 €

- Bibliothèque, association...
1 an 60 €

- Soutien 1 an 60 € et +

- Petit futé 2 ans 74 €

- Petit budget 1 an 32 €

- 5 abonnements Découverte offerts 100 €

Groupés à la même adresse

- par 3 ex. 1 an 115 €

- par 5 ex. 1 an 173 €

Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 27 €

- Particulier 1 an 55 €

- Bibliothèque, association...
1 an 68 €

- Soutien 1 an 60 € et +

- Petit futé 2 ans 85 €

- Petit budget 1 an 39 €

Abonnement en ligne :

www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Règlement par chèque à l'ordre de Silence.

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :

SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE

I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : _____
Signature : _____

Le : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Pau : Village Emmaüs Lescar

Le village d'Emmaüs de Lescar, à moins de 10 km de Pau (Pyrénées-Atlantique) accueille des compagnons comme toutes les autres communautés d'Emmaüs. Mais, particularité de cette communauté, ici, ils sont relativement jeunes et tout un travail de réflexion politique est mené sur l'importance de lutter contre le capitalisme destructeur, de développer des alternatives et de valoriser la dimension utopique. Plusieurs maisons ont été autoconstruites dans le cadre de chantiers solidaires avec une approche écologique. La communauté accueille de nombreuses personnes impliquées dans différents mouvements sociaux. On y parle décroissance et transition énergétique. L'ensemble est raconté dans *Le Cairn*, un trimestriel diffusé à plus de 5000 exemplaires. Une démarche de liens entre accueil des plus pauvres et actions écologiques reliant parfaitement le social et l'environnement. Des chantiers solidaires vous attendent pendant tout l'été, du 15 juin au 15 septembre. Tout le monde peut y participer, à partir d'une semaine de présence. Un festival musical (avec les Ogres de Barback, Flavia Coelho, La rue Ketanou et High Tone) se tient sur place ainsi qu'un village associatif les 29 et 30 juillet 2014.

▲ Chantiers solidaires

▲ Collecte d'objets

▲ Fanfare

▲ Marché

▲ Maison autoconstruite

▲ La Communauté sur scène

▲ Défilé avec les ânes

▲ Animation "LIBERTÉ"

➤ Maison jaune

■ Village Emmaüs Lescar-Pau, chemin Salié, 64230 Lescar, tél. : 05 59 81 17 82, www.emmaus-lescar-pau.com.